

Relations

POUR QUI VEUT
UNE SOCIÉTÉ JUSTE

NUMÉRO 809 AOÛT 2020

LA SPIRITUALITÉ POUR CHANGER

LE MONDE ?



DÉBAT :
CESSER DE FAIRE DES ENFANTS
POUR SAUVER LA PLANÈTE ?

OUÏGHOURS :
UN GÉNOCIDE CULTUREL EN MARCHÉ

ARTISTE INVITÉE : VIRGINIA PÉSÉMAPÉO BORDELEAU

9,95 \$



Relations

NUMÉRO 809 JUILLET-AOÛT 2020

Fondée en 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites. Depuis plus de 75 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les personnes exclues et appauvries. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques, environnementaux et religieux de notre époque.

22



- 5 ÉDITORIAL**
DE L'ESPOIR Catherine Caron
- 6 ACTUALITÉS**
LES TRAVAILLEURS MIGRANTS PRÉCARISÉS
Jorge Frozzini, Viviana Medina et Manuel Salamanca Cardona
- 7 COVID-19 ET SOLIDARITÉ CITOYENNE** Susana Ponte Rivera et Mouloud Idir
- 9 L'OUTAOUAIS, NOUVELLE RÉGION MINIÈRE ?** Louis Saint-Hilaire
- 11 LE PLAN DE PAIX, VERSION TRUMP** Mouloud Idir
- 12 DÉBAT**
CESSER DE FAIRE DES ENFANTS POUR SAUVER LA PLANÈTE ?
Eve-Lyne Couturier et Blanche Gionet-Lavigne
- 31 AILLEURS**
OUÏGHOURS : UN GÉNOCIDE CULTUREL EN MARCHÉ Dilmurat Mahmut
- REGARD**
- 34 POUR LES CONFINÉS SEULEMENT** David Wormäker
- 36 LA DÉLIQUESCENCE DU RÉGIME ALGÉRIEN**
Entrevue avec Omar Benderra, réalisée par Mouloud Idir
- 39 LE CONSEIL CENTRAL DE MONTRÉAL : 100 ANS DE SOLIDARITÉS**
Thomas Collombat et Sophie Potvin
- 41 SUR LES PAS D'IGNACE**
LES RÊVES AMAZONIENS DE FRANÇOIS Víctor Codina
- 42 CHRONIQUE LITTÉRAIRE** de Violaine Forest
6. *IN FINE*
- 45 QUESTIONS DE SENS** par Bernard Senécal
À LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU
- RECENSIONS**
- 46 LIVRES**
- 49 BALADO-DOCUMENTAIRE**
- 50 LE CARNET** de Marie-Célie Agnant
ÉCHOS DE BIVOUACS

DIRECTION

Élisabeth Garant

ÉQUIPE ÉDITORIALE

Emiliano Arpin-Simonetti

Catherine Caron

Christophe Genois-Lefrançois

Jean-Claude Ravet

MAQUETTE GRAPHIQUE

Mathilde Hébert

RÉALISATION GRAPHIQUE

tatou.ca

ILLUSTRATIONS

Benoit Aquin, Jacques Goldstyn,

Alain Reno

RÉVISION/CORRECTION

Éric Massé

COMITÉ DE RÉDACTION

Marie-Célie Agnant, Frédéric

Barriault, Gilles Bibeau, Mélanie

Chabot, Eve-Lyne Couturier,

Mireille D'Astous, Claire Doran,

Céline Dubé, Lorraine Guay,

Mouloud Idir, Robert Mager,

Rolande Pinard, Louis Rousseau,

Michaël Séguin, Julien Simard

COLLABORATEURS

Gregory Baum †, André

Beauchamp, Jean-Marc Biron,

Dominique Boisvert, Marc

Chabot, Amélie Descheneau-

Guay, Violaine Forest, Bernard

Senécal, Marco Veilleux

IMPRESSION HLN



sur du papier recyclé
contenant 100% de fibres
post-consommation.

DISTRIBUTION

Disticor Magazine Distribution
Services

ENVOI POSTAL

Citéposte CFG

Relations est membre de la SODEP
et de l'AMÉCO.

Ses articles sont répertoriés dans
Érudit, *Repère*, EBSCO et dans *l'Index
de périodiques canadiens*.

SERVICE D'ABONNEMENT

SODEP (Revue *Relations*)

C.P. 160, succ. Place-d'Armes

Montréal (Québec) H2P 3E9

514-397-8670

abonnement@sodep.qc.ca

ABONNEMENT EN LIGNE
www.revuerelations.qc.ca

TPS: R119003952

TVQ: 1006003784

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du

Québec: ISSN 0034-3781

ISSN (version numérique): 1929-3097

ISBN (version imprimée):

978-2-924346-60-0

ISBN (VERSION PDF):

978-2-924346-61-7

BUREAUX

25, rue Jarry Ouest

Montréal (Québec) H2P 1S6

tél.: 514-387-2541, poste 279

relations@cjf.qc.ca

www.revuerelations.qc.ca

Nous reconnaissons
l'appui financier
du gouvernement du Canada

Canada

POUR QUI VEUT
UNE SOCIÉTÉ JUSTE



Photo : Christian Leduc

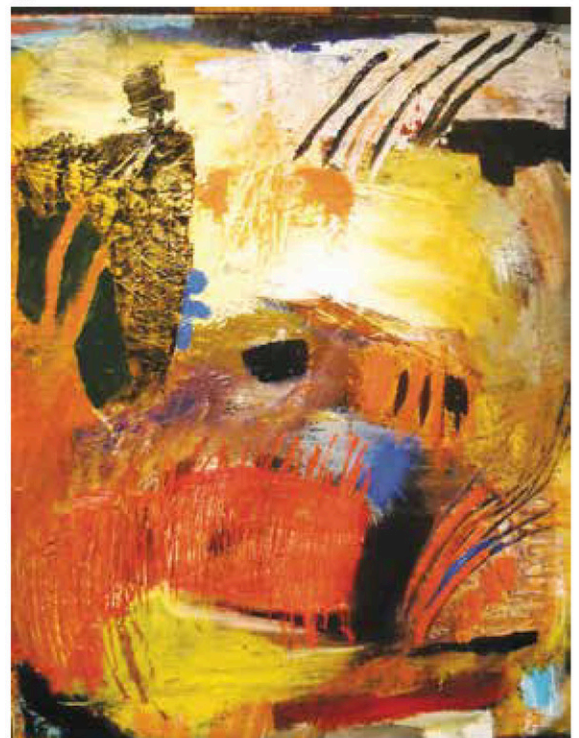
ARTISTE INVITÉE

Artiste multidisciplinaire d'origine crie et métisse, **Virginia Pésémapéo Bordeleau** est née en 1951 en Abitibi-Témiscamingue. Elle peint depuis plus de 30 ans et a exposé au Canada, au Danemark, en France et au Mexique. Récipiendaire de nombreux prix, elle remportait, en mai dernier, le prix de l'artiste de l'année en Abitibi-Témiscamingue du Conseil des arts et des lettres du Québec, pour ses oeuvres picturales autant que littéraires. Son plus récent recueil de poésie, *Je te veux vivant*, a été publié chez Quartz en 2016. Collaboratrice de longue date à *Relations*, elle a, entre autres, signé et illustré la chronique littéraire en 2012-2013 et mis en images le dossier *Francophonie en Amérique : entre rêve et réalité*, en mai 2015. <virginiabordeleau.ca>.

DOSSIER

- 14 LA SPIRITUALITÉ POUR CHANGER LE MONDE ?**
Emiliano Arpin-Simonetti et Christophe Genois-Lefrançois
- 17 CHANGEMENT DE CIVILISATION ET SPIRITUALITÉ**
Dominique Bourg
- 20 L'ENGAGEMENT SOCIAL COMME
EXPÉRIENCE SPIRITUELLE**
Guy Côté
- 22 ÉCOFÉMINISME : JOINDRE LE COSMIQUE,
L'HUMAIN ET LE SACRÉ**
Pierrette Daviau
- 24 L'EFFONDREMENT N'EST PAS L'APOCALYPSE**
Ariane Collin
- 25 L'EXIGENCE DE RETENUE**
Robert Mager
- 27 LA DIMENSION SPIRITUELLE DE L'ACTION SOCIALE :
UNE PERSPECTIVE MUSULMANE**
Mohammed Taleb
- 28 LA PROPHÉTIE DES SEPT FEUX,
TÉMOIN D'UNE HISTOIRE DE MOBILISATION**
Extrait du livre de Leanne Betasamosake Simpson, *Danser sur le dos de notre tortue* (Varia, 2018)

17





AUX ENSEIGNANTES
ET AUX ENSEIGNANTS,
À CELLES ET CEUX
MOBILISÉ.E.S POUR
UN AVENIR PLUS SEREIN,

MERCI À VOUS

fneeq 
*Fédération nationale
des enseignantes et
des enseignants
du Québec*

JE
RÉFLÉCHIS
À LA
SPIRITUALITÉ



Apprenez à rendre compte de
votre cheminement spirituel
de manière réflexive

En plus d'être initié à l'interprétation
de l'expérience spirituelle, le **certificat
en spiritualités chrétiennes** vous permet
de mettre à jour vos connaissances sur
les composantes, les structures et les
dynamismes de l'expérience spirituelle.

Inscrivez-vous!

ftsr.ulaval.ca

Faculté de théologie
et de sciences religieuses.



DE L'ESPOIR

«L'espoir, ce n'est pas l'optimisme. Ce n'est pas non plus la conviction qu'une chose va bien se passer, mais au contraire la certitude que cette chose a un sens, quelle que soit la façon dont elle va se passer.» - VÁCLAV HAVEL

Voilà bien une conception de l'espoir que nous partageons à *Relations*. À nous lire, c'est certain, les amateurs de «ça va bien aller» et les chasseurs de solutions faciles aux problèmes complexes de notre temps restent toujours sur leur faim. L'espoir, tel qu'il se manifeste dans nos pages, passe entre autres par l'approfondissement des questions de sens, par l'éclairage que jettent sur elles les artistes, par la fécondité de réflexions à la jonction de traditions et de nouveaux courants essentiels pour transformer nos sociétés – l'écoféminisme et la décroissance, par exemple.

La pandémie actuelle, tristement, rétrécit bien des espoirs et des rêves, en plus de faucher des vies. Cet été, bien des gens n'ont pas les vacances dont ils ont rêvé, s'ils avaient la chance d'en rêver. Plusieurs personnes affrontent courageusement la COVID-19; d'autres se retrouvent au chômage et dans une précarité accrue. Ils sont trop nombreux les malades, les endeuillés, les exténués – les indignés aussi.

Certes, nous ne sommes pas confrontés à la guerre ou à la famine qui frappent ailleurs – en plus de la pandémie – des millions de personnes, rendant nos solidarités impératives. Mais l'été ne sera pas de trop pour tenter de se remettre un peu de cette vague qui a déferlé et qui change nos vies. De se remettre aussi du choc de s'être vus collectivement dans le miroir en ce temps de crise, sans toujours aimer ce qu'on y voit. Entre autres: une société qui laisse des résidences pour aînés entre les griffes d'exploiteurs peu recommandables, une élite politique placée devant l'odieux d'une dégradation de nos services publics qu'elle a encouragée, osant bâillonner, voire réprimer tous ceux et celles qui ont cherché à l'empêcher. Une société, aussi, qui laisse galérer de nombreuses femmes (préposées aux bénéficiaires, infirmières, éducatrices, caissières, etc.) dans des conditions de vie et de travail inacceptables, et qui rechigne, même en temps de crise, à changer significativement leur sort et à leur accorder une pleine reconnaissance. Le cas des demandeuses (et demandeurs) d'asile exclues de la formation publique offerte à 10 000 nouveaux

préposés aux bénéficiaires en CHSLD l'atteste. Et que dire d'une contrée où la saison des récoltes dépend de travailleurs étrangers temporaires qui parcourent 4000 km et se privent de leur famille pendant des mois pour accomplir un travail dont les gens d'ici ne veulent pas?

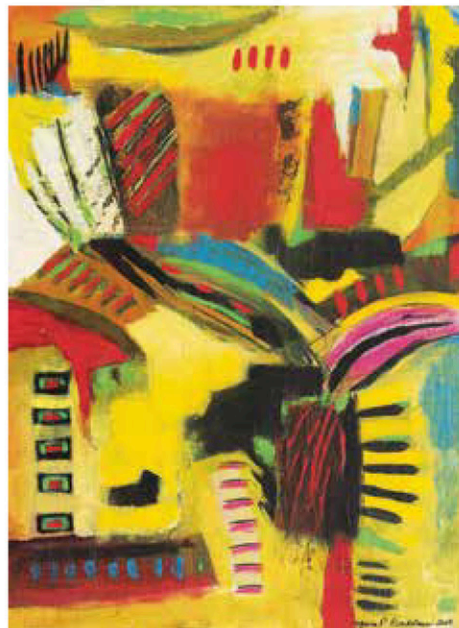
L'indignation que tout cela suscite doit irriguer notre désir d'engagement et nourrir une conception créative de l'espoir qui puise dans la lucidité. Nous en aurons grand besoin pour nous mobiliser à l'ère de la distanciation physique, devant des élites politiques et économiques qui tireront bien quelques leçons de la pandémie – la honte que suscite la situation dans nos CHSLD pouvant servir de carburant, par exemple –, mais qui risquent fort de

ressortir de vieilles recettes pour relancer l'économie. En gros: construire et relancer le commerce avec le moins d'entraves démocratiques et réglementaires possible, socialiser les pertes en privatisant les profits, verdir autant que faire se peut le retour à la croissance tellement désiré. La frousse liée à un redoutable virus ne change pas instantanément l'ADN des classes dominantes affairistes. Au moment d'écrire ces lignes, le projet de loi 61 du gouvernement caquiste le confirme de manière scandaleuse.

Face à tout cela, on sent poindre l'espoir dans le slogan «Pas de retour à l'anormal!» et dans la mobilisation mondiale inédite de 40 millions de professionnels de la santé qui demandent aux dirigeants du G20 de placer la santé publique et l'environnement au

cœur de la relance. De nombreux mouvements s'activent pour obtenir des mesures pressantes et réaliser une transition écologique juste, chaque jour plus urgente, revalorisant les services publics et les métiers essentiels précarisés. L'onde de choc suivant l'assassinat ignoble de Georges Floyd aux États-Unis nous interpelle aussi pour mettre fin au racisme systémique et démocratiser vraiment la société. L'espoir, toujours, est dans ces luttes, dans le rassemblement et l'action concertée de tous ceux et de toutes celles qui s'opposent à l'inacceptable et s'échinent à faire pencher la balance du monde du côté de la dignité humaine et de la justice sociale et environnementale.

Catherine Caron



Virginia Pésémapéo Bordeleau, *Effervescence*, 2017, acrylique, 92 cm x 92 cm. Photo: D. Trépanier

LES TRAVAILLEURS MIGRANTS PRÉCARISÉS

La pandémie de COVID-19 met en évidence les dynamiques de précarisation dont sont victimes les travailleurs étrangers agricoles au Canada.

Jorge Frozzini, Viviana Medina et Manuel Salamanca Cardona

Les auteurs sont respectivement professeur à l'UQAC et membre du CA du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI), organisatrice au CTI et membre du CA du CTI



Le 18 mars dernier, le gouvernement Trudeau annonçait que toute personne n'ayant pas le statut de citoyen ou de résident permanent serait interdite d'entrée en sol canadien. Un certain nombre d'exceptions furent établies pour les secteurs d'activité déclarés « essentiels », dont le secteur agroalimentaire qui, au Canada et au Québec, repose essentiellement sur une force de travail en provenance de l'étranger.

Selon la Fondation des entreprises en recrutement de main-d'œuvre agricole étrangère, la fermeture des frontières risquait de réduire de moitié le nombre de travailleurs étrangers agricoles (TEA) qui entrent chaque année au Québec; on en dénombre entre 14 000 et 16 000 en temps normal¹. Au début de mai, la carence en travailleurs se faisait déjà sentir, comme en témoignent des dénonciations faisant état du comportement abusif de certains employeurs. Certains auraient forcé des TEA à effectuer des journées de 18 heures de travail afin de pallier le manque de main-d'œuvre dans les champs.

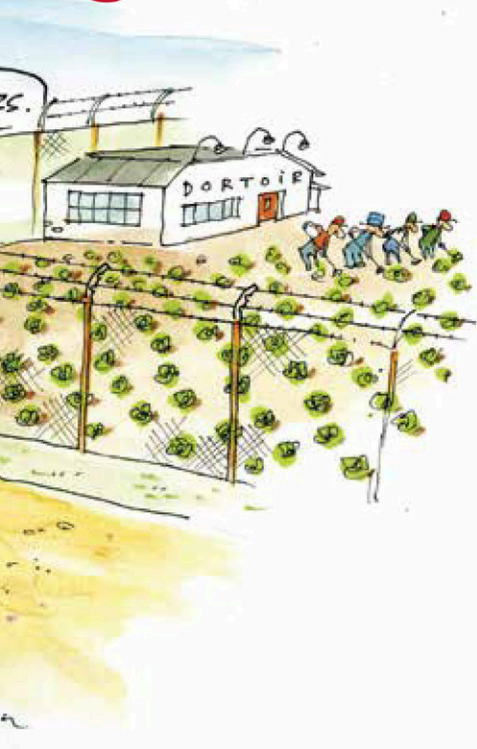
Face à cette situation, le gouvernement fédéral a mis sur pied un plan d'aide aux agriculteurs de 252 millions de dollars en plus d'annoncer un programme d'assurance récolte:

« Agri-protection ». Pour sa part, le gouvernement Legault faisait appel, le 30 mars dernier, aux personnes ayant perdu leur emploi à cause des mesures de confinement liées à la COVID-19 en leur proposant d'aller travailler sur les fermes.

En plus des obligations habituelles (avoir un contrat de travail, un visa de séjour, un permis de travail fermé, etc.), les TEA qui parviennent à se rendre en sol canadien pour la saison des récoltes doivent maintenant se conformer à une série de dispositions administratives mises en place en raison de la crise sanitaire. L'une d'elles est l'isolement obligatoire de 14 jours dès leur arrivée, période durant laquelle l'employeur se doit de les rémunérer. Pour inciter les travailleurs à se conformer aux mesures obligatoires, une compensation financière de 1 500 \$ par personne leur est accordée par le fédéral. À cela s'ajoute la remise de constats d'infraction (pouvant s'élever jusqu'à 1 million de dollars) aux employeurs qui feraient travailler les TEA durant la période d'isolement. Les conséquences d'un retour au travail prématuré sont aussi assumées par les TEA, qui risquent une amende (pouvant aller jusqu'à 750 000 \$) et une peine d'emprisonnement.

À leur arrivée chez l'employeur, les TEA sont généralement logés dans des dortoirs aménagés près des champs. Ainsi, même en temps normal, ces travailleurs sont écartés de la population locale. Cette marginalisation physique est notamment renforcée par la barrière de la langue et la quasi-absence de temps libre. Cet isolement, exacerbé par la crise sanitaire, augmente la probabilité que les abus potentiellement perpétrés par les employeurs ne soient pas déclarés par les membres de la communauté locale. Ajoutons à cela que les TEA ne dénoncent que rarement les comportements répréhensibles de leurs employeurs, par peur de représailles ou par manque de ressources.

Ainsi, bien que les retards dans la production agricole et le manque de main-d'œuvre puissent engendrer une hausse des prix des produits ou une diminution de la variété offerte sur le marché, les effets négatifs les plus importants sont à prévoir du côté des TEA. En plus de vivre des conditions de séjour et de travail difficiles, on évalue que les transferts d'argent vers les pays de l'Amérique latine et les Caraïbes par ces travailleurs devraient connaître une baisse de 7 % à 20 % en 2020, à cause de la complexité des déplacements extra-



COVID-19 ET SOLIDARITÉ CITOYENNE

Des initiatives solidaires voient le jour pour pallier le manque de ressources disponibles pour les personnes sans statut.

Susana Ponte Rivera et Mouloud Idir

Les auteurs sont respectivement intervenante sociale féministe et militante pour la justice migrante, et responsable du secteur Vivre ensemble au Centre justice et foi

étatiques inhérente à la pandémie². Les effets sur leur famille et leur collectivité seront majeurs.

Ajoutons que, bien que les TEA infectés par la COVID-19 y aient droit, les ressources économiques et médicales disponibles leur sont très difficilement accessibles. Les services ne sont souvent offerts qu'en français et en anglais, alors que la majorité ne parle qu'espagnol.

Voilà autant de facteurs qui tendent à rendre la situation d'hyper-précarité des TEA plus grave encore, au sein d'une économie dont une part essentielle dépend pourtant presque entièrement de leur apport. Une réévaluation de leur salaire et de leurs conditions de travail et de vie est plus que jamais essentielle, critique et urgente. ©

1. Dominic Lelièvre, « Main-d'œuvre étrangère: un casse-tête pour les agriculteurs », TVA nouvelles, 13 avril 2020.
2. Michelle Faverio, « Impact of the Covid-19 Pandemic on Migrants and Remittances to Latin America and the Caribbean », *The Dialogue* [en ligne], 13 avril 2020.

mie actuelle révèle cet enjeu méconnu du grand public et le caractère inacceptable de la détention de personnes n'ayant commis aucun crime.

Les effets de la pandémie sur les personnes sans statut ne sont évidemment pas limités aux murs de tels centres. En raison du confinement, beaucoup de personnes (surtout des femmes) se sont retrouvées sans travail, certaines sans être admissibles à l'assurance-emploi, à la sécurité du revenu ou aux programmes d'aide d'urgence mis en place par les gouvernements. Avoir recours aux banques alimentaires devient alors, pour plusieurs, une nécessité urgente. Bien que la carte d'identité et de résidence de la Ville de Montréal, émise par Médecins du monde aux personnes sans statut ou itinérantes, permette à ces dernières de s'inscrire aux organismes en sécurité alimentaire financés par la Ville, il est fréquent qu'une preuve d'adresse ou de revenu soit exigée, ce que tous ne peuvent fournir. Heureusement, des bénévoles (dont certains sont tout autant inadmissibles aux programmes d'aide) assurent la distribution de denrées alimentaires, en plus d'offrir un soutien linguistique. La Maisonnée, par exemple, un organisme d'aide aux personnes immigrantes, se charge de livrer des denrées à des membres de la section femmes de l'Association des travailleurs et travailleuses temporaires d'agences de placement.

La spécificité sanitaire de la crise impose aussi de se pencher sur la question de l'accès au système de santé, inégal selon le niveau de marginalisation des personnes. Pour celles sans statut, la possibilité de tomber malade est toujours une importante source d'angoisse puisque l'accès aux services de santé gratuits leur est refusé. En temps de pandémie, ce sentiment se trouve donc exacerbé. À Montréal, la clinique Médecins du monde vient partiellement atténuer cette situation. À raison de deux jours par semaine, des médecins bénévoles y reçoivent des patients sans statut migratoire. Il est à préciser que, malgré la crise sanitaire, seuls ceux qui étaient déjà suivis avant la pandémie y sont acceptés. Cette clinique ne pouvant évidemment pas fournir toute la gamme d'examen et de traitements

La pandémie de COVID-19 expose les inégalités sociales et les capacités inégales de notre société à soutenir les personnes les plus vulnérabilisées, notamment les personnes sans statut. Heureusement, des organismes de solidarité leur viennent en aide et pallient les limites des dispositifs institutionnels.

La situation prévalant au Centre de surveillance de l'immigration de Laval, par exemple, a donné lieu à une importante mobilisation. Rappelons que la détention des migrants est prévue par le droit administratif, qui prévoit moins de mesures de protection de la personne détenue que le droit criminel. Cela se traduit, entre autres, par un non-respect des mesures de prévention sanitaire, augmentant ainsi de manière critique le risque de contracter la COVID-19 à l'intérieur des murs du Centre. La mobilisation a été motivée par cet état de fait.

Parmi les 30 détenus s'y trouvant, une dizaine ont mené une grève de la faim, à la fin de mars, pour revendiquer leur libération immédiate, craignant que leurs conditions de détention ne les exposent à la COVID-19. L'organisme Solidarité sans frontières a tenu une conférence de presse pour exposer publiquement leur situation, en plus de mener une campagne de financement pour pouvoir répondre à des besoins urgents. Au moment d'écrire ces lignes, les grévistes ont été libérés mais des personnes restent détenues. La pandé-



Distribution de repas à Montréal-Nord.
Photo: Éric Demers

offerts dans les hôpitaux, certains cas doivent inévitablement être redirigés vers un hôpital. Ces personnes se retrouvent alors dans l'obligation d'assumer les coûts colossaux des consultations, des frais d'hospitalisation et des médicaments prescrits – un stress psychologique et financier immense. En ce qui concerne le dépistage de la COVID-19, celui-ci est gratuit pour le moment, mais la gratuité des traitements, par contre, n'est pas garantie dans tous les hôpitaux, et ce malgré les directives du ministère de la Santé.

Ces initiatives et d'autres montrent l'importance de la solidarité en temps de crise et devant la précarité et la prolifération de situations où des personnes ne se trouvent ni totalement

inclues dans l'espace de la citoyenneté et du droit, ni totalement exclues. Nous sommes collectivement en dette envers les personnes et les groupes qui les soutiennent activement et avec courage. Ils font émerger dans nos débats publics des questions de grande portée. La prégnance des situations ainsi exposées nous ramène au sens premier de la démocratie: une institution collective du débat conflictuel, mais dont les conditions ne sont jamais données d'en haut. Surtout, ces initiatives de solidarité nous montrent à quel point la citoyenneté, dans sa manifestation pratique et spontanée, n'appartient en droit à personne puisqu'elle n'est que le fruit d'une volonté collective et d'une participation créatrice. ©

Écran de fumée

À la fin d'avril, les travaux du complexe de liquéfaction de gaz naturel LNG Canada et de l'oléoduc Trans Mountain se poursuivaient malgré la crise actuelle. La baisse considérable des prix du pétrole et du gaz ne semble pas représenter un obstacle suffisant pour freiner les travaux, et ce, même si plusieurs raffineries canadiennes ont dû réduire leur production en raison des surplus accumulés et de l'offre excessive. Alors que la crise liée à la COVID-19 frappe les plus vulnérables à l'échelle planétaire, cette industrie s'en sert comme écran de fumée pour faire avancer ses projets et réclamer financements publics et assouplissements réglementaires. Heureusement, des mobilisations à son encontre vont aussi bon train.

Les « priorités » de l'OMC

En pleine pandémie, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) poursuit des négociations sur des sujets bien moins pressants et sans que tous les pays concernés puissent y participer. Quatre cents organismes dans 163 pays ont ainsi rappelé à ses membres que la « seule priorité pour les négociateurs commerciaux à l'heure actuelle devrait être de supprimer tous les obstacles, y compris les règles de propriété intellectuelle, dans les accords existants qui empêchent un accès rapide et abordable aux fournitures médicales, telles que les médicaments, les appareils, les diagnostics et les vaccins vitaux, et la capacité des gouvernements à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face à cette crise ». On peut lire cette lettre ouverte sur le site Web d'ATTAC-Québec: <quebec.attac.org>.

FIÈRE, AUTONOME ET ENGAGÉE!

FÉDÉRATION
AUTONOME DE
L'ENSEIGNEMENT

f t l fafe.qc.ca

L'OUTAOUAIS, NOUVELLE RÉGION MINIÈRE ?

Les ressources en graphite de la MRC de Papineau attisent la convoitise de l'industrie minière. Citoyens et élus s'organisent pour lui imposer des limites.

Louis Saint-Hilaire

L'auteur est président de l'Association des propriétaires du lac Gagnon et porte-parole du Regroupement de protection des lacs de la Petite-Nation

Longtemps négligée par les gouvernements, l'Outaouais est une région où les habitants et les visiteurs profitent d'une nature préservée et de plans d'eau exceptionnels. Prenant sa source dans les innombrables lacs de la réserve faunique de Papineau-Labelle, la rivière Petite-Nation coule jusqu'à la rivière des Outaouais à travers un réseau de lacs tous plus beaux les uns que les autres. De plus en plus de gens découvrent ce joyau oublié si près des grandes villes où le récréotourisme, l'écotourisme et la villégiature se développent rapidement. La MRC de Papineau a ainsi développé son schéma d'aménagement, autrefois basé sur « l'or vert » (la forêt), autour de la valorisation de ce territoire naturel exceptionnel en soutenant le développement d'une économie de « l'or bleu » (les lacs).

Mais tout cela pourrait changer, car des forages sont en cours et un réseau étendu de *claims*¹ miniers entoure désormais quantité de lacs. Le sous-sol, en effet, regorgerait de graphite, un minéral qualifié de « critique » et « stratégique » par tous les pays de la planète depuis que la Chine a pris le contrôle de ce marché. Comme d'autres minéraux utilisés dans la fabrication de piles électriques, le graphite fait l'objet d'une ruée mondiale dans laquelle le Québec croit détenir un avantage en raison de

l'abondance et de l'accessibilité de cette ressource. C'est entre autres ce que soutient le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) dans un document intitulé *Réflexion sur la place du Québec dans la mise en valeur des minéraux critiques et stratégiques*, produit dans la foulée d'une consultation lancée en novembre dernier. On peut entre autres y constater que plusieurs gîtes de graphite se trouvent tout juste au nord de Montréal et d'Ottawa, ce qui ferait de l'Outaouais, des Laurentides et de Lanaudière une nouvelle grande région minière.

Le projet de la compagnie Nouveau Monde Graphite dans Lanaudière, un de ceux dont le dossier de prospection est le plus avancé à l'heure actuelle,

peut donner aux citoyens de la MRC de Papineau une idée de ce que serait leur nouvel environnement. La minière a récemment déposé des documents devant le BAPE et demandé un permis pour une exploitation à ciel ouvert de 3,7 kilomètres de long sur 500 mètres de large, avec une profondeur de 250 mètres. La création d'un tel gouffre requiert du dynamitage quotidien, du transport permanent, de vastes bassins de rétention pour les boues d'extraction ainsi que des montagnes de résidus, puisque la minière ne conserve qu'environ 6% de ce qu'elle extrait. La vie utile d'une telle mine est d'environ 25 ans si, bien sûr, la technologie utilisée ne devient pas désuète entre-temps.



Baleine à bosse nageant au large de l'île d'Anticosti. Photo : Alexandre Shields

ESPOIR

Vent d'espoir sur le golfe Saint-Laurent

Les espoirs des uns sont souvent les rêves déçus des autres. Ainsi, les entreprises qui ambitionnaient d'extraire gaz et pétrole dans le golfe du Saint-Laurent, au large des Îles-de-la-Madeleine, se sont enfin rendues à l'évidence : les difficultés liées à une telle opération dépassent leur maigre potentiel. Elles ont donc demandé l'annulation de leurs permis d'exploration au gouvernement du Québec au cours des derniers mois, signant la fin des projets d'exploration pétrolière et gazière dans le Saint-Laurent, du moins pour le moment.

Le rêve des libéraux, péquistes et caquistes – qui ont tous voulu croire au potentiel jamais démontré du site Old

Harry – s'écroule aussi. Mais l'espoir de préserver le golfe du Saint-Laurent du risque cauchemardesque d'une marée noire qui ravagerait l'ensemble de l'écosystème, lui, est bien vivant, pour le plus grand bonheur de tous ceux et celles qui sont conscients de la beauté et de l'importance de ces eaux pour la vie des populations humaines, de la faune et de la flore. Leurs luttes ne sont pas pour autant terminées, on le sait, mais cette nouvelle peut faire avancer la demande d'un moratoire permanent pour protéger la totalité du golfe, y compris dans sa partie hors Québec.



La beauté menacée des paysages de Papineau
Photo : Pierre Martel

Est-ce qu'une MRC où il n'y a jamais eu d'activité minière a le pouvoir de protéger son territoire? Il semble que non. Certes, il y a les règlements concernant les Territoires incompatibles avec l'activité minière, dont peuvent se prévaloir les MRC depuis 2016, mais le biais de ceux-ci en faveur de l'industrie est tel qu'une mine à ciel ouvert des dimensions citées précédemment pourrait s'installer à 600 m de n'importe quel lac habité. La MRC de Papineau, comme bien d'autres, a d'ailleurs récemment pu constater les limites de cette réglementation quand son schéma d'aménagement, prévoyant des zones incompatibles avec l'activité minière, a été refusé par le MERN. Il faut savoir que le Québec se vante d'avoir la 4^e législation la plus favorable au monde à cette industrie. La Loi sur les mines du Québec est loin d'avoir comme préoccupation la protection de la nature et des citoyens, comme on le sait. Au contraire, elle vise plutôt à soutenir le développement de cette industrie qui charrie un triste bilan en matière d'investissements publics et d'abandon de sites toxiques (qui imposent au trésor public une facture réelle de 1,5 milliard de dollars).

La population de Papineau, en constatant les pouvoirs limités de la MRC,

s'est donc rapidement mobilisée. En moins d'un an, un regroupement de toutes les associations de protection de lacs s'est formé. Une résolution demandant que l'activité minière soit interdite dans leur portion de territoire a été adoptée et appuyée par les conseils des dix municipalités de la Petite-Nation et par tous les organismes sociaux et environnementaux concernés. Le 19 février dernier, en conférence de presse, tous ces acteurs se sont joints à la MRC pour envoyer un message clair au gouvernement: l'industrie minière n'entre pas dans l'ADN de la MRC de Papineau. Son préfet, Benoît Lauzon, a demandé une réunion des intervenants de la MRC avec le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Jonathan Julien. Depuis, le monde a basculé et les priorités ont changé. Il y aura un «après-virus» et sans doute de fortes pressions pour la relance économique du Québec. Mais la population de l'Outaouais sera prête à faire entendre d'une seule voix que son territoire est trop précieux pour être sacrifié sur l'autel des profits à court terme. 📍

1. Titres émis par l'État permettant de réserver un territoire à l'exploration minière.

Aider les entreprises qui évitent l'impôt?

Les entreprises qui échappent à l'impôt en ayant recours aux paradis fiscaux privent les États de sommes importantes, ce qui entraîne des conséquences tragiques pour les services publics. Une situation inacceptable, à plus forte raison en contexte de pandémie. Le Danemark a donc refusé toute aide publique aux entreprises qui sont enregistrées dans des paradis fiscaux (celles qui y versent des dividendes ou rachètent leurs propres actions sont aussi ciblées). La Pologne et la France ont suivi, avec une fermeté variable. Au Canada, le gouvernement Trudeau tergiverse, malgré les pressions exercées par le Bloc québécois, le Nouveau parti démocratique et des organismes comme Canadiens pour une fiscalité équitable et Échec aux paradis fiscaux (EPF), qui invitent la population à communiquer avec leurs élus et à signer une lettre à ce sujet (voir <taxfairness.ca/fr>). «Au même titre que l'aide de l'État aux entreprises devrait être conditionnée aux impératifs de l'urgence climatique, elle doit s'inscrire dans le cadre d'une véritable équité fiscale», affirme EPF dans une lettre publiée dans *Le Nouvelliste* le 13 mai dernier. L'enjeu a aussi été soulevé au Québec, notamment par Québec Solidaire.

LE PLAN DE PAIX, VERSION TRUMP

L'« accord du siècle » proposé par Washington pour le Proche-Orient est un affront impossible à accepter pour le peuple palestinien.

Mouloud Idir

L'auteur, politologue, est responsable du secteur Vivre ensemble du Centre justice et foi

Le plan de la Maison-Blanche pour le Proche-Orient, dévoilé le 28 janvier dernier à Washington, consolide la stratégie colonisatrice d'Israël en cherchant à étendre le territoire de l'État hébreu de la Méditerranée jusqu'à la vallée du Jourdain, au mépris du droit international. Appelé « accord du siècle », ce plan a suscité de fortes réactions d'opposition. Il fait suite à deux autres actions très contestées des États-Unis dans la région en 2017 et en 2018 : la reconnaissance de Jérusalem comme capitale « unifiée » d'Israël et le transfert de l'ambassade étasunienne dans cette ville.

Le plan a été concocté par le trio formé de Donald Trump, du secrétaire d'État étasunien Mike Pompeo et du gendre et conseiller du président, Jared Kushner, avec la vraisemblable participation du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Le dépeçage de la Cisjordanie en zones A-B-C, s'il remonte aux accords d'Oslo, y est pour ainsi dire consommé. Aucune unité territoriale ni contrôle politico-sécuritaire coordonné n'y seront désormais possibles, le projet dépouillant *de facto* le peuple palestinien du peu de souveraineté qu'il lui restait.

En Israël même, ce plan fera en sorte que des centaines de milliers de Palestiniens et de Palestiniennes n'auront plus aucun véritable droit politique, tout comme ceux de Jérusalem-Est (au nombre d'environ 320 000), qui ne disposeront que d'un très précaire statut de résidents alors qu'ils y vivent depuis des décennies, voire des générations.

La dénationalisation des citoyens palestiniens vivant dans la zone dite du « Triangle » à l'intérieur d'Israël – des villes et villages situés près de la plaine Sharon – se poursuivra donc grâce à un procédé pudiquement appelé « transfert de citoyenneté ». En somme, avec « l'accord du siècle », un système d'apartheid aux conséquences dévastatrices se trouvera institutionnalisé.

Le plan prévoit aussi l'annexion de presque toutes les eaux territoriales palestiniennes se trouvant au large de Gaza. L'État d'Israël met ainsi la main sur de très importantes ressources gazières qu'il convoitait depuis longtemps. Tout est mis en place pour que le futur « État » de Palestine ne puisse avoir de débouchés sur la mer Méditerranée. Seul un accès bien relatif aux ports de Haïfa et d'Ashdod pourrait être accepté sous certaines conditions imposées par Israël, et aucun port ne serait permis à Gaza, sauf peut-être un jour de façon *offshore*.

Réclamer des Palestiniens qu'ils acceptent ce plan équivaut donc à leur demander de signer l'acte de dépossession de leurs droits à leurs terres, à un État et à l'indépendance. Sans parler de leur droit à l'égalité, qui leur est nié par une batterie de lois accordant des privilèges coloniaux et raciaux aux Juifs, à la manière d'une ethnocratie, comme le souligne le géographe israélien Oren Yiftachel dans son livre *Ethnocracy: Land and Identity Politics in Israel/Palestine* (PennPress, 2006). La question des réfugiés, expulsés de leurs terres par Israël, et de leur droit de retour, est par ailleurs balayée sous le tapis. L'affront est tel que même l'Autorité palestinienne, qui n'est pourtant pas exempte de duplicité, notamment du fait des avantages matériels qu'elle retirait de la « gestion » déléguée des Territoires occupés, ne peut l'accepter.

Dans une lettre ouverte¹ parue en février dernier, une cinquantaine d'anciens ministres européens des Affaires étrangères relevaient les caractéristiques d'apartheid, la logique d'annexion et le non-respect des règles de droit du plan de Washington. Parmi les signataires, les anciens dignitaires canadiens brillaient par leur absence jusqu'au début de juin, moment où – se saisissant

des mobilisations antiracistes qui ont suivi la tragédie de Minneapolis aux États-Unis – une cinquantaine d'anciens diplomates et ministres canadiens ont rappelé au gouvernement Trudeau l'illégalité du plan d'annexion de la Cisjordanie. Bien qu'appelant au simple respect du droit international, ces derniers font là ce que le gouvernement lui-même n'est visiblement pas prêt à assumer face à Donald Trump, dans le contexte actuel². Devant l'accentuation du militarisme israélien, les dirigeants et surtout les populations occidentales n'ont pourtant pas à faire preuve de complaisance, d'autant que le plan proposé contrevient à plusieurs résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

À cet égard, il s'agit d'un énième camouflet au droit international, bien que le plan n'ait aucune valeur juridique et qu'il s'agisse tout au plus d'une déclaration politique dépourvue de réelle portée normative. Pour cette raison, et compte tenu de son pouvoir de nuisance et de la volonté claire de ses instigateurs d'exacerber les tensions, l'« accord » peut et doit être combattu. Il est urgent que les mouvements de solidarité avec la Palestine se fassent entendre, notamment par la campagne pacifique de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), mais aussi en exigeant la suspension des accords de coopération et de partenariat privilégiés qui lient le Canada à l'État d'apartheid qu'est devenu Israël. À défaut de quoi, la Palestine ne survivra que sous la forme – sans équivalent dans le monde – d'une série de bantoustans ou de petits cantons surpeuplés, complètement encerclés par des colonies qui feraient désormais partie intégrante d'Israël. ☹

1. Texte collectif, « *Grave concern about US plan to resolve Israel-Palestine conflict* », *The Guardian*, édition internationale, 27 février 2020.

2. Voir Louis Blouin, « Annexions en Cisjordanie : d'anciens diplomates interpellent Trudeau », Radio-Canada, 2 juin 2020.

Que ce soit par refus d'ajouter à la pollution que génère notre mode de vie consumériste ou par anxiété face au désastre écologique annoncé, nombreux sont ceux et celles qui remettent en question leur désir de mettre des enfants au monde en ces temps de crise écologique. Mais cesser de se reproduire est-il vraiment une solution ? Nos auteures invitées en débattent.

Faire des enfants est une bonne façon de garder foi en l'avenir.

Eve-Lyne Couturier

L'auteure est chercheuse à l'Institut de recherche et d'information socioéconomiques (IRIS)

On ne peut nier l'urgence climatique ni le fait que l'activité humaine est au cœur du problème. Ce ne sera pas en triant mieux notre recyclage que nous pourrons y changer quoi que ce soit, mais les gestes individuels comptent tout de même: éviter les voyages en avion, manger moins de viande, privilégier des vêtements durables, réparer ce qui se brise au lieu de jeter et racheter. Et faire moins de bébés? Pour certains, cela fait partie des choix à faire.

Des arguments douteux

Seulement, faire un enfant, ce n'est pas un choix de consommation. Le fait qu'on puisse le considérer sous cet angle explique pourquoi plusieurs s'indignent qu'on puisse renoncer à la parentalité pour des raisons environnementales. Est-ce à dire que mon choix de me reproduire est du même ordre que celui de faire une croisière? Il s'agit évidemment de décisions de nature bien différente et le choix des uns ne devrait pas être un jugement sur celui des autres.

Bien entendu, un humain de plus sur la planète est un humain de plus à habiller, à loger et à nourrir. Mais on peut l'habiller de vêtements usagés, habiter dans un petit logement dans un quartier dense et choisir un régime alimentaire à faible empreinte carbone. Un graphique célèbre reprenant les données d'une étude parue dans la revue *Environmental Research Letters* indique qu'avoir un enfant de moins est le meilleur geste que l'on peut faire

pour sauver l'environnement, mais ne prend pas en considération cette grande variabilité dans les choix des familles. Il prend également comme modèle de référence le *statu quo* nord-américain, là où l'empreinte écologique par habitant est la plus élevée au monde.

Il faut aussi se rappeler que ce n'est pas la première fois que des jeunes encore fertiles remettent en question leur désir de fonder une famille. Pendant la guerre froide, c'était la menace nucléaire qui refroidissait les ardeurs de nos gamètes. La surpopulation revient aussi régulièrement dans des discours catastrophistes pour décourager la reproduction. En 1968, le biologiste Paul R. Ehrlich prédit par exemple que la Terre ne suffirait bientôt plus à nos besoins en raison de la croissance de la population et que des famines à répétition étaient à prévoir dans les années 1970 et 1980. Cette « bombe populationnelle » n'a pourtant jamais explosé. D'une part, les femmes qui ont accès à des ressources et des moyens de contraception choisissent d'elles-mêmes de limiter les naissances et, d'autre part, les famines récentes ont des causes politiques davantage qu'environnementales. On produit en effet plus de nourriture que jamais, mais celle-ci n'est pas toujours accessible.

Un autre élément à garder en tête est le privilège que nous avons de pouvoir débattre de cela. Tout le monde n'a pas la liberté de faire ses propres choix en matière de reproduction, tout comme les enfants peuvent avoir un sens différent selon les cultures ou les conditions de vie. Des éléments comme le taux de mortalité infantile, l'espérance de vie et l'accès aux services publics peuvent faire varier la taille des familles. En l'absence de soutien étatique, avoir des enfants qui peuvent s'occuper de parents vieillissants peut tout changer pour ces derniers. De plus, les

discours moralisateurs sur le contrôle des naissances atteignent rapidement leurs limites lorsqu'on essaie d'en généraliser la portée, quand ils ne prennent pas carrément des accents de darwinisme social. En effet, ils visent trop souvent les personnes en situation précaire qui, parce qu'ayant moins de ressources pour s'occuper de leurs enfants, devraient s'abstenir d'en faire.

Maintenir l'espoir en vie

N'empêche, quand on parle de se reproduire, on parle aussi de reproduire un certain mode de vie, d'avoir foi en ce monde. Certaines personnes trouvent la situation actuelle trop anxiogène pour y fonder une famille. Ce choix est légitime. Pour d'autres, ces temps particuliers semblent au contraire le bon moment pour avoir un enfant. Quel meilleur moyen de se propulser dans un avenir meilleur que de donner naissance à un petit être à qui on voudra donner le monde en cadeau? C'est un geste qui engage notre responsabilité et va directement à l'encontre du fatalisme, même si l'avenir incertain a des airs d'effondrement.

De plus, les changements de comportement radicaux se font bien souvent sous l'influence des jeunes. Le mouvement mondial pour le climat doit beaucoup à des jeunes comme Greta Thunberg. Cela ne veut pas dire qu'il faut se reproduire à tout crin en se disant qu'on pourrait mettre au monde le prochain sauveur, mais il faut tout de même se rappeler de l'importance de l'idéalisme et du regard neuf que posent les jeunes sur le monde pour nous pousser à nous remettre en question.

Faites des enfants. N'en faites pas. Peu importe votre choix, soyez indulgents envers ceux et celles qui font le choix inverse. Dans les deux cas, il peut s'agir d'une décision difficile, voire douloureuse. ☺

CESSER DE FAIRE DES ENFANTS POUR SAUVER LA PLANÈTE ?

Cesser de faire des enfants pourrait forcer une prise de conscience collective sur l'urgence d'agir pour la planète.

Blanche Gionet-Lavigne

L'auteure est comédienne et dramaturge

En 1990, le Canada a signé la Convention internationale des droits de l'enfant, un traité adopté par la quasi-totalité des pays du monde. Les États signataires reconnaissent alors que les enfants ont des droits qui leur sont propres, dont celui de vivre dans un milieu sécuritaire et sain. Trente ans plus tard, force est de constater que le laxisme des gouvernements face à l'urgence climatique compromet gravement le respect de ces engagements.

Parmi les voix qui s'élèvent pour le dénoncer, on peut entendre celle d'Emma Lim, une jeune activiste canadienne qui a lancé le mouvement de grève mondiale *#No Future, No Children* («Pas d'avenir, pas d'enfants»), en septembre dernier. La jeune femme de 18 ans s'est engagée à renoncer à son rêve d'avoir des enfants tant que des mesures radicales ne seront pas prises pour faire face à la crise climatique. Elle invite les jeunes du monde entier à faire de même.

J'admire Emma et la force de ses convictions. Je me reconnais en elle. Je ne suis pas certaine d'avoir son courage, mais je partage ses peurs: âgée de 30 ans, j'ai toujours pensé qu'un jour j'aurais des enfants. Pourtant, dans le contexte actuel, je commence à en douter sérieusement.

Prise de conscience

J'ai commencé à remettre en question mon désir d'avoir des enfants lors de mes recherches pour la pièce de

théâtre documentaire *Entre autres*. Pendant plus de deux ans, j'ai mené une enquête pour tenter d'élucider une question qui me taraude: pourquoi sommes-nous incapables de faire les changements nécessaires à notre survie et quelles seraient les mesures draconiennes à adopter pour effectuer un véritable virage écologique? J'ai rencontré de nombreux intervenants et discuté de sujets poignants. Certaines paroles et certains constats résonnent encore tous les jours en moi, entre autres le fait de réaliser que d'ici à peine 30 ans, la fonte des glaces du Groenland et du pergélisol sera tellement avancée que des centaines de millions de personnes seront forcées de migrer dans des conditions désastreuses à cause de la hausse du niveau des mers.

Est-ce vraiment le terrain de jeu dans lequel je souhaiterais voir s'amuser d'éventuels enfants? Un carré de sable que l'on vide à la pelle comme s'il n'y avait pas de lendemain? Notre planète est limitée et l'humanité vit à crédit. Sa consommation de ressources dépasse chaque année un peu plus vite les capacités de régénérescence des écosystèmes. Pour pouvoir continuer notre mode de vie actuel, on emprunte aux générations futures. Une importante réflexion collective à ce sujet est nécessaire.

Je repense à la jeune Emma Lim, qui renonce à son envie d'avoir des enfants pour cesser de vivre aux dépens des générations futures. Elle incarne à elle seule une véritable leçon d'altruisme. L'être humain est doté d'empathie, mais en avons-nous suffisamment pour adapter notre mode de vie en fonction de ceux qui nous suivront? Sommes-nous capables de lever les yeux de notre écran pour regarder un peu plus loin, vers ce

paysage lointain que nous avons cessé d'observer depuis bien longtemps, l'horizon?

« Ça va bien aller... », vraiment ?

J'écris ces lignes au cœur de la crise liée à la COVID-19 et je cherche toujours des réponses à mes questions. Confinée dans mon appartement, j'ai développé une fascination pour mes plantes. Elles arrivent à se tenir droit alors que le reste du monde bascule. J'aimerais que ce temps d'arrêt nous serve de leçon et nous enracine comme elles. Je souhaite de tout cœur qu'il nous fasse sortir de la boîte dans laquelle nous sommes confinés depuis plusieurs années déjà. Je suis secrètement ravie de constater que ces changements radicaux dans nos habitudes sont bénéfiques pour notre environnement.

D'un autre côté, je me déssole de constater que nous avons besoin de lois sévères pour effectuer un tel ralentissement. La menace ne suffit pas. Elle n'est pas assez concrète. Alors pourquoi voudrions-nous du jour au lendemain nous sortir de notre propre gré de ce système que l'on tient pour acquis? Je tente une réponse: afin de garder le droit de faire des enfants. Pour les mettre au monde, il faudrait d'abord pouvoir leur promettre justement ça, un monde.

Faire la grève de la reproduction permet d'illustrer de manière forte que non, tout ne va pas «bien aller» si nous retournons à «l'anormal» et que nous n'agissons pas dès maintenant pour contrer les changements climatiques. La bonne nouvelle est que nous avons maintenant la preuve que nous sommes capables d'agir collectivement pour tenter d'aplatir n'importe quelle courbe qui nous mène vers l'extinction de notre espèce. ©

LA SPIRITUALITÉ POUR CHANGER LE



Virginia Pésémapéo Bordeleau, *L'été va*, 2016, acrylique, 107 cm x 152 cm. Photo: D. Trépanier

MONDE ?



Dans le contexte actuel de crises écologique, sociétale et sanitaire planétaires, la spiritualité apparaît comme un soutien précieux et essentiel à un grand nombre de personnes engagées socialement, croyantes ou non. Pour elles, la vie intérieure, le ressourcement, la quête de sens ou l'attention à une transcendance – tout ce à quoi renvoie d'une certaine manière la spiritualité – sont fondamentaux. Mais au-delà des pratiques individuelles, la spiritualité peut-elle être un moteur d'action collective pour la justice sociale et la dignité humaine? Une voie pour réenchanter et humaniser un monde aux abois? Ce dossier se penche sur ces questions qui peuvent paraître contre-intuitives dans nos sociétés sécularisées, en s'attardant aussi à des enseignements que peuvent nous apporter différentes traditions spirituelles et religieuses.

**Emiliano Arpin-Simonetti
et Christophe Genoix-Lefrançois**

La question peut sembler provocatrice. La spiritualité, après tout, n'est-elle pas une affaire personnelle vaguement *new age*, au mieux une forme un peu naïve de croissance personnelle et, au pire, le terreau de croyances obscurantistes contraires à la raison et prêtant flanc à toutes les théories complotistes?

Ces idées préconçues qui affleurent rapidement dès qu'il est question de spiritualité – et encore plus si par ce terme on réfère à la religion – révèlent à quel point il est difficile d'envisager la spiritualité comme ayant une dimension collective dans nos sociétés sécularisées, et au Québec en particulier. Cela peut se comprendre, compte tenu des traumatismes historiques que nous a légués une certaine branche conservatrice – et longtemps dominante – de l'Église catholique québécoise. Mais le malaise est plus profond. Le grand récit national moderniste de la Révolution tranquille a grandement contribué à institutionnaliser un certain rationalisme libéral qui déprécie tout ce qui ne peut être maîtrisé, administré et contrôlé par la raison instrumentale et la technique, contribuant à normaliser l'idée que le spirituel est synonyme d'irrationnel et qu'il n'a pas sa place dans la discussion sur les affaires de la Cité. La technocratie et l'hyperindividualisme qui ont fini par s'imposer avec l'avancée du néolibéralisme n'ont fait qu'exacerber cette tendance à l'individualisation et à la dépolitisation du spirituel et de tout ce qui a un caractère collectif, en dehors du divertissement de masse et du spectacle.

Pourtant, la spiritualité a bel et bien une dimension collective, une force transformatrice dont on se prive en la séparant de toute expérience politique au sens large du terme. Si elle peut soutenir ceux et celles qui luttent pour la justice et la dignité humaine dans le parcours parfois ardu de l'engagement, elle est aussi pour plusieurs cette énergie qui s'éprouve et se déploie avec d'autres, dans une communion à travers

laquelle on devine notre appartenance à ce qui nous dépasse et nous englobe, cet *Autre* ou cet *ailleurs* vers lequel tendre. Comme le formulait si bien le philosophe Henri Bergson, «l'esprit tire de lui-même plus qu'il n'a, [...] la spiritualité consiste en cela même, et [...] la réalité, imprégnée d'esprit, est création» (*La Pensée et le mouvant*, Garnier Flammarion, 1934). La spiritualité guide nos pas vers un monde à créer en commun, qui doit naître pour que nous puissions (sur)vivre.

Face à la crise civilisationnelle qui nous confronte de toutes parts, il semble donc plus urgent que jamais de réactiver la puissance de cette forme élémentaire de rapport au monde sans lequel nous asphyxions, avalés par le déploiement d'un monde purement matérialiste qui avance au rythme effréné des choses, de leur exploitation, de leur marchandisation, de leur consommation et de leur déperissement.

Car c'est bien tout notre rapport au monde qu'il faut repenser, transformer. Un rapport entre autres marqué par ce que le pape François, dans son encyclique *Laudato si'*, appelle le «paradigme technocratique». Fondé sur la distinction entre nature et culture opérée par la modernité occidentale, ce dernier conditionne l'humain à maîtriser la nature par la technique, à l'exploiter et à la consommer sans limites. La crise écologique – qui est aussi économique, sociale et spirituelle –, en révélant à quel point ce paradigme est destructeur, nous incite à fonder un autre rapport au monde en inscrivant l'humain non pas en surplomb, mais au cœur de ce réseau d'interdépendances et d'interrelations qui forme le tissu de la vie sur Terre. Pour emprunter au langage de *Laudato si'*, cette transformation profonde exige une «conversion écologique» qui, pour les chrétiens, se manifeste entre autres par un retour aux sources de l'Évangile, dénaturé au fil du temps pour justifier un anthropocentrisme dominateur, coupé de la Création. Cette conversion nécessite aussi de mettre fin à la vieille opposition entre immanence et transcendance, autre dualisme artificiel qui enferme la pensée, pour réinventer leur articulation et développer un rapport plus holiste avec le monde. D'ailleurs, et sans conférer pour autant un caractère absolu à cette dimension, plusieurs courants de la mouvance écologiste – de l'écologie intégrale à la collapsologie en passant par certaines branches de l'écoféminisme et de l'écologie politique – s'inscrivent dans ce mouvement qui intègre la dimension spirituelle de l'être humain à la lutte pour la «sauvegarde de notre maison commune».

Sur ce chemin, à l'instar du pape François, plusieurs s'inspirent des spiritualités autochtones et de leurs cosmologies non dualistes. Au-delà de cette inspiration certes féconde et opérant un certain renversement du rapport colonial (pour peu que ces emprunts ne se fassent pas en dépossédant à nouveau les premiers peuples), c'est aussi sur la spiritualité elle-même que les peuples autochtones ont quelque chose à nous apprendre. Ils nous montrent bien à quel point, loin d'être une fuite du monde, la spiritualité, le rêve et les récits mythiques peuvent au contraire être des modes de connaissance et d'action permettant d'incarner dans une pratique quotidienne le monde que l'on souhaite voir advenir.

En ce sens, l'écoute attentive de plusieurs traditions spirituelles et religieuses non occidentales, notamment l'islam, nous fait prendre conscience de certains de nos cadres conceptuels qui étouffent l'expérience spirituelle et l'enferment dans le carcan rationaliste-réductionniste, d'une part, et individualiste, de l'autre. Cette écoute attentive, qui est nécessaire en soi dans le cadre d'une société pluraliste, est aussi potentiellement libératrice: elle nous tend un miroir en même temps qu'elle ouvre une fenêtre sur une altérité qui est non seulement culturelle, mais aussi radicale. Elle nous permet en effet, pour peu que nous soyons prêts à ce dialogue, de nous ouvrir à une expérience spirituelle qui n'est pas refoulée au domaine de l'intime, ni rendue taboue.

Cela dit, il ne s'agit pas d'exalter la spiritualité contre la raison: certaines expériences liées à des quêtes de sens peuvent évidemment se révéler tout aussi étouffantes et destructrices que «le capitalisme comme religion», pour parler comme Walter Benjamin. Il s'agit plutôt ici de sortir de cette dichotomie pour être en mesure d'envisager dans toute sa profondeur existentielle la transformation sociale – mais aussi morale – si nécessaire à laquelle nous devons nous atteler de toute urgence.

Peut-être plus encore que la crise écologique, celle déclenchée par la pandémie de COVID-19 a fait éclater au grand jour les multiples failles qui lézardent l'édifice chambranlant de nos sociétés capitalistes, consuméristes, productivistes. Pensons seulement aux conséquences dramatiques de notre inaction coupable à l'égard des personnes âgées parquées dans des résidences et abandonnées à leur sort une fois devenues «improductives»; à l'exacerbation de l'isolement social et à ses graves conséquences; à la normalisation de l'intrusion du travail dans l'intimité du «chez soi»; aux profondes (et meurtrières) inégalités sociales, ethniques et de genre face à la maladie, au confinement, à la perte d'emploi...

Devant cette crise inédite, un profond sentiment d'absurdité s'insinue partout. Mais loin de ne provoquer que désarroi, il donne aussi lieu à un sursaut d'âme qui pousse des milliers de personnes à refuser l'inacceptable, l'indignité et l'injustice, à l'instar de toutes ces personnes qui se sont enrôlées pour prêter main-forte au personnel débordé et à bout de souffle des CHSLD, au risque de leur santé, voire de leur vie. Il y a bien là le signe que «l'esprit tire de lui-même plus qu'il n'a» pour reprendre la formule de Bergson citée plus haut. Et que cette force nous pousse à refuser la fatalité pour nous engager sur les voies d'un devenir autre, plus humain. 🌱

«L'attitude fondamentale de se transcender, en rompant avec l'isolement de la conscience et l'autoréférentialité, est la racine qui permet toute attention aux autres et à l'environnement, et qui fait naître la réaction morale de prendre en compte l'impact que chaque action et chaque décision personnelle provoquent hors de soi-même.»

- PAPE FRANÇOIS, *LAUDATO SI'*, §208.

CHANGEMENT DE CIVILISATION ET SPIRITUALITÉ

Affronter la crise écologique exige de rompre avec le succédané de spiritualité qui prévaut dans nos sociétés consuméristes. Il nous faut réintroduire une forme de transcendance dans notre rapport au monde.

Dominique Bourg

L'auteur, philosophe et professeur honoraire à la Faculté des géosciences et de l'environnement de l'Université de Lausanne, en Suisse, a publié entre autres *Une Nouvelle Terre* (Desclée de Brouwer, 2018)

La pandémie de COVID-19 et la façon dont un grand nombre de pays tentent d'y répondre peuvent nous permettre d'analyser la donne écologique plus générale qui nous échoit. L'enjeu est une véritable bascule de civilisation qui comporte nécessairement une composante spirituelle, à vrai dire essentielle.

Un arrêt partiel des économies, jusqu'ici inimaginable à une telle échelle, s'est imposé petit à petit dans un grand nombre de pays, le confinement quasi général des populations devenant nécessaire afin d'éviter la diffusion délétère du coronavirus. Les effets de notre action sur la nature, notre destructivité, nous ont ainsi imposé une intervention radicale à laquelle nous ne pensions pas devoir un jour nous soumettre. Ce coronavirus est en effet une de ces zoonoses – maladies dont les agents se transmettent entre animaux vertébrés et l'humain – qui se multiplient depuis quelques décennies. Cela en partie parce que nous détruisons des écosystèmes, la biodiversité sauvage de même que la diversité génétique des espèces domestiques; ce faisant, nous déstabilisons les équilibres entre les populations et nous facilitons la circulation des pathogènes.

Or, c'est une situation similaire à laquelle l'ensemble des dégradations du système Terre, changement climatique en tête, nous confronte désormais. Ces dégradations ont atteint un degré inouï et rien ne semble annoncer quelque décrue. Effondrement du vivant, pollution, destruction des sols, désertification, acidification des océans, emballement des dérèglements climatiques, etc., la liste est connue. Ses conséquences aussi: aggravation des ouragans, inondations hors normes, mégafeux de forêt, pics de chaleur jamais atteints et graves sécheresses, pour n'en nommer que quelques-unes. L'enjeu n'est autre que le maintien de la possibilité, pour l'espèce humaine et les autres, de vivre sur Terre.

Tournant de civilisation

Cette situation impose un changement radical: une réduction brutale des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) – de moitié au minimum –, et ce, dans une décennie, avec un effort immédiat pour atteindre la neutralité carbone au milieu du siècle. En somme, elle exige une décélération



Virginia Pésémapéo Bordeleau, *La déesse*, 2014, acrylique sur toile, 51cm x 40 cm. Photo: C. Leduc

non moins radicale de notre consommation d'énergie, et donc de notre consommation tout court; une économie neutre en carbone; une régénération des sols et des écosystèmes que nous avons détruits. Comme pour la pandémie de COVID-19, cela nécessite un profond changement des modes de vie, consistant non pas cette fois en un arrêt momentané des économies, mais bien en une restructuration complète de l'appareil de production et en une réduction radicale de la consommation. Celles-ci sont devenues nécessaires tout simplement parce que les causes des destructions du système-Terre ne sont autres que nos niveaux de production et de consommation sans cesse croissants.

Il est clair que ce vers quoi nous devons tendre est un véritable tournant civilisationnel. La modernité occidentale a cherché à nous arracher à la vallée des larmes de la misère, se donnant comme dessein de toujours produire plus, poursuivant jusqu'à l'absurde la croissance infinie et la quête de richesses matérielles. Nous sommes désormais menacés d'un retour à la vallée des larmes, sous la forme d'un désert brûlant.

Pour saisir en quoi le défi qui est devant nous est loin de n'être qu'économique et politique, mais relève tout autant de questions de *spiritualité*, il faut distinguer deux acceptions du terme¹, les deux étant évidemment liées. L'une, ontologique, renvoie à notre conception de la nature et à notre rapport au monde; l'autre, plus classique, est liée à l'idée dominante de la réalisation de soi, de son humanité, au sein d'une société donnée. Par exemple, c'est la conception moderne dominante du monde, selon laquelle la nature n'a de valeur que si elle est exploitable, qui a amené à penser, à l'issue des guerres de religion et avec la philosophie libérale du contrat, que toute réalisation de soi ne pouvait s'accomplir que par l'acquisition de biens. À la consommation du monde, à son exploitation sans réserve et tous azimuts devait répondre l'idéal consumériste. Impossible dès lors de mettre fin à une exploitation éhontée de la planète sans, en même temps, cesser la consommation débridée de ses ressources. Or, nous ne parviendrons pas à nous accommoder de l'essentiel, au détriment du superflu, sans renouveler les idéaux de réalisation de notre humanité et notre rapport au monde.

Une « spiritualité » consumériste

Autrement dit, l'ère de soubresauts du système-Terre dans laquelle nous entrons contredit frontalement le succédané de spiritualité auquel la modernité nous a réduits. Celui-ci nous détourne de toute forme d'extériorité: aussi bien face à une nature à respecter que face à un idéal de dépassement de soi au nom d'une transcendance. Cette pseudo-spiritualité nous a ainsi ramenés entièrement à l'intérieur du monde, en vue de son exploitation économique sans limites et d'une accumulation indéfinie de richesses matérielles. Or, c'est cette même spiritualité qui dévaste désormais le monde vivant. Qu'on se souvienne du propos du publicitaire français Jacques Séguéla, qui défraya la chronique il y a une dizaine d'années: «Si à 50 ans, on n'a pas une Rolex, on a quand même raté sa vie!» L'horizon moderne de la réalisation de soi, précocement appréhendé par la philosophie artificialiste de Hobbes, était sans appel. À l'état de nature, il n'est aucune finalité sociale transcendante qui s'impose d'évidence à tous, si ce n'est une finalité en creux: un désir



Virginia Pésémapéo Bordeleau, *Danse sacrée*, 2019, acrylique, 92 cm x 92 cm. Photo: D. Trépanier

d'accumulation de moyens, à savoir produire et accumuler des biens matériels dans l'espoir de pouvoir en jouir. Ce constat – on ne peut plus matérialiste et sommaire, rendu alors audible par un siècle de guerres de religions et de conflits sanglants autour du salut et de ses modalités –, la modernité finira par le faire sien. Cette impulsion originelle ne finira toutefois par s'imposer effectivement et donner ses fruits qu'avec l'avènement, plusieurs siècles plus tard, des sociétés de consommation, dès l'avant-guerre aux États-Unis, avec les Trente Glorieuses en Europe et, plus largement, dans le monde industriel capitaliste.

L'idéal consumériste de réalisation de soi, à savoir l'accomplissement de notre humanité par la consommation, est clair. Il n'est plus question de dépassement de soi sous quelque forme que ce soit, mais de la réalisation, ici-bas, d'un idéal éminemment possessif: posséder une belle famille, une résidence luxueuse dotée de tous les attributs techniques de l'époque, de l'automobile au téléphone intelligent en passant par la Rolex. La consommation, à réactualiser sans cesse, au-delà du succédané d'infini qu'elle génère, dynamise, tire l'existence vers l'avenir et, en ce sens, la remplit.

Or, nous l'avons vu, ce sont précisément les modes de vie consuméristes qui compromettent l'habitabilité de la Terre. C'est d'eux dont il est urgent de se détourner. À cet égard, plusieurs sondages réalisés dans la population française entre

novembre 2019 et janvier 2020 convergent et mettent en lumière une évolution de l'opinion publique : une majorité de personnes sondées, grosso modo 55 %, tendent en effet à discerner dans la sobriété matérielle un horizon inévitable, si ce n'est souhaitable². Nous consommons toujours, mais la magie de la consommation n'a plus la même aura.

Cette prise de distance par rapport à l'idéal consumériste s'accompagne par ailleurs d'une sensibilité renaissante par rapport à la nature, dont les manifestations sont multiples : la sensibilité envers les animaux, les plantes et les arbres, par exemple. L'intérêt pour la permaculture³, une pratique née de la fusion entre la connaissance scientifique des écosystèmes et la culture des aborigènes d'Australie, qui s'est extraordinairement développée ces dix dernières années mais qui remonte aux années 1970, me semble relever de la même dynamique. Et avec la permaculture, on s'approche de la spiritualité, car elle n'est pas qu'une simple technique agricole : elle est une sagesse, une relation holistique au monde⁴.

L'ère de soubresauts du système-Terre dans laquelle nous entrons contredit frontalement le succédané de spiritualité auquel la modernité nous a réduits.

Des formes désormais nommément spirituelles se développent sur ce terreau d'une sensibilité accrue à la nature. Ainsi, le chamanisme – ce mélange indistinct de rites de guérison et de mise en relation à des esprits – connaît depuis un certain temps une forme de résurgence dans les mouvements écologiques occidentaux. Encore très présent chez les peuples autochtones et persistant à l'intérieur d'une religion monothéiste comme l'islam, ou aux marges d'un autre monothéisme, le christianisme, il n'a jamais vraiment disparu, même en Europe où il subsiste par exemple un chamanisme revendiquant ses origines celtiques. Celui revendiqué par la mouvance écologique a un tropisme marqué pour les cultures amérindiennes. Ces cultures, par ailleurs, en raison de leur animisme, incarnent aujourd'hui l'Autre de l'Occident, lequel a promu, à compter de la fin du XVI^e siècle, l'idée d'une conception purement mécaniste de la nature, réduite à un agrégat de particules matérielles, mécaniques donc, extérieures les unes aux autres, étrangères à toute forme d'intériorité et de représentation. Cela a pour conséquence directe l'affirmation d'une humanité étrangère au reste de la nature. Il est difficile de ne pas y voir l'une des origines du caractère autodestructeur de la civilisation occidentale.

Immanence et transcendance

Le christianisme n'est évidemment pas en reste, le texte phare en la matière étant l'encyclique *Laudato si'*, qui a connu un large écho au-delà même des communautés chrétiennes. De façon très succincte, ce texte du pape François constitue une réponse argumentée à l'accusation portée par l'historien Lynn White à l'encontre du rôle du christianisme

médiéval, qu'il situait à l'origine historique de la crise écologique, pour avoir impulsé une révolution ontologique nous ayant conduits à ne discerner dans la nature qu'un « stock de ressources ». Cette réponse est scripturaire, fondée sur l'interprétation du livre de la *Genèse*, mais aussi philosophique et théologique, proposant de rompre avec le paradigme technoeconomique (§ 105, 106) de la modernité contemporaine, et n'hésitant pas à endosser une nécessaire décroissance (§ 106, 203, 204, 217, 222). L'écologie est bien ici portée à la hauteur d'un projet alternatif de civilisation.

Dans cette perspective, nous assistons aussi à une ré-appropriation du panenthéisme, selon lequel le divin est présent en toute chose, en tout être. Cette posture depuis longtemps présente dans les cultures asiatiques et africaines subsiste encore dans la théologie chrétienne orientale – l'occidentale l'ayant globalement rejetée après le tournant moderne, cartésien, sauf la spiritualité franciscaine et ignatienne. Immanence et transcendance ne s'opposent pas, en réalité, la présence de Dieu dans le monde n'excluant nullement sa transcendance.

Toute proportion gardée, c'est aussi à une conciliation entre immanence et transcendance que je me suis employé dans *Une Nouvelle Terre*, en jouant autour de la fonction d'extériorité associée au signifiant « Dieu », laquelle appelle cependant un enracinement historique et culturel. J'y adopte une posture moniste réflexive – résolument non dualiste –, selon laquelle matière et esprit sont deux aspects d'une même substance. Une façon de recouper l'animisme sans le reproduire non plus. C'est aussi une manière de rejeter une opposition tranchée entre immanence et transcendance. Puis, en m'appuyant sur le philosophe Stanislas Breton, je suis reparti de la présence du signe « Dieu », – en tant que signifiant sans référent assignable, ou plutôt en tant que puissance de dépassement de tout référent possible, comme semblent le vivre les grands mystiques – comme accroche possible d'une fonction d'extériorité et de transcendance.

Sans un véritable revirement (*métanoïa*) d'ordre spirituel, on ne voit guère comment nous allons pouvoir assumer, et surtout sublimer, la décade énergétique et matérielle rapide que l'état de la Terre nous impose (réduction sur 10 ans de la moitié de notre consommation énergétique, mais aussi de notre empreinte écologique⁵) si l'on veut sauver ce qu'on peut encore sauver de l'habitabilité de notre planète. Cela exigerait de nous détourner de notre « spiritualité » consumériste évoquée plus haut. Comment cela sera-t-il possible sans au moins les linéaments d'une autre ou d'autres formes de spiritualité? ©

1. D. Bourg, *Une Nouvelle Terre*, Paris, Desclée de Brouwer, 2018.

2. Voir entre autres « Les Français plus "écologistes" que jamais », sur le site Odoxa.fr. et Philippe Moatti, « L'utopie écologique séduit les Français », *Le Monde*, 22 novembre 2019.

3. Louise Lacroix, « La permaculture : un rapport différent à la nature », *Relations*, n° 758, août 2012.

4. Voir le dossier « De la forêt à la vigne », dans le webzine *La pensée écologique*, novembre 2019.

5. Voir plus largement : D. Bourg et autres, *Retour sur Terre. 35 propositions*, Paris, Puf, 2020.

L'ENGAGEMENT SOCIAL COMME EXPÉRIENCE SPIRITUELLE

Comment la spiritualité peut-elle s'articuler aux efforts en vue d'humaniser la société et d'améliorer notre vie collective sur la planète? Quelles sources d'inspiration une telle quête peut-elle trouver dans la tradition chrétienne?

Guy Côté

L'auteur est un théologien engagé parmi les exclus

Le spirituel, situé à la frontière de la métaphysique, de l'éthique, de la psychologie, de la foi et de la religion, est difficilement saisissable. On l'évoque couramment de manière plutôt générale, sans pouvoir clairement le définir, de sorte qu'il prête à bien des interprétations, parfois abusives. Toute description qu'on peut en faire demeure forcément partielle et approximative. Les voies empruntées pour y accéder varient à l'infini. Une approche davantage centrée sur l'expérience personnelle mettra l'accent sur des démarches comme l'exploration du sens et des valeurs, l'unification et le dépassement de soi au service d'un absolu, la recherche de liberté intérieure et d'authenticité, ou encore l'évocation de l'indicible par la création artistique. Dans une perspective plus collective, on s'interrogera sur la manière d'affronter certains défis comme la crise migratoire, les tensions identitaires, les disparités sociales ou l'urgence d'une transition vers un mode de vie plus écologique. On pourra alors viser, par exemple, le développement d'une « éthique planétaire¹ » ou d'une conscience globale, axée sur l'intégration de l'humain, du cosmique et du transcendant, avec une volonté de transformation sociale, politique et culturelle du monde.

Tout travail pour améliorer la société entraîne en effet une recherche de transcendance dans le dépassement de ce qui est, en vue de ce qui pourrait ou devrait être.

Ce type d'engagement peut revêtir un caractère spirituel même en l'absence d'une quête explicite de spiritualité. Tout travail pour améliorer la société entraîne en effet une recherche de transcendance dans le dépassement de ce qui est, en vue de ce qui pourrait ou devrait être. Cela demande aussi un certain dégagement de l'égo en faveur d'un bien jugé supérieur, au risque d'y perdre parfois ses privilèges, sa sécurité ou même, à la limite, sa vie – comme il arrive sous des régimes autoritaires hostiles à toute contestation ou dans des situations de crise humanitaire. Loin d'être l'apanage des héros, un tel travail se pratique souvent très discrètement, en assumant par exemple sa part de responsabilité citoyenne et politique, en s'engageant dans des

organismes à vocation sociale, ou encore en s'appliquant à exercer son métier ou sa profession au service du bien commun.

Une espérance têtue

Les différentes formes d'engagement social peuvent procéder, par exemple, d'une analyse politique, d'un sens éthique de la solidarité, ou encore d'une affinité particulière avec un groupe social discriminé. Lorsqu'on réfléchit à la tradition chrétienne, on peut aussi discerner comment certains de ses éléments constitutifs peuvent inspirer une quête spirituelle en lien avec la recherche de justice, d'inclusion et de paix. Depuis ses origines avec les prophètes bibliques, cette tradition transmet une intuition fondatrice: bien que les humains soient responsables de leur destin, la marche du monde ne relève pas pour autant de leurs seuls efforts ou simplement de dynamiques sociopolitiques données. Devant toute manifestation d'humanité profonde ou toute apparition imprévue de moments de grâce, dans la vie ordinaire comme au milieu des pires calamités, la personne croyante discerne au sein du réel une présence bienveillante intimement jointe à l'initiative humaine, discrète au point d'échapper à l'attention courante. Une telle foi s'appuie pour les chrétiennes et les chrétiens sur l'expérience de Jésus au sujet de celui qu'il appelle l'Esprit, et dont provient l'inspiration de sa mission (Luc 4, 14). Cet acteur silencieux et omniprésent ne peut agir sans une libre collaboration à son impulsion intérieure qu'Ignace de Loyola appelait les « motions invisibles » du cœur et de la conscience. La responsabilité humaine demeure entière mais elle s'en trouve ainsi accompagnée, confortée de l'intérieur. Ce souffle spirituel incite à se mettre en route vers autrui et il soutient en chemin quiconque accueille sa présence et son inspiration.

Une telle vision est porteuse d'espoir dans le climat de fatalisme et d'anxiété engendré par les différentes crises que nous connaissons aujourd'hui. Elle est de nature à raffermir la détermination à humaniser la société sans se laisser décourager par la cruauté de certaines réalités, en s'inscrivant dans un mouvement de vie qui dépasse nos efforts limités et incertains. L'espérance croyante demeure cependant lucide. Elle ne compte pas sur tel ou tel résultat particulier qu'une force extérieure toute-puissante se chargerait d'assurer plus ou moins magiquement; elle s'appuie plutôt sur la conviction qu'un secours intérieur ne fera jamais défaut à nos meilleurs efforts en vue de la transformation du monde.

Spiritualité incarnée

Dans une perspective chrétienne, le spirituel est inséparable de l'expérience humaine concrète. Son authenticité est attestée par son effet sur la qualité des relations établies avec les autres dans les différentes dimensions de la vie personnelle et collective. À cet égard, qu'elle se conçoive ou non en lien avec la foi, toute pratique de solidarité avec les sans-voix et les sans-pouvoir, avec les victimes d'injustice ou de violence, porte en elle-même une profonde signification spirituelle, qu'il s'agisse par exemple de familles aux prises avec la grande pauvreté, de travailleuses et de travailleurs exploités, d'exilés ostracisés en raison de leur origine ou de leur religion, de femmes violentées, de personnes itinérantes jugées avec mépris, d'Autochtones isolés dans les centres urbains ou de ces jeunes qui sentent leur avenir menacé par l'incurie de leurs aînés.

Les prophètes bibliques voyaient là un lieu de dévoilement d'un Dieu inconnaissable en lui-même: «Il a rendu justice au pauvre et au nécessiteux. N'est-ce pas cela me connaître? – oracle du Seigneur» (Jérémie 22, 16). Dans la perspective de Jésus, travailler au relèvement et à l'inclusion de l'indigent, de l'étranger, de l'affamé, du malade ou du prisonnier est une médiation fondamentale de la communion avec lui: «Toutes les fois que vous avez fait ces choses à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous les avez faites» (Matthieu 25, 40). La jonction entre spiritualité et engagement trouve ici un fondement important dans la foi, permettant aux personnes croyantes de dire que partout où le bien est fait et le mal combattu par une pratique sociale, culturelle ou politique basée sur la solidarité, Dieu est accueilli, lui qui est amour. Engagement et spiritualité ne sont pas deux ordres de réalité voués à demeurer superposés l'un à l'autre comme des voies parallèles, voire concurrentes, mais plutôt deux dimensions inséparables d'une expérience de communion avec l'Autre dans l'accueil et le service de l'autre.

Chemin d'humanisation

La conception chrétienne de la spiritualité et de l'engagement invite à une transformation radicale des rapports humains, comme l'illustre le testament ultime laissé par Jésus à ses disciples à travers le geste inoubliable du lavement des pieds (Jean 13, 1-20). Cet acte, à l'époque, était fait par des esclaves. En l'assumant, Jésus a renversé le rapport du maître et de l'esclave et dénoncé toute forme de pouvoir dominant. Son geste exprime l'inspiration qui l'a guidé dans sa mission: la liberté de renoncer à tout privilège et de s'identifier aux exclus en se mettant à leur service. Il propose cette liberté paradoxale comme chemin d'humanisation: «ce que j'ai fait pour vous, faites-le, vous aussi». Le fractionnement du pain, dans la communauté chrétienne, a le même sens: «Faites ceci en mémoire de moi», faites de votre vie un don à autrui et vous trouverez ainsi votre joie.

L'engagement à la manière de Jésus dépasse la morale du devoir et de la stricte réciprocité pour introduire à la surabondance et à la gratuité d'un amour radical, excessif par nature, démesuré dans ses aspirations, qui n'admet ni



Virginia Pésémapéo Bordeleau, *Maelstrom*, 2017, acrylique, 40 cm x 30 cm.
Photo: D.Trépanier

frontières, ni limites, appelle au pardon de celles et ceux qui nous font du tort, à la compassion envers le criminel, à une fraternité universelle où les plus humbles auraient la première place. Dans cette perspective, la lutte contre les systèmes oppressifs et pour l'avènement d'une société plus juste ne se limite pas à la proposition d'un modèle sociopolitique alternatif. L'annonce du monde nouveau initié par la pratique de Jésus vise la transformation de l'humain comme tel, la refonte des structures sociales et le renouvellement, sur tous les plans, de notre manière d'entrer en relation les uns avec les autres, avec un souci primordial de liberté, d'égalité, d'inclusion et de respect de la dignité de toute personne. La poursuite de ce projet, inatteignable de manière absolue, met en évidence le caractère relatif de toute réalisation historique, ce qui peut prémunir contre une tentation de dogmatisme idéologique. On s'avance sur ce chemin comme vers un horizon qui donne sens à la marche, avec le bâton du pèlerin et – pour reprendre les mots d'un mystique chrétien du XIV^e, Jan Van Ruysbroeck – dans la «lumière obscure» de la foi. ©

1. Hans Küng, *Projet d'éthique planétaire: la paix mondiale par la paix entre les religions*, Paris, Seuil, 1991.

ÉCOFÉMINISME : JOINDRE LE COSMIQUE, L'HUMAIN ET LE SACRÉ

Écologie et spiritualité forment un tout: sans une nouvelle conscience du sacré, il sera quasi impossible pour l'humanité de surmonter la crise écologique et de faire la paix avec la Terre. L'écoféminisme en prend acte dans ses pratiques, ses rituels et ses propositions de transformation sociale.

Pierrette Daviau

L'autrice est religieuse Fille de la Sagesse, théologienne et professeure titulaire retraitée à la Faculté des sciences humaines de l'Université Saint-Paul, à Ottawa

Admettre que les racines des problèmes écologiques et socioéconomiques sont spirituelles exige une véritable transition – au sens fort de l'étymologie latine du mot (*trans-ire*), qui signifie «aller au-delà». Respecter la Terre et tous les êtres qui l'habitent, c'est les accueillir comme des dons avec la conscience de leur dignité et de leur inévitable interdépendance. Adopter une «sobriété heureuse» comme mode de vie, c'est opérer un travail intérieur sur son désir et son idéal d'accomplissement. L'écospiritualité¹ invite ainsi à réorienter le sens de la vie en faisant l'unité entre le *cosmique*, l'*humain* et le *sacré*. Il ne s'agit pas simplement d'ajouter une couche spirituelle à l'engagement écologique ni de «verdir» notre méditation ou notre cheminement spirituel. La spiritualité écologique cultive l'art d'habiter notre environnement, notre «maison commune», comme le dit le pape François dans son encyclique *Laudato si'*, d'une manière intériorisée et consciente.

Sauver la Terre-Mère

Aux origines de l'humanité, le sacré était féminin et associé à la naissance et à la surabondance de la vie. Selon cette conception, la Terre apparaissait comme un être vivant qui nourrissait, abritait et déterminait la vie et la mort de tous ses habitants. Les femmes étaient considérées de la même façon et jouissaient donc d'une reconnaissance comparable. Dans les années 1970, inspiré de ces idées, l'écoféminisme s'élabore en souhaitant non seulement réparer les dégâts des guerres et de la surexploitation des ressources naturelles, mais aussi préserver la vie sur Terre. Remettant en cause l'ordre patriarcal, ce mouvement tente d'articuler la convergence du féminisme, de l'écologie et du pacifisme. Il repose sur la solidarité et la coopération plutôt que sur la domination. Pour les écoféministes, la crise environnementale ne concerne pas seulement le dehors, mais aussi le dedans, l'intériorité; elle ne concerne pas seulement leurs relations avec la nature, mais aussi avec elles-mêmes.

L'écoféminisme n'a pas d'abord commencé comme une théorie, mais comme une pratique. Aux yeux de ses adeptes, renouer le dialogue entre femmes et nature consiste non seulement en une redéfinition de notre responsabilité envers



Virginia Pésémapéo Bordeleau, *La course des loups*, 1995, acrylique, 180 cm x 152 cm. Photo: M. Delorme

la Terre-Mère, mais se présente aussi comme la condition essentielle pour que puisse advenir une politique planétaire raisonnable et sensible. Pour créer et vivre de nouvelles compréhensions du bonheur et de la liberté, des écoféministes célèbrent par exemple de façon littéraire et/ou rituelle l'interconnectivité de toutes choses vivantes et non vivantes. Elles convoquent à utiliser notre liberté, notre intelligence, nos qualités et toutes nos forces pour vivre en communion avec les humains, mais aussi avec toute la Création.

L'écospiritualité au féminin n'est donc pas simplement la pratique d'écogestes tels que le recyclage ou le compostage, mais aussi l'esprit dans lequel on accomplit ces actions, la manière dont on regarde le monde, la communion des uns et des unes avec les autres, la conscience de pouvoir changer le monde au quotidien.

Écoféminisme et spiritualité en dialogue

Peu à peu, le caractère spirituel de l'écoféminisme² se développe à partir de la conscience que l'humain fait partie d'un corps sacré, non pas dans le sens d'une opposition entre sacré et profane, mais dans le sens où chaque existence humaine est concernée par toute la *vie*. Œuvrer en ce sens, c'est retisser les relations à soi, aux autres, à la nature et au mystère du Souffle sacré qui habite et transcende toute vie. C'est concevoir que tout élément (air, minéraux, plantes, animaux) émanant de la *Sophia*, la Sagesse créatrice, fait le lien entre la Création et le Divin (cf. Proverbes 8, 22-35 et Sagesse 7). Ainsi, la spiritualité écoféministe n'est pas uniquement une appréciation de la Terre. La Terre elle-même y apparaît comme un principe maternel et nourricier, source de notre existence et de notre spiritualité. Les spiritualités autochtones qui font de la Terre-Mère la messagère du Grand Esprit – sans toutefois lui attribuer une essence divine – inspirent également les spiritualités féministes et de l'environnement.

La *Sophia* créatrice souhaite que nous fassions grandir le monde en prenant nos responsabilités pour en faire un jardin où tous les êtres pourront vivre et s'épanouir. C'est une spiritualité dérangeante: elle nous sort des chemins connus, des voies tracées d'avance pour nous faire emprunter des sentiers sinueux, à peine défrichés. Elle propose de nous éveiller à la dimension féminine du divin, à une vision renouvelée de notre interrelation directe avec l'Univers. L'engagement à ne prélever de la nature que ce qui est nécessaire à notre vie, à la traiter à nouveau comme un « sujet » de dialogue, de négociation et de gratitude, est au cœur de cette spiritualité. Un enchantement face à la générosité de notre Terre, génératrice et nourricière, invite à s'en réjouir et à rendre grâce à sa Source.

Au cœur de l'expérience spirituelle des femmes

L'écoute de l'expérience féminine et du Cosmos fait partie d'une même transformation et son urgence témoigne de son originalité. Cela s'exprime dans les contacts avec une nature qui devient elle-même un espace d'émerveillement, un lieu de contemplation, une occasion de rencontres avec les autres et avec le divin. Les pratiques spirituelles des écoféministes reposent sur l'actualisation et la recherche de solutions pour elles-mêmes et pour les écosystèmes. Leur spiritualité s'incarne dans la vie ordinaire, dans des gestes simples, dans l'attention aux petits, dans l'importance de nourrir, de guérir, de prendre soin des personnes et de l'environnement. Les pratiques spirituelles écoféministes visent à transformer les situations et les structures qui entravent la communion, pas seulement à réduire la consommation pour mieux répartir les ressources. Il s'agit aussi d'écouter

la voix des pauvres, le cri de la Terre, et de privilégier des options permettant d'avoir un style de vie moins énergivore et de préserver ainsi toute forme de vie, humaine et non humaine.

Dans certaines pratiques écospirituelles, des rituels ayant pour but de guérir la Terre se caractérisent par une grande importance accordée aux mouvements du corps. La présence au corps est d'ailleurs une particularité des spiritualités féministes. Loin d'être un obstacle au spirituel, le corps devient un havre de paix qui fait advenir la vie dans son ensemble. Il est le lieu par excellence de coappartenance, d'interdépendance avec le Cosmos, d'intégration naturelle entre l'humain, la nature et le sacré. L'identité du moi se structure dans le rapport au corps en tant que porteur de l'âme, de l'esprit et de la vie; en tant que lieu de respect, de discipline, mais aussi de plaisir et de relations avec les autres.

Alors que les liturgies traditionnelles chrétiennes considèrent le corps féminin comme objet de tentation ou source d'impureté, les liturgies et les rituels écoféministes tentent de se rapprocher des rythmes de la nature. Ils favorisent le mouvement corporel, les danses en cercle, les gestuelles, les manipulations d'objets sacrés ou quotidiens, les postures variées, les accolades, les touchers, etc. Ici, le corps n'est pas exclu du spirituel et la sexualité est nommée, voire valorisée. Le rôle majeur de ces rituels est de fournir aux femmes des lieux et des symboles où elles se reconnaissent, où elles peuvent se connecter avec le sacré à leur manière propre. Dans ces espaces, la créativité nourrit l'avenir et alimente l'espérance d'un renouveau pour toute l'humanité.

Loin d'être un obstacle au spirituel, le corps devient un havre de paix qui fait advenir la vie dans son ensemble.

« Une spiritualité de la Création est cosmique. Elle est ouverte, elle cherche et elle est curieuse du Cosmos intérieur de chaque personne et de chaque créature comme du Cosmos extérieur, elle cherche l'espace entre les créatures, qui les unit toutes³. » Vivre de plus en plus en harmonie et en interdépendance avec le Cosmos, c'est se reconnaître en interrelation avec le sacré. L'Univers est un sujet en vie. Il incombe aux individus, femmes, hommes et enfants, d'inventer un vivre-ensemble collectif, d'établir des modalités de vie qui permettent à notre planète non seulement de vivre, mais de survivre pour les générations à venir. Les femmes ressentent viscéralement qu'on a besoin de la Terre pour se développer humainement et spirituellement: la nature, pleine de la présence de la *Sophia* et de ses énergies divines, est une véritable école de sagesse. ©

1. Voir Pierrette Daviau, « L'écospiritualité: un chemin de renouvellement intérieur », dans *Croire hors les murs. Expériences du croire chrétien d'aujourd'hui*, Berlin, Lit Verlag, 2014.

2. Voir P. Daviau, « Regards féministes chrétiens sur l'écospiritualité », dans *L'écospiritualité féministe, L'autre Parole*, n° 149, été 2019.

3. Matthew Fox, *La grâce originelle. Introduction à la spiritualité de la Création*, Montréal, Bellarmin, 1995, p. 83.

L'EFFONDREMENT N'EST PAS L'APOCALYPSE

Ariane Collin

L'auteure est responsable de projet au Centre justice et foi

Face à la crise écologique planétaire et à la faillite des principaux systèmes sociaux, économiques, politiques et religieux de notre société, cette dernière est arrivée à un point tournant auquel elle n'est préparée ni techniquement, ni psychologiquement, ni spirituellement. Devant l'effondrement inévitable de notre civilisation, comment garder la force de continuer, d'éviter le désespoir ?

Une nouvelle discipline comme la collapsologie, qui se donne pour tâche d'étudier l'effondrement des systèmes et de s'y préparer, me fait l'effet d'une bouffée d'air frais dans ce contexte, de par sa manière d'accueillir ces questionnements. Car pour elle, qu'importe que cet effondrement arrive comme une avalanche ou comme une transition, le bouleversement profond des systèmes qui sont actuellement censés assurer notre subsistance et notre sécurité nous pousse à revenir à l'essentiel. Cet essentiel consiste d'abord à reconnaître notre vulnérabilité – le doute, les blessures, le deuil – qui fait partie de la vie. C'est aussi nommer la détresse existentielle que causent les changements environnementaux et la perte de sens qui l'accompagne, ce dont tentent de rendre compte des néologismes comme «écoanxiété» et «solastalgie».

Nommer et accepter la peur, comme le fait la collapsologie, est un des moyens de la surmonter et de dépasser la paralysie qu'elle provoque. Pour plusieurs d'entre nous, ce qui est le plus difficile à supporter est que la vie continue «normalement» en faisant abstraction du pire qui plane au-dessus de nos têtes, imprévisible et incalculable.

L'effondrement de notre civilisation ne ressemble pas nécessairement à l'apocalypse. Inévitable aux yeux de plusieurs, il appelle à prendre la mesure de nos moyens et à faire un plan. Ce plan devra être revu constamment, car, comme la théorie du chaos aide à le comprendre, nous avons affaire à des enchaînements d'événements qui dépassent nos modèles de prédiction. Au fond, il s'agit de nourrir l'espoir et le courage en les fondant sur quelque chose de ferme et en passant par les grandes questions existentielles. Quel sens y

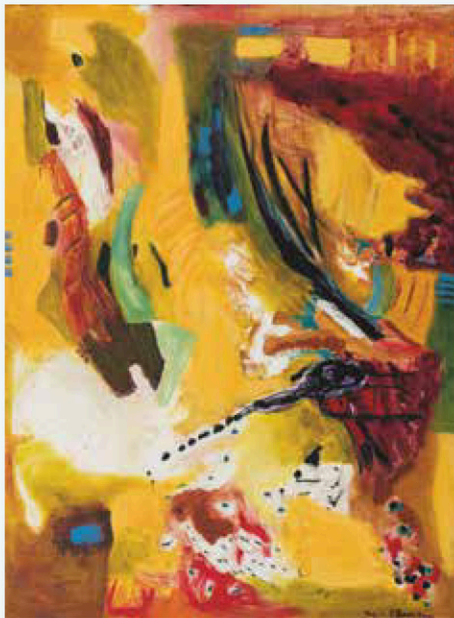
a-t-il à construire ce qui va tôt ou tard s'écrouler ? À se battre quand on est le plus faible ? À vivre puisqu'on va mourir ? L'intuition est que les grandes traditions spirituelles, y compris les traditions autochtones, peuvent être un secours pour traverser des temps difficiles. Sans nier le besoin et l'utilité certaine de l'action collective concertée, cette approche rétablit la validité du ressenti, du pressentiment, du récit, des rituels et des symboles. Elle cherche aussi à nourrir l'émerveillement, à proposer autre chose qu'un rapport de domination sur la nature.

Parmi les références des collapsologues, l'auteure et militante écologiste Joanna Macy est souvent citée, elle qui depuis les années 1980 invite à l'espérance active, qu'elle décrit avec des principes tirés du bouddhisme et de la pensée systémique. Pierre Rabhi¹, pour donner un autre exemple, a fondé le Mouvement colibris en s'inspirant de «la légende du colibri», récit autochtone de cet oiseau qui arrose de quelques gouttes une forêt en flammes.

Aux animaux qui contestent l'acharnement de l'oiseau face à une cause apparemment perdue d'avance, il répond : «Je fais ma part.» Naïf ? Peut-être. Mais ne vous y trompez pas, les militantes et militants qui m'ont raconté cette histoire aux quatre coins du Québec sont des résistants lucides, nourris par cette image qui les soutient dans leur marche à contre-courant. Cela témoigne du besoin et de la vive soif de sens qui les habitent.

Bien que, jusqu'ici, les écrits sur la collapsologie se contentent souvent d'effleurer les traditions spirituelles et les pratiques qui les accompagnent, les questions qu'ils posent et l'attitude qu'ils préconisent rejoignent celles de philosophes et de mystiques. La collapsologie s'ancre à la fois dans un effort de vivre aux limites de la vie et

dans une humilité devant ce qui nous échappe et devant les quêtes de sens, plutôt que dans des discours motivateurs uniquement rationnels, réfléchis et stratégiques. Ainsi, loin de faire obstacle à la lutte politique, qui se doit d'être énergique et inlassable si nous voulons survivre comme espèce sur cette planète, la collapsologie apporte un souffle nouveau à celles et ceux qui pourraient voir en l'inévitabilité de l'incendie un frein définitif à leur désir d'arroser les flammes, ne serait-ce que quelques gouttes à la fois.



Virginia Pésémapéo Bordeleau, *Transhumance*, 2015, acrylique, 76 cm x 102 cm. Photo: D. Trépanier

1. Voir P. Rabhi, «Vers la sobriété heureuse», *Relations*, n° 743, septembre 2010.

L'EXIGENCE DE RETENUE

Si la recherche du sens peut dynamiser l'engagement, elle peut aussi se mettre au service de stratégies destructrices. Une spiritualité féconde demeure en quête de ce qui est « plus grand », sans en être jamais propriétaire.

Robert Mager

L'auteur est théologien

C'était il y a 40 ans. Je participais à une session de formation offerte par un groupe de chrétiens de gauche. Nous devions dresser la carte de nos relations (couple, amis, famille, travail, associations, communauté de foi), quantifier le temps que nous accordions hebdomadairement à chacune et nous demander, dans chaque cas, si cette relation servait bien la « cause » que nous portions (la justice sociale, le féminisme, le socialisme, etc.). La prémisse était qu'un véritable engagement requiert que l'on s'y consacre entièrement et que l'on sacrifie tout lien susceptible de nous en distraire ou de nous en détourner.

Nous étions plusieurs à trouver que ça n'allait pas. Nous comprenions l'invitation à la cohérence et au dévouement, mais quelque chose de l'ordre de la gratuité se perdait en chemin, et cette perte nous paraissait relever de l'essentiel.

Plus tard, j'ai appris à reconnaître les divers visages de l'idéologie, au sens où l'entendait Hannah Arendt, à savoir la manière dont une idée forte peut engendrer un système de pensée dominateur. L'idéologie, écrit Arendt, c'est la « logique d'une idée » : une intuition forte (l'égalisation des conditions de vie, la défense des libertés individuelles, la promotion de la justice sociale) devient le moteur d'un raisonnement qui entend mettre l'histoire à nu (« les secrets du passé, les dédales du présent, les incertitudes de l'avenir¹ ») et en maîtriser le cours. Le problème d'une idéologie n'est pas que son idée-force soit nécessairement fautive ; c'est souvent la puissance même de cette idée, sa pertinence et son urgence au regard de la réalité qui la rendent si séduisante et mobilisatrice. Le problème est que l'idéologie fait fi de la complexité du réel. Elle s'affranchit de tout ce qui, à même le réel, résiste à son idée-force, en marque les limites et la relativise. Emportée par sa propre logique, enfermée dans un sens qu'elle veut imposer à l'histoire concrète, l'idéologie manifeste « l'émancipation de la pensée à l'égard de l'expérience² ».

Spiritualité et quête de sens

La spiritualité, en tant que champ d'expérience, est souvent associée à la recherche de principes et de perspectives susceptibles de mobiliser, de dynamiser et d'orienter l'action personnelle et collective. Aux exigences et aux épreuves de l'engagement correspond ainsi la nécessité d'une force intérieure, motrice, qui permette d'avancer, de se relever, de persévérer, d'espérer. Celle-ci peut puiser à différentes

sources : la religion, la philosophie, l'art, ou une expérience personnelle forte de l'injustice, de l'humiliation ou de l'hypocrisie qui éveille au sens de la justice, de la dignité ou de la vérité. On peut parler ici de foi, avant même toute détermination religieuse, c'est-à-dire de la capacité d'adhérer personnellement ou collectivement à quelque chose (un projet, une manière de vivre, une institution) et de traduire cette adhésion en pratiques concrètes.

Ainsi considérée, la spiritualité comme quête et mobilisation de sens paraît une très bonne chose, au bénéfice des personnes et de leurs engagements. Mais l'histoire montre bien que si l'invocation d'un sens peut donner du souffle à l'action personnelle et collective, elle peut aussi se mettre au service de stratégies destructrices. Le sens se cristallise alors dans une idéologie, un programme, une utopie que rien ne semble pouvoir relativiser ou contrer. Le sens est emballé, débridé, absolutisé. Il devient fou. Est-il vraiment nécessaire de donner ici des exemples de violences meurtrières mises à l'enseigne de « nobles causes » ou d'un Dieu d'amour, tant le siècle dernier en offre des plus tragiques ? Et combien de grandes nations, aujourd'hui encore, invoquent les plus grands idéaux pour justifier et masquer tout à la fois leurs stratégies de domination ?

L'incitation à la retenue

La déroute des religions et le désenchantement actuel à leur égard peuvent nous faire manquer ce qu'elles recèlent de significatif au regard de toute expérience spirituelle. S'il faut en croire le linguiste Émile Benveniste, l'étymologie du terme *religion* renvoie moins à l'idée de *relation* (*religare* en latin, « relier »), comme on l'affirme habituellement, qu'à celle de *relecture* (*relegere*, « relire ») et, en amont, à l'expérience du respect et de l'effroi devant ce qui est perçu comme « plus grand³ ». L'expérience du divin est d'abord perception de cette grandeur qui nous déborde, marque notre limite et nous avertit. Elle incite à la retenue suivant l'idée que tout ce qu'il est possible de faire n'est pas nécessairement convenable, souhaitable ou permissible.

Après des siècles de modernité, au cours desquels l'autonomie humaine s'est progressivement affirmée à l'encontre de toute forme de loi extérieure, qu'elle soit traditionnelle, culturelle ou religieuse, la reconnaissance de limites et l'incitation à la retenue peuvent paraître suspectes. L'heure est plutôt à la dénonciation des tabous et des interdits. Mais l'humanité livrée à elle-même reste aux prises avec l'oppression et la démesure : le crépuscule des dieux n'a pas entraîné la fin de *l'hubris*. Le marquage des limites emprunte alors d'autres voies : celle, principale, de l'expression et de



Virginia Pésémapéo Bordeleau, *Métamorphose*, 2017, acrylique, 92 cm x 92 cm. Photo: D. Trépanier

la défense des droits humains, et celle, plus diffuse, de l'indignation épisodique devant ce qui est jugé *inacceptable* ou *intolérable*, ce vocabulaire évitant soigneusement d'affronter la dure question de savoir pourquoi, en l'absence de toute autorité transcendante, tout ne pourrait pas être accepté ou toléré.

À l'ère de l'autonomie, quelque chose continue de faire sentir son exigence, ce *quelque chose* étant diversement nommé: transcendance, altérité, mystère, sacré, totalité, unité ou harmonie. Dans un contexte d'éclatement et de pluralisme culturel des sociétés, il n'existe plus de voie royale pour la quête actuelle, ni de langage commun pour en exprimer la multiplicité des formes. Le terme *spiritualité*, historiquement déterminé, fragile et plurivoque, sert pour l'instant à désigner ce vaste champ d'exploration. Mais il est plus facile, dans notre contexte, de saluer les multiples avenues de la quête de sens que de reconnaître et de contrer les manifestations de la démesure.

L'icône et l'idole

C'est pourquoi il importe d'envisager tout système de sens (projet, utopie, mode de vie) sur l'horizon de son propre dépassement vers quelque chose de «plus grand», quelle que soit la manière dont cela est nommé. Il n'y a pas de cause absolue: tout idéal, si élevé soit-il, est limité, faillible, critiquable; il ne constitue pas le dernier mot de l'aventure humaine. Sa parole est «avant-dernière». Cela peut être dit d'une autre manière, classique, celle reprise autrefois

par le philosophe Jean-Luc Marion dans son ouvrage intitulé *L'idole et la distance* (Grasset, 1977): toute figuration de l'ultime n'est qu'une *icône*, c'est-à-dire une image, un reflet, une représentation. En tant que telle, si grand soit notre attachement à son égard, voire notre vénération et notre dévotion envers elle, cette représentation demeure limitée: ce qu'elle signifie par ailleurs efficacement, elle ne saurait le saisir et encore moins le posséder. La tentation est de faire de cette icône une *idole*, c'est-à-dire l'objet d'une adhésion sans retenue, d'une identification totale, absolue, sans qu'aucune distance ne permette la réserve, la critique, la dissidence. C'est là le ressort essentiel du fanatisme, dont nous connaissons bien les manifestations religieuses ou politiques, mais qui guette, en fait, tout type de militance.

Ce que j'exprime ici sous forme de retenue (de réserve ou de respect) m'apparaît un élément capital de l'expérience spirituelle, qui a des conséquences très concrètes en matière d'attitudes et de pratiques d'engagement. Évoquons diverses manifestations d'une telle réserve, de façon impressionniste, sans prétendre

en épuiser toute la richesse. Se laisser toucher et meurtrir par la souffrance, tant la sienne propre que celle des autres. S'ouvrir à ce qu'il y a de «plus grand» à travers la méditation, la contemplation, la prière ou l'art. Rechercher l'impartialité en s'exposant aux points de vue et aux opinions des autres. Prêter une attention particulière à la parole et à la situation des victimes. Exercer une vigilance critique face à l'idéologie et à toute forme d'analyse totalisante. S'attacher, comme Ulysse, au mât de l'aventure humaine et de ses aléas pour résister aux sirènes de l'absolu. Mettre en doute la justification des moyens par les fins. Rejeter les stratégies sacrificielles (les victimes collatérales de nos «justes» luttes, l'abandon des proches pour la cause, la négligence de soi). S'opposer mordicus à la peine de mort comme châtiment exemplaire, quelles que soient les circonstances.

En terminant, le théologien catholique que je suis ne peut qu'évoquer, comme ultime exigence spirituelle, celle de l'amour (la compassion, la charité), dont Paul de Tarse disait qu'il figure aux côtés de la foi et de l'espérance, mais qu'il est, des trois, «le plus grand» (1 Cor 13, 13). ☺

1. H. Arendt, *Le système totalitaire*, Seuil, 1972, p. 217.

2. *Ibid.*, p. 219.

3. É. Benveniste, *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*, vol. II, Paris, Gallimard, 1969, p. 265-273.

LA DIMENSION SPIRITUELLE DE L'ACTION SOCIALE : UNE PERSPECTIVE MUSULMANE

*Regard personnel sur la tension créatrice entre
spiritualité et action sociale en contexte d'islam*

Mohammed Taleb

L'auteur, écrivain algérien, a publié notamment *Éloge de l'Âme du monde* (Entrelacs, 2015)

Je suis né en 1968 dans une famille de la classe ouvrière issue de l'émigration algérienne en France. Je me suis tôt senti appelé à suivre deux filières, profondément cohérentes même si elles n'étaient pas toujours coordonnées. La première était celle d'une action s'inscrivant dans la gauche radicale arabe, notamment algérienne, et dans des mouvements de solidarité, en particulier avec la Palestine après la guerre israélienne contre le Liban (1982) et ses populations libanaises et palestiniennes. La seconde filière était liée à des préoccupations spirituelles et culturelles : mon arabo-islamité était moins un acquis qu'un projet et je sentais la nécessité de la vivre d'une façon personnelle, en la métamorphosant en quelque sorte. La politique et la spiritualité furent ainsi les deux grandes matrices où ma conscience se forgea. C'était dans les années 1980.

Il ne m'est pas possible de dire que l'action sociale et politique était la base de ma démarche et que la spiritualité ne venait qu'en appui, comme un moment, une dimension de ressourcement. La raison en était que mon engagement politique, tout en étant marxiste, dans mes premières années militantes, portait en lui un dessein culturel. Pour l'Algérie et l'Arabe que je suis, il est littéralement impossible de scinder l'existence sociale en diverses parties (là, le culturel ; ici, le spirituel ; là encore, le politique ; ici, l'éthique, etc.). C'est mon être dans son unité et sa totalité qui s'enflamme, manifeste, contemple, prie.

Il faut souligner que cette tension créatrice – entre spiritualité et transformation du monde – était et demeure grandement facilitée par le caractère global de l'adversaire. En effet, l'impérialisme ne se réduit pas à des flux financiers injustes ni même à la fameuse mondialisation néolibérale. Certes, la néolibéralisation des sociétés est bien réelle, comme les processus divers de dérégulation, d'ouverture des marchés et de casse des services publics. Mais l'impérialisme est bien plus que cela, car le capitalisme qui en est la matrice est un système historique complexe, multidimensionnel. La composante économique est primordiale, mais l'est-elle plus que les composantes idéologique, culturelle et métaphysique ?

Réenchanter notre relation au monde

Il se trouve que le mouvement arabe révolutionnaire auquel j'appartenais commençait alors à opérer une métamorphose radicale. Le même changement se produira, entre autres, au Liban, en Palestine et en Égypte. L'organisation algérienne dans laquelle je militais disparaissait, et l'une des raisons en était que le cadre d'analyse marxiste dans lequel elle évoluait devenait insuffisant pour penser et transformer le monde. D'autres ressources intellectuelles, conceptuelles et méthodologiques devenaient nécessaires.

L'horizon demeurait celui de la libération des peuples arabes et du Tiers-monde en général, ainsi que l'émancipation des hommes et des femmes à l'égard de systèmes de domination et d'aliénation. Il est vrai, toutefois, que dans le contexte de la crise du marxisme (qui n'est pas seulement consécutif à la crise du socialisme réellement existant dans les pays de l'Europe de l'Est), le travail de la pensée devenait un enjeu important. Ainsi, dans mon cheminement, je me suis rapproché de la théologie de la libération latino-américaine, dont je percevais le potentiel universel¹. D'ailleurs, le courant de la gauche algérienne et arabe qui était le mien s'orientait clairement vers une théologie islamique de la libération et une articulation spécifique entre spiritualité musulmane et action révolutionnaire, entre foi et justice sociale. Karl Marx, dans cette nouvelle configuration, rencontrait Max Weber. Ce qui signifiait que le capitalisme n'était plus seulement envisagé comme « mode de production », mais aussi comme système générateur du « désenchantement du monde ». L'alternative était donc d'œuvrer au réenchantement de notre relation au monde.

Pour comprendre et déconstruire le désenchantement capitaliste, qui réduit l'humain à l'*homo œconomicus* – une caricature de l'être humain – et la nature vivante à un tas de ressources à son service, la philosophie spirituelle et métaphysique de l'islam est pour moi d'une grande aide. Dans la mesure où l'essence du capitalisme est l'objectivation marchande, alors l'anticapitalisme ne peut être qu'éthique, culturel et spirituel (en plus des autres dimensions évidentes comme celles du politique et de l'économie). Dans ma façon de saisir le legs traditionnel musulman, le réel ne peut être réduit au matériel. L'existence est à la fois assemblage de choses, mais aussi constellation de signes. C'est ce que la tradition, à partir du Coran, désigne sous le terme *Aya*. À la fois signe, miracle et mystère (et verset du livre saint!), l'*Aya* est en quelque sorte la dimension *inobjectivable* de ce qui nous

entoure. Un être ne saurait être réduit à sa face ni à sa surface; il porte en lui des profondeurs souvent insoupçonnées. C'est comme cela que je comprends cette parole du prophète Mohammed (que la paix soit sur lui): «Celui qui connaît son âme connaît son Seigneur.»

Spiritualité décolonisatrice

Mais les *Ayat*, qui signalent la présence divine ineffable, ne sont pas seulement à l'intérieur de l'humain, comme dit le Coran. Elles sont aussi, telles des théophanies, présentes dans toute la Création. Plus que cela, elles sont la Création. Cette approche musulmane est au cœur de la démarche sociale de l'écologie dans les sociétés islamiques. La question se formule ainsi: peut-on vivre dans l'authenticité une foi religieuse à l'ombre d'une planète malmenée? Où se situe la cohérence entre, d'une part, la vie intérieure et la spiritualité et, d'autre part, la maltraitance de la Terre? La conscientisation écologique des sociétés musulmanes devrait constituer une tâche majeure pour les années à venir, et non pas seulement sur le plan du leadership religieux et des institutions mais aussi – et je dirais même essentiellement – sur celui de la base communautaire.

Sans être passéiste, il nous faut affirmer la fierté de cet héritage. En lui, nous pouvons découvrir une prodigieuse richesse en matière écologique. Je ne citerai qu'un exemple: *Le Livre de l'agriculture (Kitab al-filaha)* d'Ibn al-'Awwâm, composé en Andalousie à la fin du XII^e siècle. Dans les campagnes et le désert, les savoirs écologiques se transmettaient en grande partie avec les instruments culturels de la tradition orale (contes, histoires légendaires des lieux, proverbes...). Plus récemment, nous pouvons citer les noms, entre autres, de Mohammed El Faïz, Fazlun Khalid, Haïdar El Ali et Mohamed Tahar Bensaada, qui prolongent ce geste de tendresse pour la Terre et de révolution parmi les êtres humains. L'islam propose une compréhension spécifique de la Création qui en fait une religion anthropologique et cosmique. La terre, les montagnes et les cieux sont, enseigne le Coran, les partenaires d'un immense dialogue avec Dieu. Un passage coranique souligne même que Dieu demandera à la Terre de raconter son histoire...

En s'appuyant sur ce thème de l'écologie, il est possible de penser à nouveaux frais cette relation entre le singulier et l'universel. Bien qu'elle soit un impératif universel, bien commun de toute l'humanité, l'écologie se conjugue aussi au

LA PROPHÉTIE DES SEPT FEUX, TÉMOIN D'UNE HISTOIRE DE MOBILISATION *

L'essayiste, artiste et universitaire nishnaabe Leanne Betasamosake Simpson est une figure importante du mouvement de la résurgence autochtone au Canada. La décolonisation des savoirs des premiers peuples et la revalorisation endogène de leurs formes traditionnelles de

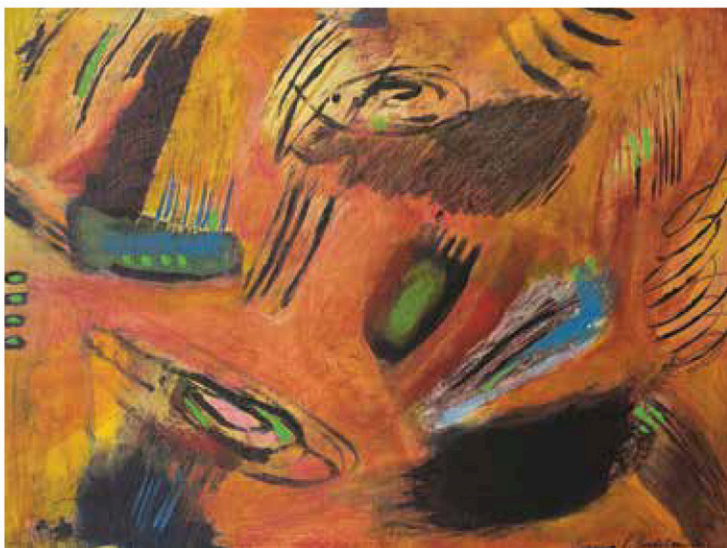
*connaissance et d'action collective occupent une place importante dans son travail – notamment dans son livre Danser sur le dos de notre tortue (Varia, 2018), dont nous reproduisons ici un extrait. Après avoir montré en quoi le concept de mouvement social tel que forgé par les sciences sociales occidentales est insuffisant pour parler de la mobilisation des peuples autochtones, elle revient ici sur l'importance de la spiritualité traditionnelle comme source de connaissance sur l'histoire et force de transformation sociale**.*

L Le récit le plus épique de la pensée nishnaabe concernant les processus de mobilisation ou de migration touchant le colonialisme, la décolonisation et la résurgence est sans doute celui communiqué à travers la Prophétie des sept feux. Dans une période de paix et d'épanouissement, sept prophètes se présentèrent au peuple nishnaabe et firent sept prédictions. Les sept prophètes décrivirent aussi un voyage épique allant de la côte est de l'«île de la Tortue^A» jusqu'aux rives ouest des Grands Lacs. Ils encouragèrent notre peuple à faire ce voyage pour se protéger contre les colonisateurs. Le premier feu de la prophétie initia la plus grande mobilisation de l'histoire nishnaabe: la grande migration, pendant laquelle la nation partit par vagues vers l'ouest, et qui mit, avant de se terminer, environ cinq cents ans ou dix générations. La migration atténua l'impact de la conquête et du colonialisme sur la nation nishnaabe en la dispersant sur un vaste territoire, protégeant le nord et l'ouest des centres plus colonisés du sud et de l'est. Comme mouvement social,

les Gete-Nishnaabeg^B ont ainsi pu maintenir une mobilisation de masse stratégique et organisée durant une période incroyablement longue. Penser à la prophétie de cette manière m'a aidée à reconnaître que nous sommes une culture de la mobilisation. Nous sommes une culture qui incarne en même temps le mouvement et la collectivité.

Qu'est-ce qui, pour nous, est à retenir dans la Prophétie des sept feux concernant la résurgence nishnaabe actuelle? Pour commencer, examinons-la d'un peu plus près. Durant le quatrième Feu de la Prophétie des sept feux, deux prophètes se présentèrent au peuple au lieu d'un seul. Les prophètes annoncèrent l'arrivée d'un peuple à la peau claire sur les territoires nishnaabeg, un peuple qui aurait soit le visage de la bienveillance, soit celui de la mort. [...]

Les cinquième et sixième feux furent des périodes de grande destruction. La conquête européenne et l'occupation se répandirent sur notre territoire, bien que grâce à la prophétie, les Nishnaabeg aient fait preuve durant cette



Virginia Pésémapéo Bordeleau, *Matrice*, 2017, 30 cm x 41 cm.
Photo: D. Trépanier

pluriel, au gré des langues, des imaginaires, des géographies, des cultures. Cela est valable aussi pour les thèmes de la justice sociale, de la démocratie et de l'émancipation des femmes,

période d'une grande résistance. La prophétie du septième feu annonçait un temps où les mesures les plus répressives du régime colonial se relâcheraient et où les Nishnaabeg pourraient ramasser les morceaux de leur langue, de leur culture et de leurs modes de pensée et commencer à construire une résurgence. Alors, durant les cinquième et sixième feux, ils planifièrent le septième. Des rouleaux furent cachés. Des cérémonies furent pratiquées clandestinement en présence d'enfants. Des histoires furent transmises dans les familles, qui battirent en retraite dans la forêt quand c'était possible, évitèrent stratégiquement les agents des Affaires indiennes, les pensionnats et les agences de protection de l'enfance. Certains s'accrochèrent à la langue. Nos grands-pères et nos grands-mères plantèrent les graines de la résurgence durant les cinquième et sixième feux. [...]

Le leader *midewewin*^c des trois feux, Edward Benton-Banai, parle de la Mobilisation des sept feux comme de la *chibimoodaywin*. [...] La *chibimoodaywin* était un mouvement social inspiré par une vision spirituelle, dont avaient débattu et qu'avaient planifiée les leaders spirituels, politiques et les intellectuels, et qui fut finalement menée par nos familles. Encore une fois, nos Aînés ont estimé qu'il a fallu cinq cents ans pour que soient mises au monde dix générations de Nishnaabeg. Ce qu'il a fallu d'engagement, de persévérance, de solidarité et de détermination pour que dix générations portent la même vision est remarquable. Le débat, le consensus, le respect de la dissidence et de la souveraineté des individus, des familles et des clans ont permis aux Nishnaabeg d'étendre leur territoire, dans une ramification qui s'est étirée jusqu'aux Grands Lacs. La procession de la communauté a duré cinq cents ans. Cela donne une idée de ce que nous pourrions faire

par exemple. Le défi est de maintenir l'axe de vie entre l'universalité de ces valeurs et la diversité des formes qu'elles peuvent prendre. Pour ma part, mon attachement à la culture arabo-musulmane, à mes héritages historiques et à ma spiritualité vise en grande partie à contribuer à une décolonisation de l'universel, à sa désoccidentalisation, afin que puissent se déployer une écologie, un socialisme, un féminisme aux couleurs arabes et musulmanes. Sans ce travail (qui relève en même temps de l'anthropologie culturelle et de l'imagination créatrice), nous risquons de nous enfermer dans les face-à-face mortifères que sont « Orient/Occident », « Tradition/Modernité », « Particularité/Universalité ». L'islam m'enseigne que l'Unité n'appartient, en dernière instance, qu'à Dieu, et c'est pour cela que le Coran insiste sur le principe de la diversité des peuples. Et quel est le sens de ce pluralisme? Le Coran nous le révèle: que les peuples se connaissent mutuellement. 🌐

1. Voir M. Taleb, « Espérances pour une modernité arabo-musulmane », *Relations*, n° 78, décembre 2015.

en organisant un mouvement de résurgence stratégique et soutenu pendant les dix prochaines générations. [...]

La *chibimoodaywin* m'indique qu'un regard spirituel porté sur la situation, suivi d'implication individuelle et d'action, est la pierre angulaire de la mobilisation, de la résistance et maintenant de la résurgence nishnaabeg. Mais nos ancêtres devaient aussi avoir une formidable capacité de générer des mouvements de soutien massif pour les visions individuelles, et de mener à bien ces visions sur de longues périodes. Pour réaliser et mettre en marche la résurgence, nous n'avons pas seulement besoin de visionnaires; ceux-ci doivent aussi posséder la force de persuasion nécessaire pour stimuler, inspirer et illuminer notre peuple afin qu'il s'unisse, que les Nishnaabeg s'impliquent dans le projet de transformer cette vision en action soutenue et déterminée.

Notes:

* Extrait de Leanne Betasamosake Simpson, *Danser sur le dos de notre tortue*. Niimtoowaad mikinaag gijiying bakonaan. *La nouvelle émergence des Nishnaabeg*, Montréal, Varia, 2018 (p. 77-81).

** Les notes de fin de document, numérotées en chiffres dans l'ouvrage, n'ont pu être reproduites ici par manque d'espace.

A. L'île de la Tortue désigne, pour les peuples autochtones, l'Amérique du Nord.

B. Les anciens Nishnaabeg.

C. Midewewin ou Grand Medicine Society fait référence à un groupe particulièrement secret dont la mission était de partager les enseignements spirituels auprès des initiés.

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

Consultez nos suggestions de lectures, de films, de vidéos et de sites Web en lien avec ce dossier au www.revuereactions.qc.ca

Notre numéro de septembre-octobre sera en kiosques et en librairies le 11 septembre. Pensez à réserver votre exemplaire ! Il comprendra notamment un dossier sur :

L'AMAZONIE

Immense territoire abritant près de la moitié des forêts tropicales de la Terre et le plus grand nombre d'espèces du monde, l'Amazonie est une des régions les plus gravement menacées par la crise écologique. Réchauffement climatique, déforestation et extractivisme ravagent des dizaines de milliers de kilomètres carrés de forêt chaque année. Si cette destruction a des conséquences pour la planète entière, elle en a tout particulièrement pour les nombreux peuples autochtones qui habitent l'Amazonie, qui sont la cible d'une dépossession et d'une répression brutales, encore davantage depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement d'extrême-droite de Jair Bolsonaro, au Brésil. La protection de l'Amazonie passe nécessairement par la reconnaissance de leurs droits, de leurs cultures et de leurs cosmovisions. Ce dossier s'efforcera de le rappeler.



Enfants apprenant à naviguer, Rio Napo, Équateur, juin 2018.
Photo: Marie-Josée Béliveau

AUSSI DANS CE NUMÉRO :

- un débat sur la sobriété numérique ;
- une analyse sur la solidarité internationale envers l'Afrique en temps de pandémie ;
- une réflexion sur le télé-enseignement qui se développe au Québec ;
- le nouveau Carnet de Yara El-Ghadban, la nouvelle chronique littéraire de Marie-Élaine Guay et la chronique Questions de sens signée par Maya Ombasic ;
- les photos de notre artiste invitée, Marie-Josée Béliveau.

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution.

Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Web : <www.revuerelations.qc.ca>.



Août 2020

Avec son nouveau site web,
Spiritualitésanté sera
gratuit, pratique et performant.

Contactez-nous dès maintenant pour
vous inscrire à notre liste d'envoi courriel à :
spiritualitesante@chudequebec.ca

www.spiritualitesante.ca



Plus qu'une revue,

spiritualitésanté

vous accompagnera

partout !



OUÏGHOURS : UN GÉNOCIDE CULTUREL EN MARCHÉ

La réalité abjecte des camps où sont détenus des millions d'Ouïghours et autres musulmans turcophones dans le Xinjiang, en Chine, ne peut plus être niée. Elle révèle un processus de génocide culturel qui doit cesser.

Dilmurat Mahmut*

L'auteur est candidat au doctorat au Département d'études intégrées en éducation de l'Université McGill, à Montréal, et vice-président de Soutien international pour les Ouïghours

A lors que le monde est en pleine pandémie du coronavirus originaire de Wuhan, en Chine, entre 1 et 3 millions d'Ouïghours et d'autres musulmans turcophones sont détenus contre leur volonté dans des camps de « rééducation » politique, comme les appellent les autorités chinoises. Les conditions y sont misérables et les abus et la torture y sont la norme. En novembre 2019, George Friedman, prévisionniste géopolitique de renommée internationale et stratège en affaires internationales, a estimé qu'un Ouïghour sur dix était détenu dans des camps de « rééducation ». Depuis leur création au début de 2017, ces camps ont été ouverts dans de nombreuses régions du Xinjiang (aussi appelé Turkestan oriental) pour « rééduquer » de force les Ouïghours et autres musulmans turciques, au nom de la lutte contre l'extrémisme. On estime qu'en novembre dernier, le nombre de ces camps dépassait déjà le millier¹.

Longtemps, le gouvernement chinois a fermement nié l'existence de ces camps. Toutefois, en août 2018, sous une pression internationale croissante, il a admis leur existence, affirmant qu'il s'agissait de « centres de formation professionnelle » pour les personnes ayant commis des délits mineurs ou qui étaient sur le point de devenir des criminels ou des terroristes, et disant les utiliser pour combattre les idéologies extrémistes tout en offrant aux personnes des compétences professionnelles. En mars 2019, en réponse aux interrogations internationales croissantes sur la légitimité de ces camps, le gouvernement chinois a publié un livre blanc intitulé *La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme et la protection des droits de la personne au Xinjiang*, où on peut lire ceci : « la déradicalisation fondée sur la loi a été lancée au Xinjiang, ce qui a effectivement freiné la formation et la propagation de l'extrémisme religieux » (p.14).

Qui sont les Ouïghours ?

Dans un pays où les Chinois Han sont majoritaires et représentent 91 % de la population totale, les Ouïghours sont l'un des 55 groupes ethniques minoritaires officiellement reconnus. Ils forment une population de plus de 10 millions d'habitants, ce qui représente moins de 1 % de la population chinoise totale, et sont concentrés dans une région qui



occupe pourtant un sixième du territoire. Ils vivent principalement dans le Xinjiang, la région frontalière du nord-ouest, considérée comme le centre du carrefour eurasiatique. Pour les Ouïghours, il s'agit d'une région autonome ouïghoure occupée par l'État chinois. Annexée à la Chine proprement dite sous l'Empire mandchou, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, cette région est devenue la province du Xinjiang (nouveau dominion de la Chine) en 1884. À deux reprises par la suite elle a pu recouvrer son indépendance – dans les années 1930 et 1940 – avant d'être à nouveau occupée.

Cette région occupe une position stratégique et abrite les ressources pétrolières et gazières les plus abondantes du pays, soit plus de 20 % du gaz naturel, du charbon et d'autres ressources fossiles. En 2019, le ministère chinois des Ressources naturelles a même estimé que le bassin du Tarim, dans le Xinjiang, contenait 60 % des réserves potentielles de gaz du pays. C'est dire l'importance de la région pour la réalisation des plans stratégiques chinois en matière d'énergie, dont l'initiative de la nouvelle route de la soie (« One Belt, One Road ») et celle liée à la technologie 5G.

Par ailleurs, selon le Center for Strategic and International Studies, basé à Washington, 84 % du coton chinois, soit environ 22 % des approvisionnements mondiaux, provenait du Xinjiang en 2018. Les grandes marques américaines et européennes en profitent, telles Nike, Tommy Hilfiger ou



Manifestation de Ouïghours lors de l'examen périodique universel de la Chine par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, à Genève, 6 novembre 2018. Photo: CP/EPA Salvatore Di Nolfi

encore Zara. Selon l'Australian Strategic Policy Institute, depuis 2017, plus de 80 000 Ouïghours ont été exploités comme travailleurs forcés dans les usines liées à 83 marques internationales incluant Apple, Amazon et Bombardier.

La « guerre contre le terrorisme » instrumentalisée

Les Ouïghours, ethniquement d'origine turque, adhèrent depuis le X^e siècle à la branche sunnite de l'islam, y mêlant leurs traditions locales et leurs cosmovisions traditionnelles. Cette réalité culturelle et religieuse représente une dimension constitutive de l'identité collective ouïghoure. Depuis 1949, les politiques du gouvernement chinois à l'égard de la foi et des pratiques islamiques dans le Xinjiang ont alterné entre « l'intolérance radicale », en particulier dans les années 1960 et 1970, et la « tolérance contrôlée », avec une ouverture relative à partir du début des années 1980. Cependant, juste après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, à New York, un changement s'est produit. Pour la première fois, l'État chinois a officiellement revendiqué l'existence d'une menace terroriste ouïghoure en Chine, qualifiant de terrorisme des conflits ethniques qui existaient pourtant depuis longtemps déjà. Dès lors, le gouvernement a commencé à utiliser commodément la rhétorique mondiale de la « guerre contre le terrorisme » pour réprimer les Ouïghours et interdire l'enseignement et la pratique de l'islam.

En 2015, le gouvernement chinois a adopté une loi anti-terroriste qui a effectivement criminalisé « toute expression ouïghoure de dissidence ou de religiosité ainsi que de nombreuses traditions culturelles ouïghoures comme signes de terrorisme ou d'extrémisme² ». S'est ensuivi la démolition de centaines de mosquées au Xinjiang depuis le début de

2017, moment où le secrétaire régional du Parti communiste chinois (PCC), Chen Quanguo (qui a été transféré de la région autonome du Tibet au Xinjiang en août 2016), a commencé un programme intensif de « sécurisation » visant la foi islamique des Ouïghours. En mars de cette même année, le règlement sur la « désextrémisation » a été adopté, restreignant davantage les droits religieux, tout en mettant explicitement l'accent sur le fait de « rendre la religion plus chinoise et plus conforme à la loi, et de guider activement les religions pour qu'elles deviennent compatibles avec la société socialiste » (article 4).

Plus de 80 000 Ouïghours ont été exploités comme travailleurs forcés dans les usines liées à 83 marques internationales.

Les médias d'État chinois ont renforcé intentionnellement le lien imaginaire entre la foi islamique et la violence politique dans le contexte du Xinjiang et au-delà. Par exemple, le tabloïd nationaliste d'État *Global Times* a déclaré que sous la direction actuelle du PCC, le Xinjiang « a évité le destin de devenir la "Syrie de la Chine" ou la "Libye de la Chine"³ ».

Qui est envoyé dans les camps ?

Dans sa plus récente étude publiée en 2019, la spécialiste de la culture ouïghoure Joanne Smith Finley a dressé la liste des raisons pour lesquelles une personne est envoyée dans un camp⁴. La liste comprend le fait de voyager ou d'étudier dans un pays étranger dit sensible, ou simplement d'avoir un parent qui a voyagé dans un tel pays, de porter des symboles



religieux, de prier régulièrement, de jeûner pendant le ramadan, de faire le pèlerinage à la Mecque, de prêcher l'islam ou de permettre à d'autres de le faire, d'enseigner l'islam aux enfants et de leur donner des noms d'origine islamique, d'assister aux prières du vendredi en dehors de son propre village, de posséder et/ou de diffuser des contenus numériques sensibles tels que des messages contenant un langage religieux, et de posséder des images de femmes portant des symboles religieux et priant. Dans un article⁵ datant de 2018, le chercheur Tanner Greer incluait le fait de dire aux autres de ne pas pécher et de ne pas jurer, de porter une chemise avec des lettres arabes et même de parler ouïghour dans les institutions publiques. La plus récente fuite de documents officiels concernant les camps – la liste Karakax, révélée en février dernier par le *New York Times* – a encore prouvé cette réalité, cette fois à partir de documents étatiques.

De multiples sources et récits révèlent également que l'islam en tant que tel a été décrété comme étant la cause première de l'extrémisme violent. Aucune distinction n'est faite par l'État chinois entre les idéologies politiques du *djihad* et les modes de vie islamiques dominants. Les détenus sont contraints de renoncer à leur identité islamique et sont même obligés de boire de l'alcool et de manger du porc, des comportements largement proscrits par les principales interprétations sunnites du Coran. Comme l'ont rapporté certains témoins oculaires, les abus, les punitions et la torture sont des pratiques quotidiennes dans ces camps.

Les enfants laissés pour compte

Le sort des enfants dont les parents sont envoyés dans les camps est particulièrement horrible. Ces enfants sont arbitrairement placés dans des jardins d'enfants/orphelinats publics ou des «internats» obligatoires où ils doivent vivre séparés de leur famille et de leur communauté. Selon Human Rights Watch, ces lieux ressemblent à des prisons encerclées de barbelés; il est impossible d'y accéder, pas même la fin de semaine. Les enfants y sont obligés d'apprendre le chinois mandarin, l'enseignement de la langue ouïghoure étant totalement interdit. De plus, on les empêche strictement de pratiquer leur religion. Le sinologue Adrian Zenz qualifie cet effort de «campagne systématique de réingénierie sociale et de génocide culturel⁶». Selon certaines estimations, environ un demi-million d'enfants sont actuellement endoctrinés de force dans ces lieux.

Tous ces établissements rappellent les pensionnats du Canada qui étaient autrefois réservés aux peuples autochtones. Après des décennies, le gouvernement canadien a finalement été forcé de présenter ses excuses pour les dommages et les traumatismes subis par ces populations en raison de ce système visant leur assimilation. En Chine, l'objectif premier de l'État chinois est aussi de dépouiller les enfants de leur identité et de leur culture.

Comme l'affirme le chercheur universitaire Rian Thum, expert en histoire ouïghoure, la «rééducation» des Ouïghours est, de fait, un programme politique. Le PCC le juge essentiel parce qu'il considère l'islam comme une menace pour le maintien de sa domination sur la Chine. Selon Marie

Lamensch, coordonnatrice de l'Institut montréalais d'étude sur le génocide et les droits de la personne, l'initiative des camps de «rééducation» correspond à la définition de «génocide culturel», elle vise à siniser et à soumettre politiquement tous les Ouïghours et les autres minorités musulmanes turcophones.

Aucune distinction n'est faite par l'État chinois entre les idéologies politiques du *djihad* et les modes de vie islamiques dominants. Les détenus sont contraints de renoncer à leur identité islamique.

La pandémie de coronavirus ne met pas fin à ce sinistre projet. Depuis des mois, les autorités chinoises s'efforcent encore plus de dissimuler toute information sur les camps, tout en déplaçant des milliers d'Ouïghours dans des usines situées dans différentes régions de Chine, pour les soumettre au travail forcé. Le PCC a déclaré sa victoire sur le coronavirus à un moment où il était encore trop tôt pour pousser les gens à reprendre le travail, en particulier dans des ateliers clandestins surpeuplés. La communauté internationale ne doit plus garder le silence. En juillet 2019, les ambassadeurs des Nations unies de 22 pays, dont l'Australie, le Canada, la France et le Royaume-Uni, ont signé une lettre condamnant la détention massive des Ouïghours et d'autres groupes minoritaires par la Chine. À l'opposé, toutefois, 37 pays tels que l'Algérie, le Congo, l'Arabie saoudite, la Russie et le Pakistan ont signé une réplique soutenant la politique de la Chine au Xinjiang, préférant ignorer la question ouïghoure sous la pression du PCC. Souhaitons que la pandémie, qui a des conséquences catastrophiques en raison de la dissimulation initiale voulue par le PCC et de la désinformation, devienne un signal d'alarme. Plus que jamais, les exactions commises contre une minorité nationale et la tentative de la faire disparaître interpellent l'humanité tout entière. ©

* Traduit de l'anglais par Anne et Robert McBryde, avec Hélène Charpentier.

1. «Expert Estimates China Has More Than 1,000 Internment Camps For Xinjiang Uyghurs», Radio Free Asia, 12 novembre 2019.
2. Sean R. Roberts, «The biopolitics of China's "war on terror" and the exclusion of the Uyghurs», *Critical Asian Studies*, vol. 50, 2018, p. 246.
3. James Griffiths et Ben Westcott, «China says claims 1 million Uyghurs put in camps "completely untrue"», CNN, 12 août 2018.
4. J. Smith Finley, «Securitization, insecurity and conflict in contemporary Xinjiang: has PRC counter-terrorism evolved into state terror?», *Central Asian Survey*, vol. 38, 2019.
5. T. Greer, «48 Ways to Get Sent to a Chinese Concentration Camp», *Foreign Policy*, 13 septembre 2018.
6. Adam Withnall, «"Cultural genocide": China separating thousands of Muslim children from parents for "thought education"», *The Independent*, 5 juillet 2019.



POUR LES CONFINÉS SEULEMENT

D'un auteur bien conscient, au moment d'écrire ces lignes, de passer sous silence les personnes désespérément exténuées qui travaillent dans le système de santé et les personnes mourantes.

David Wormäker

L'auteur est poète, essayiste, médiateur et intervenant communautaire

« Est :
le dedans, l'intime limite
des souffrances, leur fin. Un jour ou l'autre
cela cesse.
[...]
Tout ira pour le mieux »
- René Lapierre

En ces temps de confinement, nous observons, perplexes, le paradoxe contre-intuitif que la solidarité passe, dans ce qui se trouve être la plus grande mobilisation de l'histoire récente, par l'isolement. Nous accusons le coup avec stupeur : prendre soin des personnes vulnérables ce n'est plus les consoler, les prendre dans nos bras ou organiser avec elles des ateliers de pensée critique, mais les *isoler*. Ce n'est pas un paradoxe *intéressant* sur le plan intellectuel, mais bien un drame qui se vit simultanément à l'échelle planétaire et à l'échelle la plus intime.

Tuer l'ennui des enfants confinés est devenu un devoir civique, autant pour les sociétés d'État que pour les chaînes privées.

C'est sans compter, bien sûr, les personnes les plus vulnérables parmi les vulnérables : celles dont l'isolement dans des mouiroirs confine à une maltraitance sociétale ; celles qui sont en situation d'itinérance, traquées par les forces de l'ordre ; les collectivités pauvres dans des situations sanitaires déficientes, où les mesures d'hygiène ou de confinement ne sont même pas des options disponibles. Alors que la plupart des communautés atikamekw et innues semblent bien s'en sortir, certaines communautés autochtones souffrent terriblement, elles pour qui les personnes âgées sont le cœur et les poumons de la culture. Même chez les personnes dont les besoins matériels de base sont assurés, le confinement exacerbe les fragilités affectives et les violences domestiques. Plus communément, l'isolement intensifie nos petites manies asociales ordinaires et nos comportements compulsifs. Cela ressemble un peu à un échec de notre humanité, qui est fondamentalement sociale, construite sur l'interdépendance, sur les contacts. Nous connaissons les conséquences désastreuses d'un manque prolongé de contact peau à peau sur la santé d'un nourrisson.

Il y a bien sûr cet autre aspect, peut-être le plus profond et le plus fécond de notre humanité, qui est attaqué :

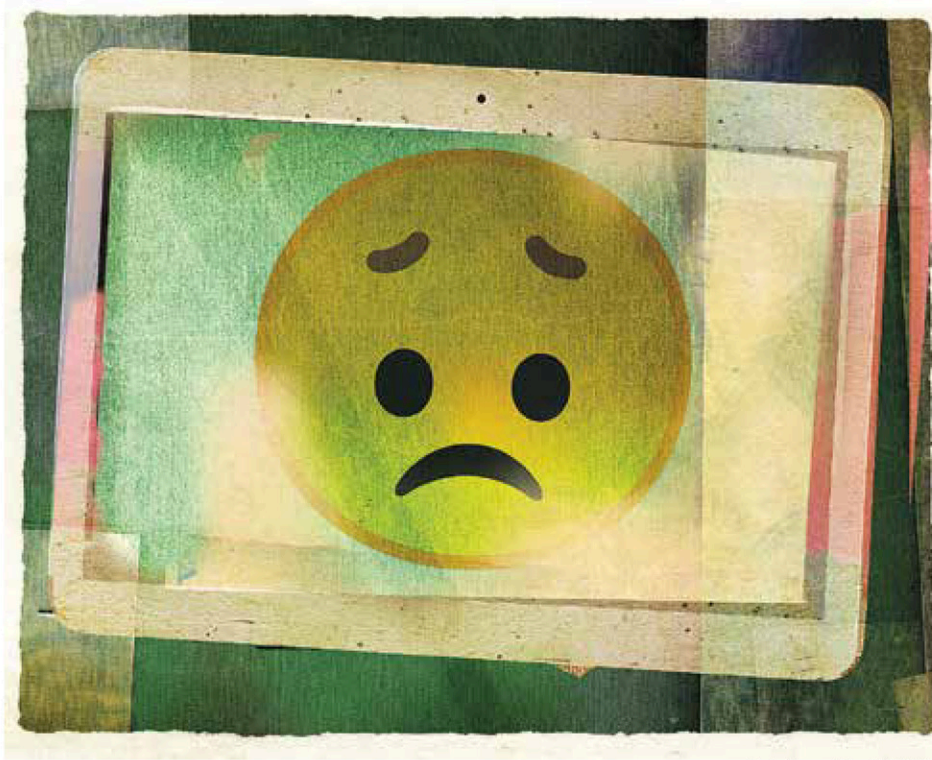
notre liberté. Le philosophe André Comte Sponville a bien expliqué sur les ondes de France Inter, le 22 avril dernier, le sentiment de traumatisme créé par un choix de valeur où la santé prime sur la liberté ou le bonheur : « On assiste à un renversement complet par rapport à au moins 25 siècles de civilisation où l'on considérait [...] que la santé n'était qu'un moyen, alors certes particulièrement précieux, mais un moyen pour atteindre ce but suprême qu'est le bonheur. »

Or, si, pour paraphraser Nietzsche et Cyrulnik, le moyen de surmonter un traumatisme est bien de lui insuffler un sens, quel sens donner au drame « intime et collectif » qui a lieu en ce moment ? À l'ère d'Internet et des relations sociales électroniques désincarnées, un bon scénariste chercherait plutôt un fléau qui forcerait à un retour à la proximité physique. On peut pourtant se demander, entre deux *jokes* de *binge-watching*¹ (être finalement passé à travers tout Netflix, ou cette boutade de mon amie Véronique Lambert : « Quelqu'un peut tu me dire comment ça finit Pornhub ? »), si ce confinement pourrait être porteur d'un type de solitude riche, joyeux et libérateur.

Et si un drame plus profond traversait nos modes de vie, depuis que notre socialisation a évacué l'adage stoïcien selon lequel vivre c'est apprendre à mourir ? Il y a belle lurette que nous ne veillons plus nos morts dans nos maisons. Nos contacts avec la mort sont aujourd'hui pourtant plus fréquents que jamais, d'une certaine façon, par sa mise en scène à l'envi dans les productions cinématographiques, les séries et les jeux vidéo. Ayant symboliquement stérilisé la mort, par sa reproduction en série, nous sommes-nous pour autant libérés de notre angoisse ? Pour vivre libre il faut savoir aller librement vers la mort. Comme il faut aller à la rencontre de soi pour apprivoiser notre angoisse. Cela passe inévitablement par de la solitude, de l'introspection... avec bien sûr des passages à vide et de l'ennui, morne mort de l'âme.

Or, quel est notre rapport à l'ennui ? On peut le voir en ce moment : en tout bien tout honneur, la « société du spectacle » « débrouille » et rend disponible son flux de divertissements pour tuer l'ennui à la racine, comme un virus qui était à abattre bien avant celui qui nous occupe (ou nous immobilise) en ce moment. Tuer l'ennui des enfants confinés est devenu un devoir civique, autant pour les sociétés d'État que pour les chaînes privées.

C'est avec une frénésie douloureuse que nous fuyons toute forme d'ennui. Cette souffrance en appelle d'autres qui forment un joyeux cortège de dépendances : accumulation de biens, argent, voyages, outremangeaille, coke, opioïdes, sexe, relations amoureuses en série, sports, yoga,

Alain Reno, *Déconfit*, 2020

bébelles religieuses, spectacles, œuvres d'art... Même la culture se réclame du statut légitime d'industrie. Notre angoisse du vide et de la mort a fait naître une société du divertissement; cette société que nous nous sommes construite pourvoie à créer, autant qu'à combler, avec autant de diligence que possible, nos dépendances, nous faisant prendre au passage le pouvoir d'achat pour de la liberté. Cette fuite du vide, ou quête-panique des biens de divertissement, est à l'origine de la création de besoins qui causent, comme nous le savons toutes et tous, de la raréfaction des ressources, engendrant inégalités sociales, misère, famines, guerres, déforestation, déversements pétroliers, crise écologique et entrée dans la sixième grande extinction. La COVID-19 est une irruption virale annoncée depuis longtemps par les scientifiques. Aura-t-on enfin le courage d'écouter leurs alertes concernant la crise climatique, incomparablement plus préoccupante pour la survie de notre espèce?

Et si ce confinement forcé était au bout du compte l'occasion d'acquérir une discipline intérieure qu'il nous manque pour guérir et recouvrer la force vitale que nous nous sommes confisquée au fil des divertissements?

Thomas Merton résumait ainsi l'affaire: «Notre monde a maintenant atteint le point où, au nom du divertissement, il est prêt à se faire exploser.» S'il vivait encore, peut-être glisserait-il un mot sur l'actuel président de la plus grande puissance économique et militaire mondiale, à qui il faut bien concéder en toute justice qu'il est certainement l'un des plus divertissants hommes d'État que

le monde ait connu. En fouillant bien, ce pourrait bien être là ce qui explique l'hallucinante stabilité de sa popularité dans les sondages, bien que celle-ci ait légèrement perdu du terrain au plus fort de la crise liée à la pandémie aux États-Unis. C'est la seule stabilité qui caractérise cet homme qui souffre d'un daltonisme spirituel l'empêchant de faire la distinction entre le monde réel et le plateau d'une émission de télé-réalité. Merton écrit encore:

«Tout le tragique du "divertissement", c'est précisément qu'il soit fuite de tout ce qu'il y a en nous de plus réel et immédiat et authentique. C'est une fuite de la vie et de l'expérience; la tentative, en d'autres termes, d'interposer un voile d'objets entre l'esprit et son expérience de lui-même. Il faut donc beaucoup de courage et une grande énergie spirituelle pour se détourner du divertissement et se préparer à affronter de plein fouet cette expérience *immédiate* de la vie qui est

proprement insupportable pour l'homme extérieur. Ce n'est possible que lorsque, par un don de Dieu (le Don de la Peur, de la crainte sacrée, dirait saint Thomas), nous sommes capables de voir notre moi intérieur comme étant non pas vacuité mais *profondeur infinie*, non pas vide mais plénitude. Ce changement de perspective est impossible tant que nous avons peur de notre néant, tant que nous avons peur de la peur, peur de la pauvreté, peur de l'ennui, bref, tant que nous nous fuyons nous-mêmes.» (Thomas Merton, *L'expérience intérieure*, Paris, Cerf, 2011)

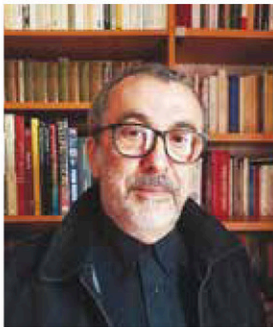
Et si ce confinement forcé était au bout du compte l'occasion d'acquérir une discipline intérieure qu'il nous manque pour guérir et recouvrer la force vitale que nous nous sommes confisquée au fil des divertissements? L'occasion d'un entraînement en vue d'une transition vers une humanité adulte, libre de ses besoins superflus... et désormais assoiffée de contacts réels et intimes avec le monde! Avec tout ce que cela entraîne de risques et de joie. ☺

1. Visionnement en rafale de films, de séries.



LA DÉLIQUESCENCE DU RÉGIME ALGÉRIEN

ENTREVUE AVEC OMAR BENDERRA



À l'occasion de la sortie de *Hirak* en Algérie. L'invention d'un soulèvement (*La Fabrique*, 2020), Relations s'est entretenue avec l'économiste Omar Benderra, qui a codirigé cet ouvrage collectif avec François Gèze, Rafik Lebджаoui et Salima Mellah. Ancien président de la Banque publique algérienne, Omar Benderra a été responsable de la renégociation de la dette extérieure de l'Algérie sous le gouvernement de Mouloud Hamrouche (1989-1991). Consultant indépendant, il est membre de l'association de défense des droits humains *Algeria Watch*.

L'Algérie connaît un soulèvement populaire de grande ampleur depuis plus d'un an. Ce mouvement a-t-il quelque chose d'inédit par rapport aux mobilisations qu'a connues le pays depuis son indépendance, notamment en ce qui concerne le rôle qu'y jouent les femmes ?

Omar Benderra : Au moment où je vous parle, le *Hirak* (« mouvement ») qui se déployait chaque semaine dans la rue en Algérie depuis le 22 février 2019 est « suspendu » en raison de la pandémie de COVID-19. Fait inédit, ce sont des appels relayés massivement par les médias sociaux qui ont mobilisé la population dans tout le pays. La genèse du mouvement, sa généralisation spontanée et sa persistance avec une intensité soutenue sont sans précédent.

Avant tout, il faut voir là la confirmation de l'épuisement des réserves de patience de la société, qui exprime très majoritairement sa volonté de changer d'ère et de se débarrasser d'un régime illégitime et discrédité. Puis, le *Hirak* confirme l'inefficacité des relais politiques officiels. Les partis autorisés, les assemblées-croupions, se sont révélés des coquilles vides ne servant que de masques à la dictature. Le *Hirak* a déconstruit la fiction institutionnelle qui sert de narratif politique au régime, ce qui n'est pas la moindre des contributions à un processus qui vise une refondation démocratique sur une base représentative. Signe très explicite : lors des manifestations des premières semaines, certains dirigeants de partis ont été chassés des cortèges par les protestataires.

Quant aux femmes dans les mobilisations, elles ont été très actives et nombreuses dès les premiers jours. Les rares comptes rendus de la presse occidentale, qui minimisaient leur participation, ne correspondaient pas à la réalité. Des reportages sur le terrain ont ensuite rectifié le tir, heureusement, reflétant une dynamique qui apparaît au grand jour pour la première fois. Dans le même ordre d'idées, ces manifestations sont très clairement transgénérationnelles et concernent quasiment toutes les catégories sociales. Il s'agit bien de l'ouverture d'une nouvelle période dans l'histoire de la société algérienne.

Enfin, ce qui caractérise ce *Hirak* algérien est son caractère foncièrement pacifique. Les Algériennes et les Algériens qui ont subi des épisodes sanglants de terreur dans le passé ont ainsi confirmé leur refus de la violence.

Le régime algérien achète depuis longtemps la paix sociale. Comment y arrive-t-il et peut-il continuer encore longtemps de le faire dans le contexte du *Hirak* et de la pandémie de COVID-19 ?

O.B. : Nous parlons d'une dictature organisée autour du contrôle de la rente issue de l'exploitation des hydrocarbures, de sa captation et de sa répartition régaliennne. Pour se perpétuer au pouvoir, elle instrumentalise une base clientéliste, formée d'élites stipendiées qui servent de vitrine civile au régime militaire. Le régime s'appuie sur un socle social fragile dont la loyauté est achetée par des prébendes et des passe-droits. L'État est la première victime de ce mode de gestion : rien ne fonctionne vraiment, le système de santé, notamment, est délabré dans une économie à bout de souffle, ce qui a de lourdes conséquences sociales.

Cette situation est d'autant plus mal vécue que le pays a généré, entre 2003 et 2019, plus de 900 milliards de dollars US de revenus grâce au pétrole. Très largement gaspillé, cet argent aurait pu servir à mettre en place les fondations d'un système économique viable, créateur de richesses et générateur d'emplois. Mais l'Algérie reste enfermée dans une logique préoccupante. Une fois les réserves de change épuisées, dans un an ou 18 mois tout au plus, selon les estimations des économistes sur place, le pays sera dans l'incapacité de faire face aux besoins d'une économie qui importe l'essentiel de ce qu'elle consomme. D'ores et déjà, la désorganisation de l'appareil administratif, combinée à la médiocrité des personnels politiques de direction, empêchent de faire face de manière cohérente et avec un minimum d'efficacité aux premiers effets de la pandémie de COVID-19.

De ce point de vue, la réponse de l'exécutif est très en deçà de la gravité de la situation. Les déclarations lénifiantes du chef de l'État désigné ne rassurent personne : le peuple algérien est laissé à lui-même face à une menace immi-



Manifestation à Alger, le 1^{er} novembre 2019. Photo: PC/Mohamed Messara

nente. Devant l'incurie du régime, la population s'organise à la base. En témoignent les innombrables initiatives de solidarité citoyenne, la mobilisation de la jeunesse et les actions concrètes de désinfection des artères, de fabrication de moyens de protection, de réhabilitation de structures de santé laissées à l'abandon, de distribution de vivres aux plus fragiles, etc. C'est là, incontestablement, la traduction concrète de l'esprit du *Hirak*. Encore une fois, les Algériennes et les Algériens se prennent en charge courageusement, sans attendre l'assistance d'un État défaillant. Il faut espérer que cette mobilisation et la seule décision des autorités effectivement mise en œuvre, celle de recourir d'emblée à l'unique traitement thérapeutique disponible à mon avis (la chloroquine), permettra de continuer à contenir la pandémie. La situation générale est loin d'être en voie de s'améliorer. D'autant qu'il est clair que le régime ne s'oriente pas vers une ouverture politique, bien au contraire. Il est donc plus que probable que la protestation populaire s'exprime à nouveau dès que le confinement ne sera plus nécessaire.

Vous dites dans vos écrits que le régime algérien se caractérise par la gestion de l'opacité. Comment cela se traduit-il sur le plan économique ?

O.B. : Les conditions de la démission-révocation du président Bouteflika aux premiers jours des manifestations, en avril 2019, ainsi que les purges successives à la tête de l'armée et de la police politique ont confirmé, si besoin était, que la réalité du pouvoir n'est pas dans les institutions. Depuis l'indépendance du pays en 1962, l'Algérie est dirigée *de facto* par un groupe d'officiers au sommet de l'appareil militaro-sécuritaire. Ce groupe restreint – les « décideurs », comme les nommait le défunt président Mohamed Boudiaf, qui sont essentiellement des officiers généraux de l'État-major et des chefs des services de renseignement et de sécurité militaire – se constitue par cooptation et se renouvelle au fil

de ses crises internes. Il représente le centre névralgique du pouvoir; c'est lui qui désigne le chef de l'État et les principaux responsables civils du pays.

Grâce à des relais au sein du gouvernement et des grands services de l'État (douanes, banques publiques, services fiscaux), ces personnes contrôlent les flux commerciaux du pays, les revenus d'exportation, les importations (produits alimentaires de grande consommation, produits pharmaceutiques, etc.) et les grands marchés publics (travaux d'infrastructures, routes, barrages, etc.). N'apparaissant qu'exceptionnellement en public, elles ne rendent de comptes à personne. Ces réseaux informels ont ainsi permis l'émergence d'affairistes riches, des oligarques qui se sont transformés en groupes d'intérêts. Dans les périodes d'aisance pétrolière, ces groupes cohabitent sans grand mal, mais lorsque la situation financière du pays se détériore, leurs intérêts entrent en collision et les conflits de pouvoir éclatent au grand jour.

La chute de la maison Bouteflika a entraîné celle de nombreux hiérarques militaires jusque-là intouchables, de premiers ministres jusqu'alors inamovibles, en plus de ministres et de puissants hommes d'affaires. Ces derniers ont été arrêtés, jugés et condamnés à de lourdes peines de prison pour corruption. D'autres ont fui à l'étranger. Le peuple n'est pas dupe cependant. Il sait que ces purges n'ont rien d'une opération « mains propres » et qu'il s'agit simplement de règlements de comptes entre groupes d'intérêts concurrents.

Votre livre aborde la dimension généralisée de la mobilisation. En quoi celle-ci est-elle le signe d'une transformation profonde de la société algérienne ?

O.B. : Le mouvement populaire regroupe toutes les générations et pratiquement toutes les catégories sociales d'une société en mutation profonde. Environ 70% des 44 millions d'Algériennes et d'Algériens sont aujourd'hui des



urbains, ce qui représente une transformation sociologique fondamentale. Même si le poids des traditions est encore perceptible, les rapports entre hommes et femmes changent en raison, notamment, de l'éducation générale mise en œuvre depuis l'indépendance. La majorité des personnes qui fréquentent les établissements d'enseignement supérieur sont des femmes. Les relations intergénérationnelles ont également beaucoup évolué. Ainsi, au fil des semaines, les manifestations étudiantes du mardi ont été rejointes par des personnes retraitées ou travaillant dans divers domaines. C'est une des illustrations du caractère pluriel, diversifié et généralisé du mouvement.

Le *Hirak* est l'expression d'une société en mouvement qui aspire à vivre dans des conditions décentes et dans le respect de la dignité de chacun et chacune. La société mute, sa jeunesse est moderne, en phase avec le monde et ses transformations ; elle lutte pour apparaître au grand jour, faire tomber les bâillons et dynamiser le débat politique nécessaire à une société vivante. En comparaison, le pouvoir militaro-policier semble bloqué dans une temporalité différente, dans des formes archaïques et une culture d'une autre époque.

La dictature a dépassé ses délais de péremption, les hommes à la tête de l'État-major sont pour la plupart des septuagénaires en complet déphasage avec des générations autrement mieux formées et informées. La question est de savoir non pas *si* mais *quand* et dans quelles conditions ces hommes céderont le pouvoir au peuple. Les manifestants du *Hirak* ont clamé et réitéré leur pacifisme et leur refus de la violence. Cette volonté d'inscrire la lutte politique dans la paix et le droit est la preuve d'une grande maturité. Le passage d'un désordre autoritaire à un ordre démocratique sans troubles ni dommages à l'ordre public est donc parfaitement possible.

À propos de la répression du mouvement, vous soutenez que sa généralisation est difficile pour le pouvoir algérien. Pourquoi? Et qu'arrive-t-il aux nombreuses personnes détenues et emprisonnées?

O.B.: Le pouvoir a été paralysé par le caractère pacifique du *Hirak*. Cette posture unanime, explicitement assumée, a pris de court une organisation habituée à user de la violence face à des émeutiers, d'autant que le soulèvement populaire se déroulait sur l'ensemble du territoire. En outre, au moment du déclenchement du *Hirak*, le régime était en crise interne en raison du cinquième mandat contesté d'Abdelaziz Bouteflika. Une répression de la population aurait provoqué une implosion violente du régime et probablement sa fin. C'est pour ces deux raisons que les groupes d'intérêt qui constituent le régime ont choisi l'option de la répression ciblée. Ils se sont attaqués à ceux qu'ils considéraient comme les meneurs, une erreur d'appréciation qui montre leur désarroi face aux nouvelles dynamiques politiques, car le mouvement n'a pas de leaders. Il y a certes des figures populaires, mais aucun chef ne décide seul ou en comité de son orientation.

En fin de compte, ces arrestations n'ont fait qu'augmenter la détermination du *Hirak* qui a su occuper un autre terrain de lutte, celui des tribunaux. Ces derniers ont été transformés en théâtre d'une mobilisation d'avocats et de militants pour les droits humains exigeant la libération de prisonniers d'opinion. Ces mobilisations débouchent parfois sur de nouvelles arrestations. Les chefs d'inculpation, à l'évidence sans le moindre fondement, sont l'« atteinte à l'unité nationale », l'« affaiblissement du moral des troupes » ou le « port du drapeau amazigh ». Ces personnes deviennent les otages d'une justice totalement inféodée à la police politique, d'une magistrature qui, pour l'essentiel, est *de facto* aux ordres des « décideurs » effectifs.

Il faut néanmoins observer une évolution dangereuse. Ces derniers mois, le régime semble renouer avec les méthodes de la décennie noire des années 1990. De nombreux activistes sont arrêtés la nuit, chez eux, ou enlevés dans la rue. Ces personnes réapparaissent quelques jours plus tard au tribunal avec des marques de torture. Profitant de la pandémie, le régime retourne à ses façons de faire traditionnelles. La différence avec cette sinistre décennie est que ces arrestations arbitraires sont portées à la connaissance de l'opinion publique et dénoncées immédiatement grâce aux médias sociaux.

La répression, l'impunité et la corruption seraient selon vous le ciment du régime. Pourquoi?

O.B.: J'ai occupé diverses positions de responsabilité au sein du système financier algérien qui peuvent être considérées comme autant de points d'observation pour évaluer le fonctionnement d'une organisation militaro-affairiste qui a largement eu le temps de s'installer dans les institutions et les appareils administratifs du pays. Les chefs de réseaux réunis au sommet de l'armée et des services de sécurité fonctionnent sur le modèle d'une véritable « *cuppola* » mafieuse. Cette « coupole » gère les tableaux d'avancement militaire et les carrières dans la fonction publique en s'assurant que ceux qui bénéficient de promotions soient impliqués dans la répression et la corruption. C'est cette double implication qui crée le pacte de solidarité nécessaire au régime. C'est la garantie la plus sûre de cohésion et d'obédience à la hiérarchie. Cette approche cynique, appliquée depuis des décennies, explique à la fois la médiocrité croissante du personnel et le faible nombre de défections. Dans des périodes où le pouvoir se réorganise, le sacrifice expiatoire de quelques boucs émissaires en fin de parcours ne signifie rien de plus qu'un recentrage du pouvoir. L'impunité, institutionnalisée durant le règne du président Bouteflika, notamment concernant les violences des années 1990, est assurée par l'absence de l'État de droit dans son acception commune. Ce désordre structurel qui installe et banalise l'arbitraire est le principal obstacle au développement du pays et à sa stabilité. La fin, dans les meilleurs délais, de ce pouvoir qui hypothèque l'avenir de l'Algérie et l'instauration d'un régime démocratique, sont une nécessité vitale. ☺

Entrevue réalisée par Mouloud Idir



LE CONSEIL CENTRAL DE MONTRÉAL : 100 ANS DE SOLIDARITÉS

Le 100^e anniversaire du Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN est l'occasion de retracer ses origines catholiques. Son rôle dans la solidarité internationale et sa combativité contre le néolibéralisme, entre autres, en font toujours un acteur incontournable du syndicalisme québécois.

Thomas Collombat et Sophie Potvin

Les auteurs, respectivement professeur agrégé de science politique et candidate à la maîtrise en sciences sociales du développement à l'Université du Québec en Outaouais, ont collaboré au livre *Cent ans de luttes* qui paraîtra à l'automne 2020 chez M Éditeur

C'est le 20 février 1920 que naît le Conseil central des syndicats catholiques nationaux de Montréal (CCSNM), ancêtre direct du Conseil central du Montréal métropolitain de la Confédération des syndicats nationaux (CCMM-CSN)¹ qui célèbre son 100^e anniversaire cette année. Sa création précède donc celle de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), qui verra le jour en 1921 et qui deviendra la CSN au moment de sa déconfessionnalisation, en 1960. Aux côtés des conseils centraux de Granby, Québec et Hull, le CCSNM sera l'une des premières incarnations durables du syndicalisme catholique au Québec, une spécificité qui aura des retombées considérables sur le mouvement ouvrier québécois et qui le distinguera, à long terme, dans le paysage syndical de l'Amérique du Nord.

Le syndicalisme catholique puise ses racines dans l'encyclique *Rerum novarum*, produite par le pape Léon XIII en 1891, dont les principes seront réaffirmés 40 ans plus tard par Pie XI avec l'encyclique *Quadragesimo anno*. Ce document marque un point tournant dans le rapport de l'Église au mouvement ouvrier puisqu'il rompt avec l'interdiction faite jusqu'alors aux travailleuses et travailleurs catholiques de se joindre à une organisation syndicale, en reconnaissant le droit d'association comme droit naturel inaliénable. Ce changement vient toutefois avec une forte recommandation : que les catholiques s'organisent collectivement au sein de leurs propres structures syndicales de nature confessionnelle. Il faudra attendre la fin de la Première Guerre mondiale pour que cette impulsion se manifeste dans des organisations durables et d'ampleur nationale.

Vers un syndicalisme plus combatif

On associait généralement les syndicats catholiques à une approche très modérée des relations de travail et de l'intervention politique. Mus par l'idée de « concorde sociale » selon laquelle patrons et salariés catholiques étaient en mesure de trouver des compromis permettant une humanisation du capitalisme, chacun d'entre eux relevait d'un aumônier



Vivres envoyés aux grévistes lors de la grève de l'amiante à Asbestos en 1949. Photo: Archives CSN

qui, jusqu'en 1943, avait un droit de veto sur les décisions de l'assemblée générale. Il faut toutefois faire attention à ne pas verser dans la caricature et se souvenir que, dès les années 1920, des syndicats catholiques ont fait preuve d'une grande combativité. On pense notamment aux luttes des allumettières de Hull ou aux grèves des policiers et des pompiers de Québec, de même qu'à celles de l'industrie de la chaussure. Le CCSNM ne fait pas exception à la règle et il va rapidement refléter la diversité idéologique et stratégique du syndicalisme catholique, ce qui ne sera pas sans susciter des tensions, notamment lors de débats opposant Alfred Charpentier et Philippe Girard, deux figures-clés du syndicalisme à l'époque.

Fervent catholique, Charpentier s'investit de façon très active dans le développement du Conseil et de la CTCC. On l'associe souvent à une conception plutôt modérée de l'action syndicale, alignée sur les instructions du clergé et réticente à l'opposition frontale avec les employeurs. Girard, quant à lui, est issu du syndicat du tramway de Montréal et se définit à la fois comme catholique et comme socialiste. Il défend une ligne souvent plus radicale que celle de la CTCC.

La lutte contre le du-
plessisme, en particulier à
partir de la fin des années
1940, permit ensuite d'es-
tomper bien des divisions
non seulement au sein des
organisations syndicales,
mais aussi entre elles. C'est
à cette même époque que
les grèves prennent un tour-
nant politique dépassant
les strictes revendications



Manifestation du 1^{er} mai 1975. Photo: Archives CSN

industrielles et donnent souvent lieu à des manifestations de solidarité intersyndicale. L'élection des libéraux en 1960 inaugure la « Révolution tranquille » qui, contrairement à ce que son nom laisse penser, est marquée par de nombreux conflits, notamment dans les secteurs public et parapublic, afin de mettre sous pression le gouvernement de Jean Lesage pour qu'il adopte des lois en faveur du mouvement ouvrier. C'est aussi en 1960 que la CTCC décide de se déconfessionnaliser – en se délestant de toute référence explicite aux encycliques de 1891 et de 1931 – pour devenir la CSN. En 1963, les fonctions de négociation de conventions collectives et d'encadrement des conflits de travail sont confiées aux fédérations de la CSN, qui regroupent des syndicats sur une base sectorielle ou professionnelle. Les conseils centraux se concentrent davantage sur la mobilisation et sur des enjeux sociopolitiques, créant des solidarités entre les syndicats et avec la collectivité dans leur région respective.

La fin des années 1960 et les années 1970 sont considérées comme une phase de « radicalisation » pour l'ensemble du mouvement syndical québécois, ce que le Conseil central de Montréal symbolisa avec force. En 1968, Marcel Pepin, président de la CSN, présente le rapport intitulé « Le Deuxième front », qui souligne l'importance de ne pas se limiter à la négociation et invite les syndicats à agir en faveur de la justice sociale, de la solidarité ouvrière et de meilleures conditions de vie pour l'ensemble de la population². Le CCSNM s'en fait le porte-étendard. Le personnage emblématique de cette époque est bien entendu Michel Chartrand. Sous sa présidence, de 1968 à 1978, le CCSNM s'engagera fermement dans plusieurs sphères de l'action politique et défendra une vision résolument anticapitaliste appuyée sur une volonté d'unité et d'autonomie de la classe ouvrière.

La défense des accidentés du travail deviendra ainsi une fonction importante du Conseil. La politique municipale sera aussi un axe d'action central et conduira à la création du Front d'action politique des salariés de Montréal (FRAP). De façon plus large, on privilégie les initiatives unitaires, cherchant à rompre avec la concurrence souvent forte entre centrales syndicales. Le Comité régional intersyndical de Montréal (CRIM) voit ainsi le jour en 1972 et est à l'origine de la célébration unitaire du 1^{er} mai au Québec.

Ouverture à l'international et à l'immigration

À cette époque, le CCSNM entame également des activités soutenues de solidarité internationale, notamment en appuyant plusieurs peuples dans leur lutte contre l'impérialisme

étasunien. Divers comités verront le jour, tels le Comité de solidarité Québec-Vietnam et le Comité Québec-Palestine, en 1970, puis le Comité de solidarité Québec-Chili, en 1973, chargé d'organiser le soutien aux forces de résistance chiliennes face à la dictature de Pinochet et

la mobilisation du public québécois pour faire pression sur le gouvernement fédéral.

Du 12 au 15 juin 1975, le CCSNM réunit plus de 500 travailleurs de partout dans le monde pour une conférence internationale de solidarité ouvrière, véritable acte de naissance du Centre international de solidarité ouvrière (CISO), qui fédère encore aujourd'hui la majorité des organisations syndicales québécoises.

Le début des années 1980 marque celui de « l'ère néolibérale ». Le Conseil central s'engage alors tant dans les luttes des employés de la fonction publique confrontés à de vastes coupes budgétaires que dans celles pour la préservation de l'emploi dans le secteur privé. Basé à Montréal, il est particulièrement sensible à la diversité ethnique et culturelle de ses effectifs et de cette population qui vit des réalités parfois négligées. Dès 1982, il organise un colloque sur le thème « Immigration et unité ouvrière ». En 1985, une étude sur « la composition ethnique » de ses syndicats et un document de travail sur les lois sociales et les immigrants sont produits. Ces initiatives posent les jalons du travail constant fait depuis par le Conseil en la matière et des alliances qu'il a établies, notamment avec le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants. C'est ce qui expliquera également sa prise de position à l'encontre du projet de loi 21 sur la laïcité de l'État, en 2019, qu'il considère comme discriminatoire à l'égard des personnes issues de la diversité culturelle et de l'immigration, une position qui sera reprise par la CSN dans son ensemble.

De ses origines dans le catholicisme social jusqu'à ses positions altermondialistes (qui se sont traduites notamment par son engagement dans le Sommet des Peuples de Québec en 2001) et son engagement au sein de plusieurs réseaux, dont la Coalition Main rouge contre la privatisation des services publics et pour une plus grande justice fiscale, le Conseil central de Montréal est depuis un siècle un rouage clé de la CSN et un acteur incontournable du syndicalisme québécois. Son évolution est à l'image de celle du mouvement ouvrier et témoigne de la diversité des formes qu'a pu prendre et que prend encore aujourd'hui l'idée de solidarité. Nul doute que le CCMM continuera d'être un des forums essentiels à ces débats. 🍷

1. Il porte ce nom depuis 1991.

2. Voir Philippe Boudreau, « Mémoire d'un syndicalisme combatif », *Relations*, n° 796, juin 2018.

Les rêves amazoniens de François

Victor Codina*

L'auteur, jésuite, professeur émérite à l'Institut des études théologiques de l'Université catholique de Cochabamba, en Bolivie, vit à Barcelone

Le 12 février 2020, le pape François rendait publique l'exhortation apostolique intitulée *Querida Amazonia* (« Amazonie bien aimée »), faisant suite au synode sur l'Amazonie qui a eu lieu à l'automne 2019. On espérait un texte normatif prenant position au sujet de l'ordination d'hommes mariés et du diaconat féminin, enjeux qui étaient fortement ressortis dans les médias durant le processus synodal. Au lieu de cela, François a surpris en publiant une lettre d'amour passionnée à l'Amazonie.

Le texte formule quatre « rêves » – social, culturel, écologique et ecclésial. Dans les trois premiers, François applique au cas précis de l'Amazonie les grandes lignes de son encyclique *Laudato si'* « sur la sauvegarde de la maison commune ». Il le fait avec une grande sensibilité, admirant la beauté de la création que l'Amazonie révèle par ses rivières, sa flore et sa faune exceptionnelles. Rien d'étonnant donc – mais fait inusité dans un document papal – d'y trouver de nombreux poèmes chantant le lien entre la beauté et le mystère divin, comme celui de la poète péruvienne Siu Yun, née à Iquitos en Amazonie : « Couchés à l'ombre d'un vieil eucalyptus notre prière de lumière s'immerge dans le chant du feuillage éternel. »

François y exprime également sa profonde gratitude à l'égard des peuples indigènes amazoniens pour la richesse culturelle et la sagesse ancestrale inestimables qu'ils offrent à l'humanité. En nous enseignant à vivre en harmonie entre humains, non-humains, la Terre et Dieu, ils contribuent ainsi à trouver une solution de rechange au monde matérialiste, consumériste et hyper-individualiste occidental, qui creuse les inégalités et détruit la nature.

L'exhortation de François prend un ton prophétique quand elle touche aux graves menaces que font peser sur l'Amazonie les grandes entreprises extractives, assoiffées de profits : ces nouveaux colonisateurs qui ravagent en toute impunité la Terre-Mère, vassalisent les populations autochtones ou les expulsent de leurs territoires, les menaçant de mort – lorsqu'ils n'assassinent pas carrément leurs chefs. Riche de sa biodiversité, de ses cultures et de ses cosmovisions, l'Amazonie ne peut être l'objet de la convoitise de quelques-uns ; elle doit devenir pour tous un lieu de fraternité et de dialogue.

Alors que les trois premiers rêves de François ont une portée universelle, s'adressant à l'humanité entière, le quatrième s'adresse aux catholiques. C'est dans cette section qu'il aurait pu se prononcer en faveur de l'ordination des hommes mariés et du diaconat des femmes, comme le réclamait fortement le *Document final du synode des évêques pour l'Amazonie* (§ 103 et § III). Mais devant ces sujets conflictuels, il a préféré garder le silence. Un silence qui a été interprété par plusieurs comme le signe de la victoire des groupes conservateurs dans l'Église et la fin du « printemps ecclésial », le pape cherchant de cette façon à éviter un schisme.

C'est une erreur de penser, comme certains l'ont prétendu, les uns pour le dénigrer, les autres pour l'approuver, que François a agi ainsi parce qu'il rejette ces propositions. Sa forte insistance sur l'importance d'un laïcat autochtone adéquatement formé et engagé dans une pluralité de ministères, notamment un diaconat permanent, afin de fortifier les communautés, en témoigne. Il reconnaît aussi l'importance du rôle missionnaire des femmes et d'une présence chrétienne inculturée et en dialogue avec les spiritualités amazoniennes. Alors pourquoi ce silence sur des questions ecclésiales aussi brûlantes pour l'Amazonie ?

Sur cet aspect, *Querida Amazonia* doit être lue à la lumière d'une autre exhortation, *La joie de l'Évangile* (2013), dans laquelle François affirmait qu'en situation de conflit il faut pouvoir surmonter ce dernier en se plaçant « à un niveau supérieur où chacune des parties, sans cesser d'être fidèle à elle-même, est intégrée avec l'autre dans une nouvelle réalité », comme ce fut le cas dès l'époque gréco-romaine. Ainsi peut-il affirmer, dans cette nouvelle exhortation, que « l'Amazonie nous met au défi de surmonter des perspectives limitées, [...] pour chercher des voies plus larges et audacieuses d'inculturation ».

François refuse d'imposer d'en haut – et de tomber ainsi dans une autre forme de cléricisme – une solution à un problème qui exige un dialogue pastoral et un discernement importants. Ce qu'il désire, c'est une Église avec une profonde vie communautaire et un leadership laïque fort et bien réseauté ; une Église qui se construit à partir de la base, les réformes venant du haut de la pyramide ayant échoué. Sans eucharistie, le sacrement qui est au cœur de la vie ecclésiale, il n'y a pas d'Église, dit-on communément ; mais sans vie communautaire, il n'y a pas non plus d'eucharistie authentique. Si l'eucharistie fait l'Église, c'est la communauté ecclésiale qui fait l'eucharistie.

La note 120 de *Querida Amazonia* peut servir de clé de lecture du chemin qui s'annonce : « Dans le Synode a germé la proposition d'élaborer un "rite amazonien". » Dans l'Église catholique, il y a en effet 23 rites différents qui permettent l'inculturation à la fois de la liturgie, mais aussi des structures ecclésiales : des rites orientaux, par exemple, reconnaissent l'ordination d'hommes mariés. François ne ferme pas la porte mais ouvre plutôt des chemins au discernement pastoral d'églises locales amazoniennes selon une vision d'Église non pyramidale et à visage indigène.

Ce n'est probablement pas un hasard si la date de publication de *Querida Amazonia* a coïncidé avec les 15 ans de l'assassinat de la religieuse missionnaire Dorothy Stang, dans la région amazonienne du Xingú, au Brésil, le 12 février 2005. Une manière pour François de rendre hommage à cette femme laïque abattue par des tueurs à gages parce qu'elle luttait aux côtés des indigènes contre des entreprises destructrices envahissant leur territoire. Façon aussi d'inscrire ses propres rêves pour l'Amazonie dans la dure réalité de vies données par amour. 🍷

* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet.

6. *In fine*

Texte: **Violaine Forest**

Photo: **Benoit Aquin**

Cousu, décousu, le cuir, la pierre à tailler le vent, c'est tout ce qui arrive, jusqu'ici ; elle n'avait pas compris.

Un chien tourne autour du puits, s'enroule en sens contraire. Elle ne comprend pas qu'il soit si maigre, qu'il ressemble au cordonnier du village, ce chien barbu aux flancs creux. Il hésite, revient sur ses pas, recommence.

Un craquement chante quand elle se déplace légèrement vers la droite ; elle ne se berce pas, elle n'ose pas ; elle perce l'étoffe avec une aiguille cassée, doit trouver le bon endroit pour que ça passe, pour que cela n'arrive pas déchiré au bout de la nuit.

Sa tasse est pleine, elle boit cette eau métallique, ersatz de thé précieux, les parfums d'humus et de feuilles éclatent sur sa langue.

Une porte vient de s'élever au-dessus de la grange ; ce qui étonne n'est ni la porte arrachée, ni la grange qui vibre de mille chevaux prêts à traverser la plaine, non ; c'est qu'elle reste suspendue là, entre deux continents, deux forces contraires, ne pouvant s'échapper.

La pluie s'est mise de la partie en rangs serrés, elle martèle le sol, devenu boue. Si au moins il y avait du grain dans les champs, une terre à nourrir ; mais ce n'est que poussière qui s'abreuve, c'est aux morts qu'on donne à boire. Bouches ouvertes.

Ils sont alignés là, même désolation d'un village à l'autre, hommes et enfants mélangés, au-delà des frontières. Puis, ce sont les militaires, face contre sol, un orifice dans le crâne pour laisser passer les esprits. C'est de cette étrange posture qu'ils nous observent. Le soir, on les voit assis à côté de l'âtre se tapant sur les cuisses, riant d'une bonne blague, ou suppliant de voir leurs enfants dans leur lit. Mais nous avons beau leur dire que leurs enfants aussi sont partis, ils ne peuvent y croire et restent à genoux.

Les chiens les évitent en passant, craignant un coup de pied, mais de bottes, ils n'ont plus, ils les ont mangées ; certains portent encore leurs vêtements d'automne alors que nous les cherchions au printemps, allez comprendre. De tous les hommes que nous connaissions, dix sont revenus, leurs yeux pourpres, creusés, des plis énormes traversant leur visage, leurs mains calleuses d'avoir trop creusé. On dirait des vieillards ayant perdu la vue. Ils se cachent en plein jour, ne reconnaissent plus leurs voisins. Ils ne sauraient dire, se trompent de porte, s'installent bien comme ils veulent. Que peut-on y faire ? Le puits, lui non plus, n'a que faire désormais de cette eau qui arrive trop tard.

Ce qui rampe maintenant, ce n'est pas le bétail, ce sont des hommes, trop fatigués pour se rendre au puits, des femmes exténuées d'apporter des cailloux pour que leurs enfants ne les voient pas rentrer les mains vides. Certaines portent des pierres au lieu de leurs petits, pour continuer à marcher, pour continuer à vivre ; nous les aidons. La pluie est un outrage venu du ciel pour qui a tant eu soif ; que faire de ces eaux ?

Nous laverons les os, les outils et les draps. Nous ferons un mausolée de ce qui tient debout, nous y mettrons le feu quand cela cessera, car il faudra bien que ça cesse un jour. Nous sommes douze ou treize, nous étions quatre-vingts.

La plus jeune a huit ans ; ses yeux encore fermés, elle appelle son frère ; ses parents sont partis les premiers, la nuit était si froide qu'elle s'était emmurée dans le lit de son frère, le chat à ses pieds n'a pas bougé ; elle s'était tant enroulée dans la couverture multicolore que ni ses cheveux roux, ni sa chemise n'étaient visibles. Les baïonnettes passées à deux doigts de ses nattes, elle était restée figée dans l'autre monde, sa couette enroulée autour de son pouce.

Le premier soldat qui l'a trouvée lui a donné du lait, le second du schnaps, le troisième un bout de pain et un oignon. Elle a arrêté de compter. Les paupières closes, elle se berce légèrement, on dirait qu'elle chante mais c'est un gémissement qui dans sa bouche paraît venu du ciel. Chaque jour nous allons au chemin et guettons pour elle les petits éclopés qui rentrent, mais ils ne rentrent pas. Nous avons vu les carrioles pleines, les monceaux de corps. Les poupées, les chemises de nuit, brodées par nos grand-mères, dépassaient des valises des soldats. Mais chaque jour nous allons au chemin, nous y mettons du temps.

Aujourd'hui nous allons y retourner, pour voir ! Elle garde les yeux fermés, comme un signal, se tourne vers le mur. Elle n'a jamais reparlé, mais dit des choses, je veux dire que ces sons, nous les comprenons ! Ils déchirent nos ventres, nous chavirent l'âme. Nous voudrions mourir ; mais nous devons rester, nous sommes douze, nous étions quatre-vingts. Demain, si la pluie cesse, nous allumerons un grand brasier et nous raconterons quelque chose sur le feu à ceux qui reviendront !

Les hommes n'approchent plus, la honte est si grande qu'ils seront pendus avant le printemps. Nous ne le disons pas, détournons nos regards, chaque fois que cela est possible, certains parlent de médailles. On les entend fouiller, remuer mer et monde pour trouver des trésors. Ils ont tant creusé qu'ils ne peuvent plus arrêter, on dirait des taupes avec des lunettes cassées ; jour et nuit, on les entend gratter. Le son se répand dans les entre-toits, comme si des rats maintenant occupaient nos demeures.

Nous préférons dormir seules dans la dernière grange, nous avons dressé un autel et nous brûlons des cierges que nous fabriquons à la mémoire de nos pères et de nos mères, à la mémoire de nos enfants, à la mémoire de nos maris. Nous n'avons plus peur du feu.

Nous construisons des brouettes pour transporter ce qui reste dans la baie, nous atteindrons les côtes, rien ne nous résistera, nos cœurs sont des pierres glissantes traversant les marais, nous les enfouissons en nos ventres, les dissimulons en marchant, l'une contre l'autre en rangs serrés, on nous croirait des milliers, nous sommes douze, désormais, nous étions quatre-vingts. 🌀



Plumaison, série La chasse, 2002



radio vm

AU COEUR DE L'ESSENTIEL

91,3 FM

MONTRÉAL

100,3 FM

SHERBROOKE

89,9 FM

TROIS-RIVIÈRES

89,3 FM

VICTORIAVILLE

104,1 FM

RIMOUSKI

RADIOVM.COM



Bernard Senécal

À la recherche du temps perdu

L'auteur, jésuite, est maître de Dharma dans la branche coréenne de l'école Zen (Rinzai)

Bientôt deux mois de confinement en ces montagnes de Corée du Sud, pays cité en exemple pour son succès dans la lutte contre la COVID-19. Plus de revenu, hormis une minuscule pension et de mini-aides gouvernementales. Mes engagements en Amérique, en Europe et en Asie ont été annulés jusqu'en août, y compris les eucharisties à l'Université jésuite de Séoul. Après de multiples reports de dates, le ministère de l'Éducation a enfin autorisé les écoles à rouvrir leurs portes, le 20 mai dernier, même si l'épidémie apparemment disparue refait surface, par exemple dans des clubs gays d'un quartier chaud de Séoul fréquenté, entre autres, par des GI stationnés au pays du Matin calme.

Nos bénévoles ne pouvant se déplacer normalement, le lancement de la saison agricole aura été particulièrement exigeant ces dernières semaines. En l'absence de cette main-d'œuvre, la tâche à accomplir se trouve décuplée. Au coucher du soleil, je suis écrasé de fatigue et j'ai mal partout. Il ne faut pas se faire d'illusion : travailler la terre, *a fortiori* en agriculture biologique, est très dur. Et pourtant, l'idée de laisser tomber ne m'effleure pas. Au contraire, j'ai envie d'aller jusqu'au bout. Parce que c'est un humus à partir duquel la pensée peut se réformer et apprendre humblement l'invention d'un autre monde.

Prendre véritablement son temps est un luxe que même les plus puissants peinent à s'offrir.

Le rapport de notre communauté aux chevreuils et ratsonneurs peut l'illustrer. Ces mammifères viennent manger nos récoltes de maïs, d'arachides, de choux, de patates douces, de pommes de terre, de laitues, etc. Il faut bien que tout le monde mange, n'est-ce pas ? Mais force est de reconnaître que la voracité de ces visiteurs nocturnes ne nous laisse pas grand-chose. Que faire, dans une communauté qui entend produire 90 % de sa consommation annuelle en légumes et en oléagineux ? Si nous employions des pesticides rebutants par leur odeur et leur goût, ces bêtes iraient certainement se nourrir ailleurs. Mais notre détermination à ne jamais nous en servir demeure inébranlable. Nous installons donc autour de nos champs des clôtures comparables à des filets tendus entre des tuteurs. Et ce printemps, Alosius, le paysan coréen qui dirige nos travaux des champs, a décrété, d'un ton vibrant d'autorité toute confucéenne, que « les filets ayant servi l'année dernière pouvaient resservir cette année ».

En conséquence, nous avons passé des journées entières à réinstaller ces clôtures, bien qu'elles soient non seulement trouées mais largement déchirées, tant par le poids des plantes grimpances que par les morsures des bêtes sauvages. Pour les rapiécer, nous avons utilisé des centaines

de courts fils métalliques, entourés tantôt de papier argenté ou doré, tantôt de plastique de différentes couleurs, de ceux qui servent, entre autres, à fermer les sacs de vinyle. J'avais demandé à des amis de ne pas les jeter et de les rassembler afin de nous les donner. Quel temps perdu... pourrait-on penser. J'entends encore ma mère casser les oreilles de sa marmaille dissipée en disant que « le temps perdu ne se retrouve jamais ». D'autant plus que dans les *containers* qui nous servent de hangar, il y a en stock deux clôtures entièrement neuves, chacune de cent mètres de long. N'aurait-il pas été plus *simple*, et surtout plus *réaliste*, de les installer après avoir jeté les anciennes ?

Eh bien non ! Contrairement à ce que d'aucuns auraient pu anticiper, nous avons éprouvé une indicible joie à réhabiliter ces filets, en prenant tout le temps requis pour accomplir notre tâche méticuleusement, sans nous presser. Autrement dit, sans être obsédés par le souci d'aller vite, d'être efficaces et, surtout, par la rentabilité. Grâce au bon entêtement d'un montagnard coréen, aussi soucieux d'économie que d'écologie, nous avons fait – une fois encore – l'expérience d'un tout autre type de rapport au temps, tel que chaque moment s'est transformé en un instant de contemplation gratuite.

J'ai sillonné le monde et vécu sur trois continents, mais suis-je allé au fond de moi-même et du mystère de la vie et de la mort ? Force est de reconnaître que, souvent, j'ai été lancé dans une babélique fuite en avant. Pourquoi être allé si loin alors que mille fleurs et insectes aux noms inconnus habitent les montagnes qui m'entourent ? Au dernier chapitre du *Traité de la Voie et de la Vertu*, Laozi dit du sage taoïste : « Bien qu'à l'aube, sa vie durant, il entende le coq chanter dans le village voisin, il ne songe jamais pour autant à s'y rendre. »

Dans *Le roi se meurt*, Ionesco met en scène un souverain mourant qui, sur un ton lancinant, répète à l'infini : « Je n'ai pas eu le temps. Je n'ai pas eu le temps. » Prendre véritablement son temps est un luxe que même les plus puissants peinent à s'offrir. Notre époque étant asservie à une consommation devenue fin en soi, le temps ne peut que faire constamment défaut. Ce n'est qu'au prix d'une remise de la mortalité au cœur de nos vies que peuvent s'opérer tant la prise de conscience de l'immensité du temps perdu que l'apprentissage d'un juste rapport à la durée.

À la veille de sa mort, Napoléon cherchait à comprendre pourquoi l'histoire se souvenait toujours d'un certain Jésus de Nazareth, dont les trois années de vie publique n'avaient rien légué à l'humanité : ni bâtiment, ni conquête, ni œuvre littéraire. La réponse réside vraisemblablement dans une qualité d'être, au-delà du faire et du paraître, tout à fait digne de l'esprit d'Abraham se mettant en marche vers la Terre promise. ☺

La retraite

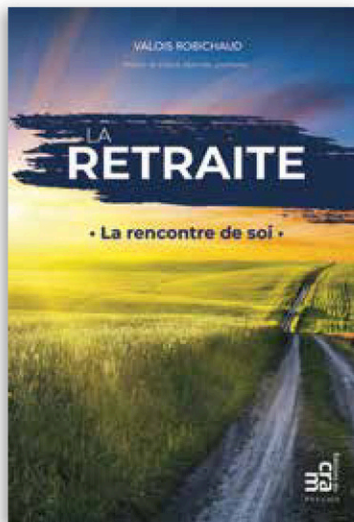
La rencontre de soi

VALOIS ROBICHAUD

Montréal, Éditions du Cram, 2019, 289 p.

Gérontologue et spécialiste de la relation d'aide, Valois Robichaud collabore avec l'Université de Moncton et l'Université du troisième âge. Sa thèse de fond, développée à partir de son expérience vécue, consiste à dire que l'on n'est jamais à la retraite. Même si le travail au sens strict du terme ou encore la vie professionnelle a pris fin, la personne est appelée à continuer à progresser et à se découvrir elle-même, toujours davantage.

Ce livre est un curieux mélange : à la fois récit personnel autodiégétique ; essai sur la retraite et sur la psychologie du vieillissement et sélection d'articles de journaux, de revues et de sites Web. On y trouve des références attendues telles qu'Erikson, Foucauld, Fromm, Jung, Rogers, Levinas, Monbourquette et Corneau (mais étonnamment pas Buber ni Maslow, simplement évoqués) et d'autres qui surprennent un peu : Jacques Leclercq, Georges Lapassade (que l'on a bien connu ici lors de la Révolution tranquille), André Rochais, Jeannine Guindon. L'auteur émaille son récit de très nombreuses citations de personnes rencontrées au cours de sa vie : élèves, collègues, amis, collaborateurs. À cela s'ajoutent ce qui m'a semblé être des notes de cours, des



exercices et des questionnaires. J'ai pensé à Jacques Grand'Maison qui affectionnait ce va-et-vient constant entre la théorie et la vie concrète. C'est parfois déroutant au plan de la logique, mais stimulant au plan de l'ancrage dans les expériences vécues.

Sur l'ensemble, deux chapitres ont retenu davantage mon attention : celui sur la rencontre de soi qui est, au fond, l'œuvre de la retraite (et le propos principal du livre) et celui sur la perception du temps. Vieillir, c'est relire le temps, le remâcher, l'actualiser, naviguer entre le temps extérieur à soi et le temps intérieur. L'auteur rappelle la différence entre *chronos* et *kairos*, « le temps propice » : « On voit le temps du travail se transformer dans sa nature (conditions, technologie), dans son aménagement (horaires), son rythme, sa durée (retraite anticipée, retraite repoussée et chômage). Le temps libre augmente en durée. Et le temps de formation devient permanent et dure toute la vie. Il y a là un

tout nouveau paradigme pour les temps sociaux, les temps personnels et les âges de la vie » (p. 218-219).

Un troisième chapitre, portant sur la spiritualité, m'a aussi particulièrement interpellé. L'auteur établit une distinction utile entre foi, religion et spiritualité. Respectueux des choix de chacun, il s'inscrit lui-même très clairement au cœur de la foi chrétienne, avouant même avoir pensé à la vie religieuse. Tout au long du livre, la dimension spirituelle émerge, sans prêchi-prêcha, mais avec transparence.

Le vieillissement de la population et la course à la retraite des *baby-boomers* rendent ce livre opportun. Il se révélera aussi particulièrement utile à tout lecteur en quête de cheminement personnel, ainsi qu'au personnel et aux responsables de l'animation de résidences pour retraités.

André Beauchamp

La vie spirituelle et psychologique de Charles de Foucauld

PATRICK MAHONY

Paris, L'Harmattan, 2019, 153 p.

En 2016, le centenaire de la mort de Charles de Foucauld, assassiné au Sahara dans la tourmente de la Première Guerre mondiale, a inspiré de nouvelles recherches sur cet homme paradoxal et

LE PRÉCURSEUR

VOTRE ACTUALITÉ MISSIONNAIRE DEPUIS 1920

PUBLIÉE PAR LES SŒURS MISSIONNAIRES DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION

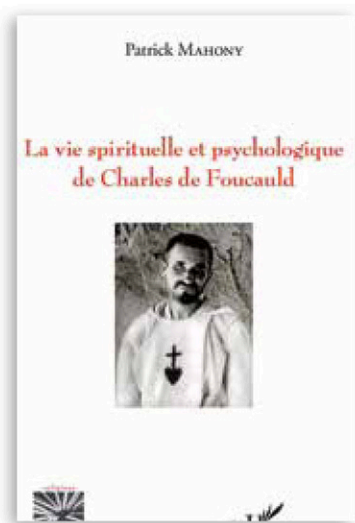
10\$ PAR AN

ABONNEMENT NUMÉRIQUE

www.pressemic.org

son héritage spirituel. L'ouvrage de Patrick Mahony, psychanalyste didacticien à la retraite, s'inscrit dans cette réactualisation.

Le titre du premier chapitre annonce clairement son regard de psychanalyste : « Charles : une vie de deuil grandement réussie ». À six ans, en 1864, il perd successivement et dans des conditions dramatiques sa mère, son père et sa grand-mère. Ce tsunami de calamités, avec ses effets psychiques, va affecter Charles (comme sa sœur, d'ailleurs) tout le reste de sa vie. L'auteur analyse celle-ci selon deux phases de deuil. La première est marquée par le refoulement et la révolte destructrice et suivie, à partir des années 1880, de lentes, variées et aventureuses recherches de reconstruction personnelle, qui l'ont conduit à des explorations en Algérie et au Maroc.



C'est en 1886 que s'amorce la deuxième phase, plus lumineuse, du deuil par une conversion religieuse : « L'ancien orphelin, victime passive des morts familiales, évolue activement comme un frère universel [...]. Plus encore, Charles rebaptise la communion des saints comme une fraternité de saints, une fraternité éternelle » (p. 36). À 28 ans, il est déjà au mitan de sa vie.

C'est cette longue, laborieuse et complexe histoire de libération et de création familiale universelle que développent les chapitres suivants. Mahony, heureusement, n'en reste pas à une vision psychanalytique de pulsions sublimées. Son interprétation d'une vie de deuil pleinement réussie offre une carte à grande échelle, précieuse pour mieux saisir la dialectique socio-psycho-

spirituelle vécue sur différents terrains déroutants, du Proche-Orient au Sahara. Elle permet de comprendre la foi singulière de Charles et les fortes tensions qu'il a vécues – entre solitudes et relations, obéissance et insoumission, douceur et agressivité d'ancien militaire, humilité et orgueil d'aristocrate, patience et impatience en raison d'une hypersensibilité au temps. Elle incarne et humanise un géant spirituel dans l'histoire de vie d'un adulte-enfant qui a découvert Jésus de Nazareth.

L'auteur s'intéresse aussi à Charles de Foucauld en tant que lecteur, mais surtout en tant qu'écrivain. À cet égard, celui-ci est prolifique. La totalité de ses écrits, tant spirituels que linguistiques (sur la langue berbère), « atteindrait aisément l'équivalent de 70 volumes de longueur moyenne » (p. 115). En contradiction avec son désir d'imitation littérale de Jésus qui n'a rien écrit, « son travail d'écriture à la main dépasse de beaucoup le travail physiquement rude qu'il a essayé de pratiquer comme idéal monastique » (p. 114). Et pourtant, il ne se veut pas et n'est pas un auteur proprement dit. Écrire ses méditations, par exemple, est une « expression intense de sa nature foncièrement relationnelle [...], depuis le malheureux écolier qui écrivait des lettres quasiment tous les deux jours, et quelquefois jusqu'à 40 pages à son grand-père [...] jusqu'à la Première Guerre mondiale » (p. 117) en vue de recevoir des lettres de réconfort. Pour ces écrits pas toujours faciles à lire, Mahony est le premier, à ma connaissance, à proposer de judicieuses « stratégies de lecture » (p. 124).

L'exergue mystérieux du poète T.S. Eliot, qui ouvre et conclut ce livre – « Le terme de notre quête sera d'arriver là d'où nous étions partis. Et de savoir le lieu pour la première fois » –, ainsi que les nombreuses références, incitent à penser que l'ouvrage s'enracine dans un lieu/moment de vie de l'auteur bien antérieur à 2016. Cet ancrage personnel sous-jacent inscrit cette analyse psychanalytique dans une dynamique existentielle vive, contribuant à réactualiser de façon transdisciplinaire, mais aussi transgénérationnelle et transconfessionnelle, une vie spirituelle en recherche de nouvelles liaisons.

Gaston Pineau

Éloge du retard

HÉLÈNE L'HEUILLET

Paris, Albin Michel, 2020, 184 p.

Qu'on ne s'y méprenne pas : ce livre au titre provocateur n'est en rien un répertoire d'excuses pour les retardataires ni une banalisation de l'incivilité. Car le retard auquel l'auteure nous propose de réfléchir n'est pas celui du temps dérobé aux autres, mais plutôt celui, inattendu, qui nous donne l'occasion d'être à l'heure avec nous-même, de vivre un décalage temporel dans nos existences surchargées, une bouffée d'air qui nous fait retrouver la valeur de la vie. Le retard comme écart.

En scrutant l'angoisse du retard qui hante notre époque, l'auteure en fait ressortir le côté subversif. Dans un monde obsédé par la performance, où le temps est géré, calculé, mesuré et minuté, où même le temps libre se définit à partir du temps de travail, un petit retard devient un interstice de résistance permettant de retrouver un rapport plus subjectif à la temporalité. Le temps objectif est celui que nous comptons, celui de notre emploi du temps ; le temps subjectif, celui que nous vivons à travers notre sensation du temps. Éprouver le passage du temps en étant en retard, c'est préférer le « bon moment » du *kairos* à la pression du *timing*.

Le capitalisme impose la cadence et prélève notre temps en le transformant en force de travail, mais prendre le risque du retard nous aide à reconquérir notre faculté d'agir au sens où l'entend Hannah Arendt. Alors que l'*activité*, ancrée dans des conditions biologiques, est associée au travail, pour Arendt l'*action* est ce qui vient donner un sens à la vie et donc ce qui la rend proprement humaine et consciente. Et pour agir humainement, il faut du temps, notamment du temps de contemplation. Or, contempler, c'est prendre le temps de s'attarder, comme en témoigne l'expérience du beau chez Kant (*Critique de la faculté de juger*, Flammarion, 2000, p. 201). Dès lors, on peut concevoir la contemplation comme art du retard et même droit au retard : elle est nécessité de s'arrêter, sensation de la durée,



plaisir d'exister. L'Heuillet fait d'ailleurs remarquer que lorsque cette part de contemplation n'est pas au rendez-vous, le *burn-out* se profile souvent à l'horizon.

Dans le même esprit, la philosophe et psychanalyste rappelle que la contemplation est aussi ce qui désamorce la pulsion : « Le temps pulsionnel est sans substance, réduit à la pulsation du "plus" et du "moins". C'est un temps haché dans lequel on ne peut s'installer, dans lequel on ne peut demeurer » (p. 152). Et si, en réaction à ce temps fragmenté, le retard était une disposition nous permettant de véritablement habiter le temps ? Au passage, l'auteure questionne l'expression « On n'a qu'une vie à vivre », trop souvent interprétée de façon consumériste comme course à la jouissance dans une société qui carbure à l'accélération. Les insomniaques trouveront également dans cet essai une réflexion audacieuse sur les liens troubles entre le retard et l'insomnie qui témoignent, chacun à sa façon, d'une perte du temps subjectif. Ainsi, c'est parfois à trois heures du matin que peut se produire la rencontre avec soi-même. Mais dormir profondément, c'est aussi prendre le risque d'être en retard.

Cette période de pandémie qui déboussole notre rapport à la temporalité et en conduit plus d'un à vouloir « tuer le temps » nous rappelle que nous sommes des êtres temporels. Voilà une excellente occasion de réfléchir sur notre façon d'habiter le temps.

Anne-Marie Claret

Se soigner du cancer sans se faire tuer

JEAN BÉDARD

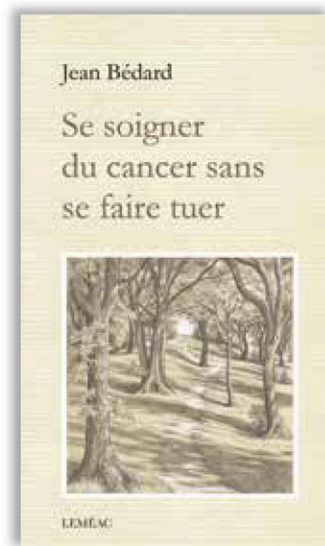
Montréal, Leméac, 132 p.

Jean Bédard, romancier, philosophe, paysan et professeur en travail social, nous livre ici une réflexion parfois très personnelle, même intime, mais surtout passionnante et très profonde sur le sens de la vie. Dans la préface de l'ouvrage, la docteure Nicole Archambault traduit bien la visée de l'auteur. En nous faisant part « avec beaucoup d'intelligence de sa démarche singulière vers la guérison à travers les hauts et les bas de son parcours de personne atteinte d'un cancer agressif [...], il nous offre avec simplicité et cohérence ses réflexions sur le sens existentiel de la santé, de la maladie, du vieillissement et de la mort » (p. 11).

Un cancer colorectal avec métastases au foie a en effet confronté Jean Bédard à un choix difficile. Il a refusé la chimiothérapie que lui recommandait fortement son oncologue, en raison de son efficacité douteuse pour ce type de cancer et à son âge et « parce que le gain ne valait pas les risques » (p. 41) que ce traitement entraîne. Il opta plutôt pour une thérapie nutritionnelle axée sur le renforcement du système immunitaire. Ce choix mûrement réfléchi est très bien expliqué aux lecteurs – le titre du livre y fait d'ailleurs écho. Il se veut en cohérence avec sa quête spirituelle et avec le sens qu'il donne à son existence, qui est « de croître en humanité » quelles que soient les circonstances – et grâce à elles – en humanisant le plus possible ce qui lui arrive d'inhumain. Aussi opte-il pour un traitement qui respecte son approche de la vie, dans laquelle l'intégrité spirituelle et l'intégrité biologique ne font qu'une, cette dernière étant l'appétit du vivant à « s'auto-conserver », à persévérer dans l'être dirait Spinoza, phénomène « que la science ne comprend que très partiellement » (p. 41). Cette expérience éprouvante lui a ainsi permis d'être au plus près de la finalité de la vie, qui l'habite et le porte « qui ne consiste pas à échapper aux moments décisifs de notre existence, mais à les traverser sans

se perdre » (p. 17), en accueillant la mort, comme partie de la vie.

Récit donc, aux accents souvent émouvants, d'un processus de guérison dans lequel l'auteur se projette « par-dessus le mur de la peur » (p. 73), ce petit livre est aussi un trésor de réflexions revigorantes. Entre autres sur la santé comme « une force créatrice qui avance en utilisant des milliers de contraintes pour faire son chemin » (p. 66) ; sur la médecine encore trop tributaire d'une vision mécaniste de la vie ; sur le vieillissement comme épanouissement de l'existence plutôt que sa flétrissure. On y trouve également un beau témoignage d'amour à sa compagne Marie-Hélène.



Jean Bédard n'a de cesse, dans ses romans comme dans ses essais, d'insuffler le goût de la vie et d'éveiller nos sens à la beauté du monde. Il assume cette tâche comme une mission, percevant comme le signe d'une « dévolution » tragique de notre civilisation, fût-elle hyper-technique, le fait de perdre collectivement de vue « les besoins du vivant (les nôtres compris) », voire de les nier par nos manières de vivre, de produire, de gouverner.

Ce livre, appelant à un retour urgent à l'essentiel, a cette vertu inestimable de savoir « transmettre l'espérance », une force vitale par excellence.

Jean-Claude Ravet

Bienvenue à Cité des prairies

Série de baladodiffusions en cinq épisodes

Réalisation : Gabriel Allard-Gagnon

Production : URBANIA en collaboration avec Radio-Canada

Québec, 2020, 184 min.

Au Québec, au tournant des années 1870, les premières lois relatives aux jeunes délinquants orientaient une majorité d'entre eux vers des écoles de réforme encadrées au sein d'un régime correctionnel épaulé par un certain nombre de communautés religieuses. Au début des années 1960, l'État québécois prit le contrôle de ces institutions, avec entre autres objectifs celui d'implanter de nouvelles approches de rééducation. Cité des prairies, le centre jeunesse le plus sécurisé au Québec, est un exemple de l'institutionnalisation de ces approches.

Avec *Bienvenue à Cité des prairies*, le réalisateur Gabriel Allard-Gagnon propose une incursion dans cet univers rythmé par les sons des trousseaux de clés, des portes métalliques, des cris et des talkies-walkies qui composent l'ambiance sonore de l'établissement. Au fil des cinq épisodes de ce balado-documentaire, Nazim, Kenny, Éric, Christian et Gretzky (noms fictifs), de jeunes adolescents contrevenants ou de fidèles abonnés à la Direction de la protection de la jeunesse, se livrent à nous. Enfermés pour des crimes condamnables en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour adolescents ou en fonction de la Loi sur la protection de la jeunesse, ils partagent leurs histoires de vie, leurs expériences de détention, leurs appréhensions et leurs espoirs quant à une libération future.

Au fil des épisodes, on suit aussi le psychoéducateur Kevin Venne-Geoffroy et l'agent d'intervention Kevin Major, qui préparent une « classique hivernale », un match extérieur de hockey sur glace. *La classique*, qui sert de trame narrative au balado-documentaire, vise à permettre à certains jeunes du Centre de passer une journée d'adolescent « normal ». Bien qu'une telle activité puisse paraître



relativement simple à organiser, son bon déroulement est complexifié par certains problèmes comportementaux et/ou mentaux (parfois sévères) des jeunes qui y participent. On en comprend qu'à la Cité, tout est complexe.

Il paraît difficile de motiver *les gars*, comme on les appelle au Centre. Même s'ils se montrent (au départ) relativement enthousiastes à l'idée de jouir du « privilège » de vivre une journée « normale », la motivation s'estompe rapidement. Comment en serait-il autrement, certains de ces adolescents passant les 364 autres jours de l'année derrière des portes d'unités sécurisées, dormant dans des cellules – appelées chambres – de moins de deux mètres sur trois ?

Cette série, bien qu'elle témoigne de réalités brutales, de jeunesse violemment mises sur pause et de vies marquées à jamais, n'en est pas moins attendrissante et bouleversante, voire parfois cocasse. On y découvre ces jeunes dans leurs moments de vulnérabilité, de spontanéité, splendidement vivants à travers leur force de caractère, leur courage et leur humour. Par leurs propos et leurs silences, ils apparaissent à l'auditeur d'une manière rappelant à ceux et à celles qui auraient tendance à l'oublier, qu'avant d'être des « criminels » ou des marginaux, ils sont avant tout des adolescents, imparfaits certes, mais vrais, sensibles et authentiques, porteurs d'une énergie bouillonnante et d'une fureur de vivre hors du commun.

L'intimité qu'il nous est donné d'avoir avec eux fait primer leurs histoires de vie et leurs visions du monde sur les gestes

qui les ont menés au Centre. L'approche du réalisateur met aussi de l'avant le travail des intervenants qui œuvrent dans une optique de déconstruction de comportements, auprès de personnes qui passent rapidement de la colère à la violence, de la fuite à la fugue, de l'agitation au délit, de la suspicion au déni. Ces professionnels cherchent ainsi à faire comprendre aux jeunes, et par leurs propres moyens, les origines de leurs démons.

Ayant moi-même eu un cheminement semblable à celui de certains des *gars* de Cité-des-prairies, ce balado-documentaire me rappelle avec une efficacité frappante la dure réalité d'une adolescence enfermée. Mais surtout, *Bienvenue à Cité des prairies* reflète l'engagement dévoué et admirable des intervenantes et des intervenants qui, auparavant, m'étaient comparables à des ennemis ou à des geôliers. Pour certains des *gars*, le spectre banalisé de la prison est ce qui semblait le plus probablement illustrer leur avenir – à l'étape de l'enregistrement du balado, du moins. Pour d'autres, grâce à l'empathie d'intervenants dévoués, ces épreuves d'une dureté inconcevable pour des personnes ne les ayant jamais vécues forgeront une force de détermination qui restera un atout de taille.

C'est en cela que se révèle la pertinence, l'honnêteté et l'humanisme derrière *Bienvenue à Cité des prairies*.

David Risi-Gourdeau

Échos de bivouacs

Marie-Célie Agnant



L'auteure est écrivaine

C'est à partir d'une réflexion sur les questions identitaires que m'est apparu ce prisme qu'est mon « nomadisme revendiqué » – j'emprunte tes mots¹ – et ses rayons lumineux : détachement, délestage, renoncement, guerre contre l'égo, quête de l'essentiel.

Lente, patiente, cette réflexion a commencé à faire son chemin en moi alors que j'abordais ce que je nomme mes années d'éveil, début d'un long et interminable apprentissage. Je venais de quitter ce lieu où j'avais grandi, là où n'existait qu'une unique fenêtre, bâillant sur l'horizon, avec vue sur ces havres, ces édens où coulent le lait et le miel.

Enfant, j'avais su apprécier ma qualité d'être humain, au même titre que tous ceux qui peuplent la planète. Je n'avais pas conscience, à cette époque, que notre identité se construit au fil du temps, imbriquant nos expériences sociales, collectives et individuelles, passées et présentes ; je n'avais pas conscience, dis-je, qu'elle est constitutive du rapport que nous entretenons avec le monde.

Grâce au déracinement, à l'inévitable mort qui en découle, j'éprouvai ce poids, ô combien accablant de l'Histoire, la force des préjugés et la pesanteur de l'ignorance. Je compris que les questions identitaires et raciales, tout comme les rapports de sexe et de classe, découlent des rapports de force qui régissent nos sociétés. J'appris aussi que certains individus et certains peuples ne peuvent se permettre de se prétendre chez eux partout sur la planète, ni s'abandonner béatement à l'extase de l'évocation d'une patrie universelle, abstraite, totalement désincarnée.

Il existe, en effet, ce refrain prônant un universalisme fourre-tout auquel tu lies le nomadisme. C'est, à mon avis, une erreur, un amalgame, car cette conception « utilitaire » de l'universalisme relève bien plus d'un effort désespéré de conjurer le

sectarisme, une réponse donc à l'invisibilité de l'Autre. Ritournelle « universaliste » floue, elle est malheureusement reprise en chœur par des chantres issus de groupes dits minoritaires, transmise souvent par la voix d'artistes, d'écrivaines et d'écrivains, grisés sans doute, par les nombreux voyages, et par les honneurs qu'ils reçoivent là où ils sont invités. Quête légitime d'espace ? Désirs de conquête ? Comment leur en tenir rigueur puisque, pour survivre, il faut, semble-t-il, conquérir ?

Je n'essaie pas de jouer les démiurges. J'ai simplement découvert, au fil de mes expériences, que la patrie universelle est un luxe auquel tous ne peuvent aspirer, et que je ne puis faire abstraction de la place assignée dans le monde à certaines catégories de gens et de peuples, et encore moins faire l'économie d'une réflexion sur le passé.

La grande Histoire se suffit à elle-même et s'écrit d'elle-même. Nous devons donc nous atteler à l'écriture de la petite histoire, l'histoire du dedans, celle qui se passe dans l'esprit et dans le cœur des êtres humains qui affrontent les horreurs et soubresauts de cette grande Histoire, parler de ceux qu'elle achève dans une infinie violence. Comment écrire, ami, dis-le-moi, et se contenter de formules aguichantes, guidé uniquement par ce désir inassouvi de séduction qui nous tenaille, fermer volontairement les yeux et... planer ?

Ainsi, mon « nomadisme revendiqué » guide mes pas vers ces territoires où « l'amérindianisation » sévit ; il me somme de ne pas ignorer frivolement brutalité, oppression, dépossession ; il me conduit vers ces camps de concentration où crouissent Palestiniens, Yéménites, Syriens et tant d'autres peuples. Et je frémis, face au jeu de l'autruche des puissants.

Nomade, comment taire la déterritorialisation, la suppression des libertés, les murs que l'on érige, les barbelés que l'on dresse, les frontières qui se resserrent, tandis que précarité, désarroi et mort programmée de tant d'êtres humains gagnent du terrain ?

Du jour où j'ai compris la situation des Noirs en Afrique du Sud et la lutte menée par Mandela, je compris également la dépossession subie par les Premières Nations, ironiquement nommées puisqu'aujourd'hui elles sont incontestablement les dernières. J'ai pu lier leur histoire à celle des Palestiniens ou des Portoricains réduits au silence le plus total. De ce jour, aussi, j'ai fait le lien entre une Haïti démantelée et l'agression permanente vécue par le peuple cubain, depuis qu'il a juré d'être maître chez lui.

Immanquablement, je reviens à ce concept de nomadisme couplé au « marronnage » : quête de liberté, soif d'affranchissement sans cesse réaffirmée ; volonté de faire fi de toutes ces pollutions extérieures, lesquelles, par une indicible violence, nous dépouillent même de notre liberté intérieure. Et puis, en tant qu'être vivant, ne sommes-nous pas tous nomades puisque la Terre ne nous appartient pas ? Malheureux sommes-nous, qui avons oublié que nous lui appartenons !

Nomade, oui, mais arrimée à ce monde ; je l'habite avec ses ramifications innombrables qui s'éclairent, se marient, se complètent ; avec les joies, les peines et les souffrances qu'il engendre. Je suis née dans un des pays qui a été le plus abimé par les politiques coloniales et néocoloniales. J'ai ainsi hérité d'une mémoire consciente qui porte le poids de l'histoire et de ses dérives ; forgée par les chaînes, inscrite au tison sur les peaux sacrifiées de mes ancêtres, elle ne saurait être qu'une mémoire véritablement engagée. Mémoire-outil, mémoire-résistance contre l'amérindianisation de ceux que l'on considère comme des sous-peuples et que l'on raye de la carte du monde, elle se veut aussi une mémoire croisée. J'ai ainsi fait mienne cette idée, si bien exprimée par Édouard Glissant, d'une mémoire multiple, délivrée et ouverte sur le monde ; une mémoire d'avenir, qui n'est pas celle de la tribu, mais de toute la collectivité humaine. ☺

1. Je parle de mon ami C. Voir mes Carnets précédents.

Les études religieuses : un monde à découvrir !

Dès cet automne. Cours à distance.

Explorez les grands enjeux liés aux religions, aux spiritualités et à la théologie grâce à nos programmes d'études.

- **Baccalauréat, majeure ou mineure**
- **Maîtrise et DESS**
- **Doctorat**

myrtha.jean.mary@umontreal.ca
ier.umontreal.ca

Institut d'études religieuses
Faculté des arts et des sciences

Université  de Montréal
et du monde.



D ABONNEZ-VOUS » ledevoir.com/lescourriersdudevoir

Le Courrier du matin

Du lundi au samedi, découvrez
l'essentiel de l'actualité



Le Courrier du soir

L'actualité du jour, choisie
et résumée pour vous



LEDEVOIR